



JEAN LELOUP

cyberpresse.ca
LA PRESSE

CINÉMA
NOS 20 MEILLEURS
FILMS QUÉBÉCOIS PAGE 1



Sondage CROP-La Presse Référendum sur les défusions

OUI À UNE PARTICIPATION MINIMALE DE PLUS DE 50%

FRANÇOIS CARDINAL

Alors que l'appui aux fusions municipales est en nette progression à Montréal, une majorité de citoyens, tant de la banlieue que du centre, demande au gouvernement Charest de fixer un taux minimum de parti-

icipation aux référendums sur les défusions. Le tiers des citoyens souhaitent même que la barre soit d'au moins 60 %.

En plus d'évaluer la pertinence d'établir un tel taux, le sondage CROP commandé par *La Presse* au moment où l'administration Trem-

blay-Zampino arrive à mi-mandat révèle également que le taux de satisfaction à l'égard du maire est plutôt bas, que les Montréalais sont nombreux à croire que le gouvernement Charest a un préjugé favorable aux défusions et, surtout, que les regroupements n'ont pas altéré

la qualité des services municipaux. Réalisé du 23 au 27 octobre auprès de 502 résidents de l'île, le

» Voir **SONDAGE** en A4

AUTRES TEXTES
Cahier PLUS, page 6

ARTS ET SPECTACLES
PLUS QUE 50 JOURS À VIVRE
PAGE 1

FINANCES PERSONNELLES
NE MANQUEZ PAS NOTRE CAHIER SPÉCIAL

ACTUEL MAGAZINE
LA SAGA DU HOT-DOG, SOCIÉTÉ, VIN, BOUFFE ET GUIDE TÉLÉ VOILÀ!

Des enfants et des cols bleus chez le maire



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

En plus d'ouvrir la porte, hier soir, à des dizaines d'enfants déguisés de toutes les manières imaginables, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, transformé en croque-mort pour l'occasion, a également dû accueillir un imposant groupe de cols bleus qui ont tenu une bruyante manifestation devant son domicile, à Outremont. Voir en page A28.

GP du Canada Molson et Gillett ont échoué

RÉJEAN TREMBLAY et STÉPHANIE MORIN

Molson a échoué dans sa tentative de mettre la main sur le Grand Prix du Canada avec son partenaire, George Gillett, et tout indique que c'est Normand Legault qui devrait normalement sauver l'événement d'ici quelques jours.

Même si Bernie Ecclestone a déclaré hier à *La Presse* que la période limite pour sauver le Grand Prix du Canada prenait fin à minuit hier, les informations recueillies par *La Presse* indiquent qu'on est tout près d'un règlement qui permettra à Montréal de garder son Grand Prix.

Molson et George Gillett, par l'entremise de Pierre Boivin, ont négocié de façon très intensive tant à Londres qu'à Montréal pendant les dernières semaines. On se disait même très optimiste en début de semaine, mais ces tentatives ont échoué au cours des deux derniers jours. Ils n'ont pas su convaincre Ecclestone. Au mieux, Molson pourrait arracher la commandite de l'événement à sa grande rivale, Labatt. On parle d'une commandite d'environ 5 millions. Il faut cependant noter que Labatt détient le droit d'égaliser toute offre de Molson.

« C'est difficile de convaincre les écuries d'accepter une 18^e course, et je travaille fort pour les convaincre. Je suis même prêt à investir 5 millions US de ma propre poche.

» Voir **MOLSON** en A4

La police peut faire des tests d'ADN sur des criminels

Dans une décision unanime, la Cour suprême confirme la légitimité de ces prélèvements

LOUISE LEDUC

Dans leurs enquêtes, les policiers pourront en toute légitimité continuer à utiliser les échantillons d'ADN prélevés sur des personnes fortement soupçonnées d'avoir commis des crimes violents, tels un meurtre ou une agression sexuelle.

La Cour suprême leur a confirmé ce droit hier, en rendant un arrêt unanime rédigé par la juge Louise Arbour.

Ce premier test juridique des mandats de prélèvement d'ADN, autorisés depuis 1998 au Canada, est venu d'un agresseur sexuel, simplement identifié par les initiales S.A.B. Il prétendait que la permission de prélever un échantillon de l'ADN d'un détenu violait la Charte des droits et libertés.

Les faits à l'origine de cette décision de la Cour suprême remontent à 1996. À Hinton, en Alberta, une jeune fille de 14 ans, devenue enceinte après un viol, s'est fait avorter. La police a saisi un échantillon du sang de S.A.B. pour en comparer l'ADN au tissu foetal. À la suite de sa condamnation en 1999 à six ans de prison pour agression sexuelle, S.A.B. a soutenu que le test d'ADN était inconstitutionnel.

La Cour suprême lui a donné tort : le prélèvement d'ADN n'est pas abusif lorsqu'il est fait dans les règles de l'art. « Lorsqu'il s'effectue en vertu d'un mandat d'ADN régulièrement délivré, l'importance de l'atteinte à l'intégrité physique de la personne est relativement faible », écrit la juge Arbour.

De façon générale, poursuit-elle,

« les dispositions relatives aux mandats ADN du Code criminel établissent un juste équilibre entre l'intérêt public, qui exige la répression efficace des infractions graves, et le droit des particuliers de contrôler la divulgation de renseignements personnels les concernant ainsi que leur droit à la dignité et à l'intégrité physique. »

Que la loi sur les « mandats d'ADN » ait tenu la route sans mal n'étonne pas le criminaliste Guy Cournoyer, la loi de 1998 étant extrêmement bien ficelée à son avis. Il n'est aucunement fâché par cette décision de la Cour suprême même si, en tant qu'avocat de la défense, un échantillon d'ADN — sang, sperme, cheveu, mucus — l'oblige souvent à ramer en cour.

« C'est une preuve extrêmement

persuasive, en effet, dit-il. En y pensant bien, cependant, qui pourrait se plaindre d'un mécanisme dont la force probante est déterminante sur la culpabilité d'une personne, qui respecte la constitution et qui réduit en plus considérablement le risque d'erreur judiciaire ? »

La juge Arbour a d'ailleurs relevé que la « forte valeur probante de l'analyse génétique médico-légale permet d'identifier et d'écarter des suspects, caractéristique qui réduit considérablement le risque de condamnations injustifiées. »

Georges Painchaud, président de la Fraternité des policiers de Montréal, indique pour sa part que si les tests d'ADN sont des outils

» Voir **ADN** en A13

Mon clin d'oeil
STÉPHANE LAPORTE
Le monument de Jean Lapierre : un col bleu de plus qui ne bouge pas de la journée.

AUJOURD'HUI

Avis et encans	PETITES ANNONCES 14, 16
Animaux	VACANCES 18
Bridge	VACANCES 18
Décès	PETITES ANNONCES 12, 13
Échecs	VACANCES 18
Feuilleton	VACANCES 19
Forum	A 14, 15
Grille des mordus	PETITES ANNONCES 16
Horaires télévision	ARTS 22
Horoscope	VACANCES 19
Jardinier	MON TOIT 19
Loteries	A 8
Mots croisés	AFFAIRES 15
Mot mystère	AFFAIRES 15
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
Timbres	VACANCES 18
Trait d'union	PETITES ANNONCES 15

Météo

Passages nuageux, maximum 14, minimum -3, plus de détails en page

PETITES ANNONCES 14



6 21924 45678 2



A partir de **Orlando 99\$**



Sans escale. Départ le samedi.

« Coût » de départ pour la Floride !

Aussi : départs pour Fort Myers, Fort Lauderdale et St-Petersburg.



Départs depuis Montréal. Prix web par trajet. Taxes et surcharges en sus. Selon la disponibilité. Détails sur jetsgo.net.



jetsgo.net

ACTUALITÉS

UNE NUIT

Des bagarres de plus en plus dures

Le gun a remplacé les coups de poing et de couteau

NICOLAS BÉRUBÉ

Dans le quartier Saint-Michel, les batailles suivent le fil des saisons.

À la rentrée de septembre, les jeunes veulent mettre les points sur les « i » et les batailles sont fréquentes. Il y a ensuite une trêve jusqu'à la veille des Fêtes, les coups se remettant à pleuvoir durant le congé de Noël. Fin des hostilités après le Nouvel An. On remet ça durant la relâche scolaire de mars, suivie d'une nouvelle accalmie jusqu'aux vacances d'été, où l'on enregistre les batailles les plus importantes de l'année.

« Avant les vacances, c'est gros, explique Harry Delva, patrouilleur de rue dans Saint-Michel. Ça finit souvent à coups de couteau. »

Mais n'allez pas y voir la marque d'un gang de rue organisé et médiatisé comme les Bo-Gars, les Crack Down Posse (CDP) ou les Rough Riders, impliqués dans le trafic de drogue et le proxénétisme. Ces bagarres ne concernent que les jeunes du quartier.

« Il y a des tensions dans le quartier, dit M. Delva, qui travaille à la Maison d'Haïti, un centre commu-



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Les adolescents et les jeunes adultes de certains quartiers de Montréal doivent composer avec la tension et la violence. Hier, au coin des rues Beaubien et Casgrain, ce graffiti explicite a attiré l'œil de notre photographe.

nautaire de Saint-Michel. Il y a des problèmes interethniques et, quand ça éclate, beaucoup de gens embar-

« Les médias ne parlent des gangs que lorsqu'il y a des meurtres, quand ça pète fort. »

quent... Cela dit, ce sont des adolescents, et ils ne vont pas tous devenir de grands criminels pour autant. »

Selon Chantal Fredette, criminolo-

logue et agente de formation dans le dossier Gang au Centre jeunesse de Montréal, les médias ont tendance à mettre tous les jeunes dans le même panier. « Il est important de faire la distinction entre les gangs de rue établis, qui ont des liens avec le crime organisé, et les gangs de jeunes qui font des petits délits », soutient-elle.

« Les médias ne parlent des gangs que lorsqu'il y a des meurtres, quand ça pète fort. Ils ne s'intéressent pas à la cause, à ce qui fait que

les jeunes entrent dans des gangs. Pourtant, c'est là que se trouve la réponse à l'existence du phénomène de gangs. »

Selon elle, plusieurs jeunes se tiennent en gang pour donner un sens à leur vie, pour s'entraider et avoir un objectif commun. « Plusieurs jeunes nous ont dit : Ma gang m'a sauvé la vie. S'il n'y avait pas eu la gang, je serais tout seul, en train de chercher un moyen de me tuer. »

Le grand public et les médias ont tendance à diaboliser les gangs,

dit-elle. « Il faut se rappeler que d'abord et avant tout, les membres de gangs sont des adolescents. Ce sont des *ti-culs* qui se sentent quelquefois quand ils sont dans un gang. »

Liges majeures

Les problèmes importants surviennent quand un jeune entre dans un gros gang criminel qui s'occupe de trafic de drogue et de proxénétisme. Il doit alors faire ses preuves, ce qui peut donner lieu à des explosions de violence.

« Les *wannabe* (recrues) sont souvent plus violents que les gangs de rue, explique Patrick (nom fictif), un travailleur de rue qui veut garder l'anonymat. Ils sont prêts à faire à peu près n'importe quoi pour prouver qu'ils sont *hot*, qu'ils sont *in*, qu'ils sont capables de rentrer dans la gang. Ce sont souvent eux qui commettent des actes de violence gratuite... »

À mesure que les gros gangs prennent de l'importance, leurs méthodes changent. Certains gangs adoptent aujourd'hui le comportement des motards. « Ça devient de plus en plus dur, résume un jeune de Saint-Michel qui connaît bien le milieu des gangs criminels. Avant, c'était des batailles à coups de poing. Puis c'était à coups de couteau. Puis avec des *guns*, mais les gens visaient les bras et les jambes. Aujourd'hui, ils visent la tête... »

« Aujourd'hui, les gangs sont de plus en plus multiethniques, note Patrick. Il y a les vieilles gangs comme les Bo-Gars et les CDP, mais les nouvelles qui apparaissent vont avoir autant des Latinos, des Arabes, des Blancs dans leurs rangs. »

« Avant, en 1995, c'était des guerres de gangs, ajoute-t-il. Aujourd'hui, c'est purement des guerres de *cash*. »

Des gangs de rue mieux organisés

NATHAËLLE MORISSETTE

À force d'imiter le comportement des groupes criminels, plusieurs gangs de rue jouent aujourd'hui dans la cour des grands en s'adonnant à des activités illicites comme le trafic de stupéfiants et le proxénétisme.

C'est du moins ce qu'affirme la criminologue Chantal Fredette. Selon elle, il existe deux types de gangs : les cliques *pop-corn*, des groupes peu organisés dont le nombre de membres peut varier d'une semaine à l'autre, et les groupes plus sérieux. « Les gangs de rue appartenant à cette dernière catégorie ne sont pas plus nombreux qu'il y a 20 ans, mais ils sont mieux organisés, explique-t-elle. Les membres portent les couleurs de leur groupe, élisent un chef et étendent leur territoire. Leur principale raison d'être, c'est de faire de l'argent. »

Difficile toutefois de connaître le nombre de gangs de rue qui sévissent à Montréal, car certains d'entre eux ont une durée de vie d'une semaine, mentionne M^{me} Fredette.

Mais selon Marc Leblanc, professeur à l'école de psychoéducation et de criminologie de l'Université de

Montréal, les cliques *pop-corn* seraient beaucoup plus nombreuses que les groupes qui fréquentent le milieu criminel. Les gangs moins organisés sont habituellement composés d'une vingtaine de personnes. Six individus forment le noyau central, mais aucun chef n'est officiellement désigné. Ces gangs commettent souvent

des délits mineurs comme des vols à l'étalage.

Composés à 90 % de jeunes d'âge mineur, ces groupes errent près des stations de métro, dans les parcs, dans les centres commerciaux. « Il ne faut pas oublier que ce sont d'abord et avant tout des adolescents, souligne Chantal Fredette. Ils se tiennent

dans des endroits fréquentés par les jeunes. Ils veulent être ensemble pour avoir du plaisir et se protéger. »

La plupart de ces bandes prennent naissance dans les quartiers défavorisés de la ville, comme Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve. Selon M. Leblanc, le phénomène des gangs existe depuis longtemps et il est diffi-

cile à enrayer. « La société produit depuis toujours des gens qui ne peuvent s'adapter au système. Ce sont eux que l'on retrouve au sein de ces regroupements. »

Ce fléau s'étend partout au Québec. Marc Leblanc estime que plus la ville est grande, plus les bandes de jeunes sont difficiles à brider. Et ces adolescents qui se regroupent ont plusieurs points en commun : difficultés à l'école, familles éclatées, manque d'encadrement. Sur 100 membres d'un gang, 10 s'impliqueront ensuite dans le milieu du crime organisé. M^{me} Fredette tient toutefois à préciser que les bandes de jeunes ne sont pas des filiales des Hells Angels, par exemple. « C'est un mythe de penser que les gangs de rue sont la maternelle du crime organisé. »

En effet, la plupart des jeunes abandonnent leur « carrière » à 18 ans, car la « cour des grands » est moins accessible pour eux. Selon les deux criminologues, les règles d'admission et le processus d'engagement sont beaucoup plus stricts. « Les groupes adultes sont plus hétérogènes alors que les gangs de jeunes sont très multiculturels, explique M^{me} Fredette. Toute la différence est là. »

George W. Bush, chef de gang?

NICOLAS BÉRUBÉ

De toutes les conséquences de la guerre en Irak, George W. Bush ne s'attendait sûrement pas à celle-ci : le président américain est maintenant cité en exemple par les jeunes des gangs de rue.

Toutes les personnes interrogées dans le cadre de ce reportage ont signalé ce fait, sans s'être consultées auparavant. « Les jeunes suivent l'actualité, ils ne sont pas déconnectés, a expliqué un travailleur de rue de Cartierville,

qui tient à garder l'anonymat. Pour eux, un pays qui décide d'en attaquer un autre, c'est comme deux gangs rivaux qui se battent dans la rue. Ils font souvent ce parallèle quand on leur parle de l'importance de respecter l'autre... »

Pour Chantal Fredette, chercheuse spécialisée en gangs, la politique extérieure américaine, qui prône le recours à la violence comme façon préventive de régler des conflits, envoie un message ambigu aux jeunes. « C'est difficile après ça de dire : il ne faut pas être violent, il faut

régler ses problèmes de façon pacifique. À l'échelle internationale, on voit exactement le contraire ! »

Des jeunes de Saint-Michel rencontrés pour cet article ont d'ailleurs qualifié Bush de « plus gros chef de gang du monde » : « Ce qu'il fait, c'est la même chose que ce qu'on voit ici, dans la rue, a confié Nag. C'est du contrôle de territoire, c'est vouloir être plus fort que l'autre et utiliser la violence pour arriver à ses fins. C'est comme ça que les gangs fonctionnent. »

25% de rabais
Sur nos prix garantis les plus bas !

Literie de couleurs unies

- draps • douillettes
- housses de duvet
- accessoires (cache-oreillers, jupes de lits)

Première qualité

- Cotton Splendour 200
disponible en 11 couleurs
100 % coton • 200 fils au pouce²
- Corinthia 300
disponible en 12 couleurs
50 % coton • 50 % polyester • 300 fils au pouce²

2 jours seulement!



LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

CENTRE ROCKLAND : (514) 341-7810
LA CATHÉDRALE (CENTRE-VILLE) : (514) 282-9525
PLACE PORTOBELLO, BROSSARD : (450) 671-2202
LES GALERIES LAVAL : (450) 681-9090
MAGASIN D'ENTREPÔT
CARREFOUR LANGELETT : (514) 254-3636

AVEC UN GANG



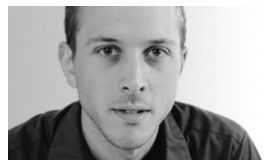
PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Pour connaître un peu mieux les jeunes qui font partie des gangs de rue, notre journaliste est allé passer une soirée dans un gang haïtien de Saint-Michel, ce quartier du nord-est de la métropole.

« On est juste une gang d'amis »

Dans le quartier Saint-Michel, des jeunes de 20 ans vendent de la drogue en rêvant de sortir de la rue

Mercredi soir, Abdus Descoteau, 22 ans, d'origine haïtienne, a été abattu à la sortie d'un bar de Notre-Dame-de-Grâce. Pour les médias, trois mots viennent à l'esprit : gang de rue. Mais ces gangs sont-ils tous impliqués dans la violence et les règlements de comptes ? Qui en fait partie ? Comment gagnent-ils leur vie ? Pour le savoir, notre journaliste est allé passer une soirée dans un gang haïtien de Saint-Michel, ce quartier du nord-est de la métropole. Les jeunes qu'il a rencontrés vivent de la rue, mais disent ne pas faire partie des gangs médiatisés comme les Bo-Gars ou les Crack Down Posse. Ils sont stressés, vifs, drôles, gagnent des centaines de dollars par jour et se demandent pourquoi les journalistes qui débarquent à Saint-Michel n'en ont que pour les gangs de rue.



NICOLAS BÉRUBÉ
nberube@lapresse.ca

La camionnette noire aux vitres teintées passe pour la troisième fois devant les jeunes qui flânent sur le trottoir.

Il est minuit, le boulevard Saint-Michel est presque désert et la camionnette roule lentement, comme si ses occupants voulaient être certains de bien voir le visage de chacun des jeunes.

« Ce sont des inspecteurs, c'est certain, lance Le Fou, un jeune de six pieds coiffé d'une casquette rouge. Ils pensent qu'on les remarque pas. Tu vas voir, ils vont tourner au coin et ils vont encore revenir. »

La camionnette noire a tourné à droite puis est revenue sur le boulevard Saint-Michel en passant par un stationnement vide. Excédé, un des jeunes s'est mis à marcher en sa direction. La camionnette a rapidement tourné à droite et on ne l'a plus revue.

« La police ne nous lâche pas, dit Le Fou. Ils nous regardent comme si nous étions des bêtes sauvages. Ils ont nos noms, nos photos... Mais ils ne nous lâchent pas. »

« J'ai des dizaines de tickets non payés, laisse tomber un jeune aux épaules carrées qui veut qu'on l'appelle Le Malin. Ici, ils nous donnent des tickets pour avoir craché par terre ou parce que la cendre de notre cigarette est tombée sur le trottoir ! C'est carrément du racisme. »

Les jeunes continuent à flâner sur le trottoir. Ils discutent, ils rient, l'un d'eux s'est allumé un joint. Pour Le Fou, la journée a été plutôt mauvaise : 300 \$ seulement, récoltés en vendant « toutes sortes d'affaires ». Le mercure se met à tomber et le vent se lève ; quelqu'un propose d'aller poursuivre la soirée ailleurs, à Saint-Jérôme, peut-être, ou au Fuzzy, à Brossard.

Pour la police, ce groupe de jeunes Noirs debout sur le trottoir est un gang criminel de Saint-Michel. Pour les travailleurs sociaux, ce sont de jeunes décrocheurs qui vivent de la vente de drogue. Pour le grand public, ils constituent une raison de plus de verrouiller ses portes, de changer de trottoir ou de déménager en banlieue.

Des images qui font rire les principaux intéressés. « Nous, on veut écoeurer personne, confie Le Fou en tripotant son cellulaire. On est juste une gang d'amis avec un but en commun. On se soutient. On se défend. Et on essaie de se sortir de la rue. »

Ils ont entre 20 et 25 ans et ils ont passé leur vie dans les coins les

plus durs du quartier Saint-Michel. Leur plus grand rêve serait d'acheter une maison, d'élever une famille, d'avoir un bon travail. Et aussi d'être millionnaires.

Pour l'instant, ils ont depuis longtemps lâché l'école et sont dans la rue « du matin au soir ». Ils font de la musique hip hop, vendent des drogues — ils ne veulent pas dire lesquelles. « Demande aux jeunes autour de toi ce qu'ils prennent, et puis dis-toi que c'est ça qu'on vend », m'a répondu Le Voyou d'un ton sans appel.

Ils ne travaillent pas de 9 à 5, mais ils ne se tourment pas les pouces pour autant. Chaque jour amène son lot de commandes, de paiements, de problèmes. C'est illégal, mais c'est ce qu'ils savent faire et « la loi n'a jamais été de notre côté de toute façon », disent-ils. Et c'est payant. « Dans une journée ordinaire, je peux faire 500 \$ », laissera tomber Le Fou au cours de la conversation.

Il a lâché l'école à 16 ans. « Quand tu te rends compte que tu fais plus d'argent que le prof en avant, ta motivation baisse. De toute façon, pourquoi aller à l'école ? Quand t'es un Noir de Saint-Michel, les Québécois sont très méfiants envers toi. T'as pas de job, pas d'appart, les gens te dévisagent... »

« Qu'est-ce qui est mieux ? Se faire vivre par l'État ou vendre de la dope ? lance Le Malin, qui dit

avoir abandonné le cégep à 20 ans. Moi, le gouvernement ne me donne pas un sou. Je paie mon loyer tout seul, je me débrouille tout seul. »

« Je ne vais pas te dire de prendre de la coke, ajoute-t-il. Mais si t'en prends déjà, je peux t'en vendre. Si ce n'est pas moi qui te la vends, ce sera quelqu'un d'autre. »

Gang de rue ou gang d'amis ?

Avec une demi-douzaine de leurs amis, Le Fou, Le Voyou et Le Malin forment un petit gang de jeunes qui travaillent ensemble et s'épaulent quand les choses tournent mal. Mais allez leur dire qu'ils forment un gang de rue. Ils vous crucifieront sur place.

« Vous, les médias, vous parlez des gangs de rue comme si tous les jeunes de Saint-Michel étaient là-dedans ! lance Le Voyou, un grand avec des chaînes en or au cou. Vous ne faites jamais la différence ! Les vrais gangs de rue, c'est les Bo-Gars et les Crack Down Posse, les gangs comme ça. C'est une minorité de jeunes qui sont là-dedans. Nous, on habite Saint-Michel, alors c'est normal qu'on se tienne ici ! »

« Quand t'es un Noir de Saint-Michel, les Québécois sont très méfiants envers toi. T'as pas de job, pas d'appart, les gens te dévisagent... »

« Et puis pas obligé d'être dans un gang pour faire de l'argent facile, résume Le Malin. Faut juste pas manger dans l'assiette de quelqu'un d'autre, c'est tout. » Ce qui, admettent-ils, finit invariablement par arriver. C'est alors que le groupe se resserre pour se défendre. « Tout le monde s'est déjà battu ici. Moi aussi, j'ai déjà fait partie de l'action. Des fois, c'est chaud. Les jeunes du quartier, c'est comme un

vieux couple : ça se tape dessus de temps en temps... »

« Les grosses batailles, ça peut arriver une fois par année, maximum. C'est généralement là que les médias débarquent. »

Problème d'image

Le journaliste qui va passer une soirée à Saint-Michel avec un gang doit s'attendre à servir de paratonnerre : il capte toutes les récriminations des jeunes à l'endroit des médias. Car les jeunes des gangs ont beau avoir lâché l'école à 16 ans, ils écoutent les nouvelles, lisent les journaux et ont une opinion arrêtée sur le travail des journalistes. « Quand on se fait analyser, on n'a pas le choix : il faut analyser, disent-ils.

« Quand on parle de Saint-Michel, on parle des problèmes de gangs. Mais Bruny Surin, Rudeluck et Muzion, ils viennent tous d'ici, lance Le Fou. Ça, on ne le dit jamais. »

« L'autre jour, Claude Charron a dit à TVA que le hip hop stimulait la violence et le phénomène des gangs, ajoute-t-il. C'est n'importe quoi ! C'est l'argent qui stimule la violence, pas la musique... Mais de toute façon, au Québec, le hip hop francophone ne marche pas. Les Québécois, vous préférez tripper sur des copies de ce qui a déjà marché ailleurs, comme *Loft Story*... »

« Les Québécois, vous êtes bourrés de préjugés : vous avez peur de ce que vous ne connaissez pas. Vous êtes racistes parce que vous êtes vous aussi victimes de racisme. Vous êtes victimes de racisme de la part des autres Canadiens et des Américains, alors vous êtes racistes envers les Noirs. »

Dans ce portrait sombre, certaines lueurs se dessinent. Ce que le Québec fait de mieux ? À part Mélanie Renaud, la très jolie chanteuse originaire de Saint-Michel, ils nomment... Marc Labrèche.

« Selon moi, le show de Marc Labrèche, *Le Grand Blond avec un show sournois*, c'était une des meilleures émissions au Québec, dit Le Voyou. Labrèche, il a du talent. Je crois que les jeunes qui n'ont pas suivi ça on manqué un bout de leur jeunesse. Hé, ce n'est pas parce qu'on vit à Saint-Michel qu'on n'écoute pas les mêmes émissions que vous ! »

« Et la télé, lance Le Malin, c'est la seule place où les Québécois peuvent voir un Noir sans appeler la police ! »

Une demi-douzaine de rires fusent sur le bout de trottoir de Saint-Michel. Puis les jeunes se mettent à parler voitures et on se croirait dans une taverne de « Ville-Émard ». Finalement, personne n'avait envie de sortir ce soir-là. Le vent froid a finalement eu raison des discussions. Après les poignées de main complexes, chacun est parti de son côté.

À 1 h du matin, une voiture de police est passée à l'angle du boulevard Saint-Michel, mais l'endroit était désert.

SUITES DE LA UNE

DEMAIN DANS LA PRESSE



Comment transformer une équipe

Il y a un an, Chelsea n'était même pas le meilleur club de soccer londonien. Aujourd'hui, il est cité parmi les grandes équipes européennes. Jean-François Bégin s'est rendu à Londres et il raconte la petite histoire derrière la révolution russe amorcée par le nouveau propriétaire de l'équipe, le riche Roman Abramovich. **A lire demain dans le cahier Sports Plus**

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



Suivez en direct le match entre le Canadien et les Rangers à 19 h : cyberpresse.ca/hockey

Faites votre choix parmi tous les films à l'affiche : cyberpresse.ca/films

Consultez notre dossier sur les activités automnales : cyberpresse.ca/automne

POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT	(514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
deces@lapresse.ca	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca	
RÉDACTION	(514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

Des réponses surprenantes

SONDAGE suite de la page une

sondage montre que tout près de six Montréalais sur 10 considèrent que le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, doit exiger un taux de participation d'au moins 50 % aux consultations qui précéderont le démantèlement des nouvelles villes. Ils sont 65 % dans l'ex-Ville de Montréal et 49 % dans l'ex-banlieue à partager cette opinion.

Ces résultats ne tomberont certainement pas dans l'oreille d'un sourd puisque M. Fournier a indiqué, il y a quelques jours, qu'il entendait inscrire dans la loi permettant les défusions « une mécanique qui permet de faire ressortir la légitimité du choix ». Or, dans les officines gouvernementales, on indique que le Conseil des ministres est réticent à fixer un taux minimum de participation. Pour l'instant, le projet de loi 9 prévoit que le ministre pourra décider seul si un résultat est « significatif » ou non.

Les chiffres du sondage surprennent d'autant plus que seulement 13 % des répondants trouvent inutile un tel plancher de participation. « C'est très étonnant, indique Claude Gauthier, vice-président de CROP. Surtout qu'une infime minorité de résidents de la banlieue (17 %) disent non au taux minimum de participation. »

Par ailleurs, il est intéressant de comparer ce sondage avec celui réalisé par CROP quelques semaines avant les élections municipales de novembre 2001. On peut ainsi constater que l'appui aux fusions municipales a passablement augmenté en deux ans, passant de 34 à 46 % dans l'île. Même en banlieue, cette tendance ressort clairement : le taux d'appui a bondi de neuf points, passant de 21 à 30 %.

Un élément du sondage explique peut-être cet appui grandissant. En effet, une importante majorité de citoyens (59 %) considèrent que la qualité des services municipaux n'a connu aucun changement avec les fusions des villes de l'île, une crainte pourtant maintes fois exprimée par les leaders défusionnistes. Même en banlieue, les répondants sont plus nombreux à croire à la stabilité (47 %) qu'à la détérioration des services (39 %).

Curieusement, les Montréalais ne sont pas contre les défusions pour autant. En effet, en deux ans, les répondants favorables « au projet du premier ministre Jean Charest de donner aux villes qui le désirent la possibilité de reprendre leur statut d'avant la fusion » sont passés de 49 à 53 %. Ils ont augmenté dans l'ex-Montréal (37 à 46 %) mais ont quelque peu diminué en banlieue (65 à 62 %).

Fait intéressant, les résidents de l'ex-Montréal, les victimes possibles des défusions, sont plus nombreux (40 %) que ceux de la banlieue (33 %) à croire que le gouvernement Charest a un « préjugé favorable » envers les défusions.

De façon étonnante, les répondants au sondage ont une opinion partagée sur le travail accompli par le maire à ce jour (47 % de satisfaction contre 37 % de peu ou pas satisfaits), mais ils lui accordent néanmoins une bonne note en ce qui a trait à la défense de la nouvelle ville. Un peu plus de la moitié des Montréalais considèrent que M. Tremblay défend « très ou plutôt bien » la nouvelle ville. « Plus surprenant encore, note M. Gauthier, il y a peu de différences entre l'ex-Montréal (54 %) et la banlieue (51 %). »

Le « plan Tremblay », ce modèle de réorganisation basé sur la décentralisation, n'a qu'un impact minime sur les intentions de vote des Montréalais. Près des deux tiers des répondants disent qu'il n'aura aucune influence sur leur position par rapport aux défusions — 16 % ont dit que ce plan aurait pour effet de rendre les fusions plus intéressantes.

La marge d'erreur du sondage est de 4 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Il est minuit moins une pour le Grand Prix du Canada

MOLSON suite de la page une

Mais la date limite, c'est aujourd'hui, et j'ai encore beaucoup de travail », a déclaré Ecclestone à La Presse.

Quant à Normand Legault, il a émis un bref commentaire : « Il est effectivement minuit moins une, mais Bernie Ecclestone semble déterminé à conserver le Grand Prix du Canada. Mais il faut agir vite puisqu'il faudra l'organiser, ce Grand Prix. J'espère que M. Ecclestone va passer un bon week-end et qu'il aura une pensée positive lundi quand va venir le temps d'examiner les solutions proposées », a-t-il déclaré.

Revirement de situation

Au cours des trois derniers mois,

Bernie Ecclestone menait plusieurs négociations en parallèle. Avec Normand Legault, avec Molson, avec Molson et Legault, et avec Molson sans Legault. Il a su utiliser cet avantage pour tenter de faire grimper le prix de la compensation. Il s'est écrit bien des folies, mais tout indique que l'entente définitive va se jouer dans les paramètres déjà établis par La Presse : une compensation d'environ 30 millions pour 2004, versée une seule fois.

Molson a été un acteur de poids dans ces négociations jusqu'au milieu de la semaine. Mais la compagnie ne voulait pas verser les sommes exigées par Ecclestone. D'ailleurs, le grand patron de la Formule 1 l'a clairement laissé entendre hier en déclarant à La Presse : « Il y a beaucoup de mon-

de à Montréal qui veulent se donner le titre de sauveur du Grand Prix, mais ils ne font que parler. Ils devraient faire comme moi et travailler à trouver une solution », a-t-il dit.

Il faisait allusion à Molson bien plus qu'aux gouvernements.

Par ailleurs, la participation de Molson à ce feuilleton, qui en est à ses derniers chapitres, aura eu de bonnes retombées. En effet, le gouvernement fédéral s'était engagé vis-à-vis de Molson et George Gillett pour plusieurs millions. Le même gouvernement, selon Martin Cauchon, n'avait qu'un million pour Normand Legault. Il serait totalement indécent que les millions prévus pour aider une multinationale et un promoteur américain comme George Gillett ne soient plus disponibles pour

Normand Legault. D'ailleurs, on travaille fort pour régler ce « problème » à Ottawa.

Quant au bureau du premier ministre Jean Charest, après quelques hésitations au début, Normand Legault pourra compter sur son aide.

Joint en début de soirée, Pierre Boivin, président du Canadien et du Groupe Gillett, s'est refusé à tout commentaire.

Au moment de mettre sous presse, on pouvait se permettre d'être optimiste quant à la survie du Grand Prix du Canada. Mais comme le répétait Normand Legault il y a un mois à Indianapolis : « Il faut que l'affaire soit réglée à 100 % pour qu'on parle d'une réussite. À 97 %, il n'y a toujours pas de Grand Prix. »

Ce matin, on est rendu à 98 %...

Nous vous offrons la technologie. À vous maintenant de trouver votre sujet.



La seule sur le marché offrant un grand angulaire extraordinaire pour des images de paysage

Ils sont super, amusants et faciles à utiliser. Mieux encore, ils portent la marque Nikon. Les appareils numériques Coolpix, conçus par une société légendaire qui inspire les photographes depuis plus d'un demi-siècle.

COOLPIX 5400

- Appareil numérique de 5 MP
- Zoom optique 4x 28mm-112mm
- Macro jusqu'à 2cm
- Boîtier en magnésium
- 5 zones pour la mise au point automatique
- Saisie vidéo avec son
- Fonction grand angle intégré

998\$

Nikon
NUMÉRIQUE



DÉCOUVREZ LA DIFFÉRENCE DUMOULIN!

FINANCEMENT 0% disponible!

Ajusté à vos besoins!

Magasinez en ligne! dumoulin.com

Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications

MONTREAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTREAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • MONTREAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTREAL 8990, boul. de l'Acadie • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon Est (Langeller & Galeries d'Anjou)
LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour d'Angrignon) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • LAVAL 1769, avenue Pierre-Péladeau (au Centre Centropolis)
PLACE ROSEMÈRE (face à rue Le Boulthier) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • GATINEAU 195, Bellehumeur

1-877-DUMOULIN

*Offre d'une durée limitée à l'achat de la caméra Coolpix 5400. Détails en magasin. Ces promotions se terminent le 7 novembre 2003 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. 8136436A



PIERRE FOGLIA

L'Halloween avec Réjean

J'ai passé l'Halloween hier. Mais d'abord, j'ai voulu tester mon déguisement. J'ai frappé à ma propre porte. Ma fiancée est venue ouvrir.

Bonjour madame, votre mari est là ?

À quoi joues-tu, nono ?

Piqué d'avoir été découvert aussi vite, je suis allé vérifier dans le miroir : je ne me suis pas reconnu. Il est vrai que je ne me reconnais jamais quand je me regarde dans un miroir. J'ai dans ma tête une autre tête que celle que l'ont voit, si bien que lorsque je me rase, ce n'est pas moi qui se coupe. C'est l'avantage d'avoir plusieurs têtes.

Et en quoi donc pensais-tu t'être déguisé ? m'a demandé ma fiancée.

En vieux. Quoi ? Ce n'est pas réussi ?

Très réussi, au contraire, a admis ma fiancée. Mais habituellement, elle ajoutée, perfide, habituellement on ne se déguise pas pour se ressembler.

C'est encore drôle, mon amour. On a vu récemment un journaliste d'un journal concurrent qui s'est déguisé en Noir en poussant la ressemblance jusqu'à écrire en petit-nègre, tandis qu'une de ses consœurs se déguisait en fellatrice de faux dieux, et j'en connais d'autres qui se déguisent en flics, comme celui-là qui loue des hélicoptères chaque été pour trouver du pot dans les champs. On voit par là qu'on ne se déguise pas toujours pour sortir de soi.

J'ai donc passé l'Halloween dé-

guisé en vieux. On m'a bien accueilli partout, servi quelques tises, donné quelque encouragement et même un prospectus de préarrangements funéraires, mais pas un seul bonbon. Au foyer de vieillards, on s'est mépris : ah, vous êtes le nouveau, entrez. Je me suis retrouvé au solarium, à me bercer avec des petites vieilles qui parlaient de l'Halloween, justement. Moi, une fois, racontait l'une d'elles, je me suis déguisée en personnage de roman, je me souviens plus lequel mais j'avais un parapluie.

Peut-être Hélène de Troie, avançant-je hardiment.

Peut-être, concéda la dame. Et vous, monsieur, cela vous est-il déjà arrivé de vous déguiser ?

Effectivement, madame, plus jeune, il me plaisait de me déguiser en journaliste gai...

Allez ! Vous être drôle, vous ! Et comment faisiez-vous ça ?

J'embrassais Réjean Tremblay sur la bouche.

Il se laissait faire ?

Ben tiens, lui-même était déguisé en infirmière.

LA STATUE — J'ai — j'avais — pour les cols bleus et leur président, Jean Lapierre, une affection paradoxale. J'étais parfois agacé par l'irréalisme de leurs revendications, mais leur syndicalisme de tranchée me plaisait bien, j'aimais qu'ils foutent le bordel même pour de mauvaises raisons, j'aimais qu'ils

n'écotent pas la voix « du gros bon sens » des épicières variqueuses d'Ahuntsic, j'aimais qu'ils secouent le cocotier du pouvoir avec cette vigueur-là, en rappel des grandes victoires de la gauche depuis un siècle — a-t-on oublié que presque tout le droit du travail et le droit social ont découlé de grèves très dures et autres grands désordres qui étaient tout ce qu'on veut sauf raisonnables ? J'aimais bien aussi les crises d'urticaire que provoquaient les outrances des cols bleus chez les énarques. Bref je suis un social-romantique qui aimait en Jean Lapierre le dernier des grands bordéliques.

Je l'aimais bien, mais pas au point de lui élever une statue de son vivant, encore moins ce ridicule buste stalinien, ce hoquet retardataire d'un déplorable réalisme prolétaire qui a inspiré tant de Hoxha de pierre en Albanie, tant de Lénine en Russie, tant de Ceausescu en Roumanie, tant de Saddam en Irak. Vous savez de quoi il a l'air, votre président de merde, ainsi figé dans le granit ? Il a l'air de la statue d'un commissaire du peuple sur la place d'Ourgentich en profonde Tartarie, là où la rumeur de la chute du mur de Berlin n'est pas encore arrivée. Et moi, avec mon affection pour votre petit président de merde, vous savez de quoi j'ai eu l'air en ouvrant mon journal, jeudi matin ? D'un vrai con.

ENTRE PIRATES — Dans la foulée du

festival de l'ADISQ, j'entendais des chanteurs et chanteuses dénoncer le piratage de leurs oeuvres et je voudrais leur faire un aveu, deux en fait. Je pirate toutes mes musiques, c'est le premier aveu. Le second est pour les rassurer : je jure que je n'ai pas la moindre intention de pirater les oeuvres des artistes suivants : Ariane Moffatt, Yann Perreau, Les Respectables, Corneille, Jean LeLoup, Kevin Parent, Isabelle Boulay, Ariane Moffatt, Natasha St-Pier, Sylvain Cossette, Daniel Boucher, Ariane Moffatt, Éric Lapointe, Marie-Chantal Toupin, La Chicane, Les Cowboys Fringants, et j'en oublie plein (ai-je oublié Ariane Moffatt ?). Anyway, dormez sur vos deux oreilles, croix de bois, croix de fer, je ne piraterai jamais aucune de vos tounes. JA-MAIS.

Radio-Canada, qui en beurre épais dans la chanson, s'est lancée l'autre jour dans la déification de Diane Dufresne, cinq heures tout aussi incongrues, délirantes et emphatiques que le buste de Jean Lapierre devant le syndicat des cols bleus. Cinq heures sans pudeur ni modestie, à astiquer le nombril d'une diva que le doute n'effleure jamais. Même Céline Dion n'est pas aussi BIG dans sa tête que Diane Dufresne. Le seul tonton qui m'ait donné l'impression en entrevue d'être plus BIG que Diane Dufresne, c'est Carl Lewis, mais Lewis courait, sautait, alors que la chanteuse n'a jamais fait que du surplacé. Et tout le monde de baiser le bas de la robe de la papesse, pas

une critique, pas un reproche, et que je te frotte et que je t'astique, faut que ça brille. À la fin, elle n'était plus seulement chanteuse, mais écrivain, poète et peintre. Il ne m'étonnerait pas qu'elle joue aussi de la flûte à bec.

Et moi je vous dis que ces gens-là ne manquent pas d'air, après avoir piraté les ondes, de reprocher à quelques groupies demeurés de leur pirater quelques turlutes.

Et moi je demande quand la radio d'État va-t-elle se décider à parler un peu moins de chanson et un peu plus de poésie, de littérature. À quand cinq heures sur Jacques Brault, tiens, ce considérable poète que presque personne ne pratique... si on me demande par ici/dites que je m'éloigne sur la route/mêlant le sel de neige/au sel de mes larmes/dites aussi qu'un grand froid m'accompagne.

ELLE COURT, ELLE COURT, LA RÉFORME — Dans la foulée de cette réforme scolaire qui n'enseignera plus à écrire, le matériel pédagogique lui-même est déjà contaminé. Cette grammaire publiée par le CEC (1998), de la Collection *Pour lire et écrire*, s'adresse ainsi aux lecteurs : *À tous ceux qui parcourront les pages de ce livre... Oh yeah ! Le verbe parcourir ? Ou le verbe parcourir ? Alors à tous ceux qui PARCOURRONT ce livre, nous souhaitons malgré tout de devenir moins illettrés que leurs maîtres.*

Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,
WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

VERRE SUPER-ISO BLOCK
ESTIMATION SANS FRAIS

514-335-2050
800-361-9232

La nuit fixez-vous votre plafond plus que vous le voudriez?

• Avez-vous des picotements, des fourmillements, des sensations d'étirement dans les jambes?

• Est-ce que ces sensations vous empêchent de dormir?
• Est-ce que ces sensations sont soulagées temporairement si vous bougez? Vous pourriez avoir le

SYNDROME DES JAMBES SANS REPOS

Nous effectuons présentement une étude sur une médication en investigation. Les participants à cette étude recevront des soins médicaux et auront des analyses de laboratoire sans frais.

Vous devez être âgé(e) de 18 ans ou plus et être en bonne santé pour pouvoir y participer.

Si vous êtes intéressé(e), laissez vos coordonnées à Johanne Blais au (514) 526-1648.

Au LCC, les élèves passent réellement avant tout...
et nous pouvons vous le prouver par écrit.


Élèves brillants et appliqués. Une école où les élèves passent avant tout. C'est notre mission (par écrit, dans les faits).

Ajoutez des enseignants passionnés et stimulants, des installations exceptionnelles et une tradition de réussite de 142 ans, puis venez constater par vous-mêmes tout ce qu'une excellente école devrait offrir en visitant LCC.

PORTES OUVERTES DE LA MATERNELLE
Le 5 novembre (de 9 h à 11 h)
Test de maturité scolaire : du 10 au 28 novembre (sur rendez-vous)
Date limite de demande d'inscription : le 18 novembre

LCC est un externat mixte dispensant un enseignement préscolaire à préuniversitaire (12^e année).

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le bureau des admissions ou visitez notre site Web au www.lcc.ca



LOWER CANADA COLLEGE
4090, av. Royal, Montréal (Québec) H4A 2M5
Tél. : (514) 482-0951, Téléc. : (514) 482-0195
Courriel : admin@lcc.ca ou visitez le site au www.lcc.ca

LE SAPIN SUR NOTRE LOGO, ON N'ESSAIERA JAMAIS DE VOUS LE PASSER.

À L'ACHAT D'UN MANTEAU TALLAMANCA LA CORDÉE
OBTENEZ UNE VESTE EN LAINE POLAIRE CHIRRIPO GRATUITE. ▶



159⁹⁹

\$

Manteau Tallamanca La Cordée
Manteau 3/4 / Imper-respirant /
Compatible avec la laine polaire Chirripo La Cordée /
Disponible pour hommes et femmes / Coloris variés

Prix régulier : 159,99 \$ (manteau) + 59,99 \$ (veste)

Promotion en vigueur jusqu'au 9 novembre 2003 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Les produits peuvent différer des modèles illustrés.

50 ANS DE PLEIN AIR!


LA CORDÉE

GÉNÉREUX DE NATURE

POLITIQUE

Une biographie de Michel Vastel

Chrétien s'est raidi envers le Québec sous la pression internationale

CLAUDE PAPINEAU
PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Jean Chrétien a été soumis à une certaine forme de pression internationale pour radicaliser ses positions face aux indépendantistes québécois à la suite du référendum de 1995.

C'est ce qu'on peut lire dans une nouvelle biographie de Jean Chrétien écrite par le journaliste Michel Vastel qui sera publiée la semaine prochaine aux Éditions de l'homme sous le titre *Chrétien, un Canadien pure laine*.

Sur la foi des propos de l'ancien président du Conseil privé, Marcel Massé, l'auteur écrit que Jean Chrétien, après un voyage de deux semaines, au lendemain du référendum, était revenu complètement changé et avait décidé de prendre l'offensive pour répondre aux indépendantistes qui étaient venus à un cheveu de gagner.

Selon M. Massé, c'est notamment le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros Ghali, qui s'était fait le plus insistant auprès de M. Chrétien.

« Comment pouvez-vous laisser faire cela ? Si vous acceptez des sécessions aussi facilement que cela, il va y avoir 500 nouveaux États et le monde sera ingouvernable », aurait-il dit au premier ministre canadien, selon M. Massé.

Le reste du monde

Après s'être dit prêt à faire des concessions importantes au Québec pour désamorcer la crise, Jean Chrétien réalise que le reste du monde voit la situation différemment. Il décide alors de ne pas céder et de préparer une nouvelle stratégie visant à épargner à jamais au Canada un autre référendum sur la sécession.

C'était le début du « plan B » qu'un nouveau ministre des Affai-

res intergouvernementales, Stéphane Dion, allait être chargé de mettre en place pour stopper le mouvement d'indépendance au Québec, écrit l'auteur.

Un homme ébranlé

Michel Vastel rappelle qu'après le référendum du 30 octobre 1995, les événements se sont précipités : le 5 novembre, le premier ministre Chrétien est victime d'une intrusion dans son domicile la veille de son départ pour une tournée internationale qui allait le mener en Israël pour les funérailles du premier ministre Yitzhak Rabin, puis en Nouvelle-Zélande pour un sommet des pays du Commonwealth et au Japon pour un sommet de l'Association des pays d'Asie et du Pacifique.

Selon le chef de cabinet du premier ministre, Jean Pelletier, c'était « un homme sombre, très fatigué, psychologiquement ébranlé ».

Pendant toute la durée de ce voyage de deux semaines, en particulier aux funérailles de Rabin, il parle à une trentaine de chefs d'État et de gouvernement qui n'ont qu'une question pour lui : « ce référendum sur la « séparation du Québec », comment cela a-t-il pu se produire chez vous ? ».

C'est ainsi, poursuit l'auteur, que les promesses fédérales de la campagne référendaire se sont résumées à deux courts projets de loi, l'un incitant les pouvoirs législatifs à prendre note du caractère distinct du Québec et l'autre obligeant le Parlement fédéral à solliciter la permission des grandes régions du Canada, dont le Québec, pour modifier leurs compétences législatives.

Cela devait être suivi de la loi sur la clarté référendaire, qui devait sévèrement baliser tout recours référendaire touchant des changements constitutionnels.

Michel Vastel est chroniqueur politique au journal *Le Soleil*.

Le Bloc veut « déboulonner Martin de son piédestal »

Parution prochaine d'un essai du député Louis Plamondon

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Déjà en mode électoral, le Bloc québécois s'appête à lancer une offensive majeure contre le futur premier ministre fédéral, Paul Martin, en commençant par rendre public ces jours-ci un nouveau livre qui, selon le chef Gilles Duceppe, déboulonnera l'ancien ministre des Finances de son piédestal.

Réuni aujourd'hui et demain à Drummondville en conseil général, le Bloc annoncera en effet officiellement, a appris *La Presse*, la parution d'un essai du député de Bas-Richelieu-Nicolet-Bécancour, Louis Plamondon, intitulé *Le Mythe Paul Martin*.

« Paul Martin n'est pas le grand Satan, a confié Gilles Duceppe en entrevue, mais il faut dire aux Québécois qui il est véritablement. Ce gars-là passe son temps à dire une chose et son contraire. Il y a toujours bien des limites en politique. Quand on veut diriger un pays, on doit se prononcer clairement. »

Le Mythe Paul Martin est une première étape dans la stratégie électorale du Bloc québécois, qui sera au coeur des discussions du conseil général du week-end. Selon Gilles Duceppe, le futur chef libéral a été plutôt avare de commentaires au Québec sur ses véritables intentions. L'ouvrage de Louis Plamondon vise donc, à la lumière des réalisations passées de M. Martin en tant que ministre des Finances, à donner une bonne indication de ce que son règne réserve aux Québécois pour l'avenir.

Priorités

Selon le chef bloquiste, Paul Martin n'est pas l'homme du changement qu'il prétend être, et c'est ce que le Bloc entend démontrer dès maintenant et pendant la prochaine campagne électorale, qui aura vraisemblablement lieu au printemps 2004.

Parmi les grands thèmes que le

Bloc québécois entend « clarifier » à propos de Paul Martin, il y a ceux des priorités du futur premier ministre. Qu'il s'agisse du financement des municipalités, de celui de la santé ou de l'éducation, affirme Gilles Duceppe, sa formation entend rappeler aux Québécois que c'est l'ancien ministre des Finances qui est à l'origine des coupes sauvages qui ont donné et qui donnent encore tant de maux de tête au gouvernement du Québec. Il entend rappeler que les interventions annoncées par Paul Martin — encore une fois en santé, en éducation et pour les municipalités — s'inscrivent encore dans les champs de compétence constitutionnelle des provinces. « S'il y a quelqu'un qui a causé le déséquilibre fiscal actuel entre Ottawa et les provinces, poursuit le chef bloquiste, c'est bien Paul Martin. Il est le père et le créateur de ce déséquilibre fiscal. »

Le renouveau annoncé par Paul Martin est bien mal parti, estime encore Gilles Duceppe, puisque mercredi dernier le député de La-Salle-Émard a voté aux Communes contre une motion reconnaissant l'existence de la nation québécoise. Fort d'un sondage publié mercredi dernier par le Conseil pour l'unité canadienne, qui affirme que l'appui à la souveraineté du Québec a grimpé à 47 % en septembre, le Bloc entend mobiliser ses troupes en fin de semaine en situant véritablement les prochaines élections fédérales dans leur contexte : « Les gens commencent à se rendre compte de la signification de ce qui se passe actuellement, avec un nouveau gouvernement fédéraliste à Québec, qui est en train de remettre en question des décennies d'acquis, et un nouveau premier ministre à Ottawa. Le sondage du Conseil pour l'unité canadienne nous apprend également que Paul Martin n'inspire pas une grande confiance chez nous. »

Le Bloc québécois pense ainsi qu'il

est plus que jamais nécessaire qu'il y ait à Ottawa une formation politique en mesure de défendre les intérêts du Québec. « C'est important pour la démocratie que nous soyons là, dit-il. Si ce n'était le Bloc, ces gens-là, ceux qui appuient en si grand nombre la souveraineté, n'auraient aucune autre possibilité lors d'une élection fédérale. Il faut s'inspirer au Québec de cette sagesse traditionnelle qui fait qu'on n'a jamais mis tous nos oeufs dans le même panier. Il ne faut pas livrer le Québec pieds et mains liés à Ottawa. »

« Prophéties »

Nargué cette semaine aux Communes par le premier ministre Jean Chrétien, qui lui a lancé que le Bloc n'aura pas plus de 12 circonscriptions à l'issue des prochaines élections, Gilles Duceppe avoue ne pas être remué par ce genre de propos. « Je n'ai jamais pensé que j'étais un prophète, réagit-il, et ceux qui se prennent pour des prophètes doivent vivre avec leurs prophéties. C'est Jean Chrétien qui, trois semaines avant le dernier référendum, disait que nous n'aurions que 40 %, que nous allions en manger toute une. »

Enfin, le chef du Bloc québécois a confié qu'il ne misait pas sur la création d'un seul parti de la droite, le Parti conservateur du Canada, pour marquer des points au Québec au profit des libéraux. Si la droite fédéraliste au Québec contribue à la division du vote fédéraliste, « on ne s'en plaindra pas », dit-il, mais « nous tablons davantage sur nos propres forces pour aller de l'avant ». Gilles Duceppe n'écartera pas cependant, avec l'arrivée du Parti conservateur du Canada et en tenant compte « mécaniquement » de la répartition du vote en 2000, notamment en Ontario, l'avènement d'un prochain gouvernement minoritaire à Ottawa.



Faites un vœu. Je vous le réalise en langage HTML.

Sur aircanada.com, vous êtes le maître.

Voici un petit tour de magie cybernétique pour vous permettre de sauver temps et argent. Pour tous vos voyages au Canada, consultez d'abord notre gamme toute simple d'options de tarifs en ligne. De nos réductions offertes en classe Affaires jusqu'à nos bas tarifs Tango aller simple, tout un choix s'offre à vous. Aussi, réservez en toute sécurité sur notre site et accumulez encore plus de milles Aéroplan^{MD}. De fait, vous obtenez un mille additionnel pour chaque tranche de 3\$ dépensés. Et quelle que soit votre destination, effectuez vos réservations d'hôtel et louez votre voiture directement en ligne pour économiser encore plus. Alors, allez-y. Choisissez votre fauteuil, effectuez vos changements de vols en une nanoseconde. Appelez ça « le voyage sur mesure » ou « le système de réservation de l'avenir », pour nous, nous l'appellerons toujours par son petit nom : aircanada.com. Le site conçu et imaginé pour réaliser tous vos vœux de voyages.

Plus de choix, plus de flexibilité et davantage.

aircanada.com



 **Scott Tucker**
Analyste principal — Technologie de l'information, Vancouver

AIR CANADA 

Deux réfugiés basques recouvrent la liberté provisoirement

TRISTAN PÉLOQUIN

Après plus de deux ans de détention, les réfugiés basques Gorka Perea Salazar et Eduardo Plagaro Perez de Arribeza bénéficieront d'une mise en liberté provisoire, a appris *La Presse*. Le juge Michel Proulx, de la Cour d'appel, a accepté jeudi qu'une dizaine de personnes, parmi lesquelles se trouvent des noms bien connus, se portent garantes des deux réfugiés jusqu'à la reprise de la procédure d'extradition qui a été entamée par le

Canada à la demande des autorités espagnoles.

La sortie de prison des deux Basques devrait avoir lieu au cours des prochaines heures, ont assuré les avocats John Philpot et Pierre Poupart. « Il ne manque que quelques signatures et le tout sera réglé », a expliqué M. Philpot.

Parmi les signataires, on trouve notamment les comédiens Luc Picard, Denis Trudel (ex-Zapartiste) et Jean-François Casabonne, le cinéaste Pierre Falardeau, ainsi que les députées

fédérales Francine Lalonde et Madeleine Dalphond-Guirral, du Bloc. Le député péquiste Daniel Turp a également été choisi comme signataire, mais son engagement a été écarté puisqu'il se trouvait à l'extérieur du Québec lorsque le juge a pris sa décision. La compagne de Gorka, Véronique Gauthier, qui tente depuis le début de faire sortir les deux réfugiés de prison, ainsi que son père, comptent aussi parmi les signataires. Chacun d'entre eux s'est engagé à verser 10 000 \$ à la justice si les deux

réfugiés ne respectent pas les conditions de mise en liberté provisoire qui ont été dictées par le juge (5000 \$ par réfugié). Les deux Basques sont notamment tenus de se présenter aux deux semaines à un agent de la GRC et n'ont pas le droit de quitter le Québec.

Arrivés à Montréal en 1997, les réfugiés n'avaient pas caché leurs démêlés avec la justice espagnole, qui les a condamnés à des peines de six et sept ans de prison pour avoir allumé un incendie criminel. Gorka et Eduardo ont toujours affirmé avoir avoué ces crimes sous la torture, mais un traité entre le Canada et l'Espagne fait en sorte que le Canada peut difficilement rejeter une demande d'extradition.

En septembre, après plusieurs semaines de tergiversations, le ministre de la Justice, Martin Cauchon, avait décidé d'extrader les deux réfugiés. Une demande de révision judiciaire a toutefois été déposée dans les jours qui ont suivi, et la Cour d'appel n'a pas encore rendu sa décision.

Joint en soirée, le comédien Denis

Trudel s'est dit agréablement surpris par la décision du juge. « Ça fait un peu plus de deux ans qu'on se bat, qu'on organise des spectacles et qu'on fait du bruit sans cesse pour qu'ils soient libérés. Ces gars-là affirment avoir été torturés en Espagne et je les crois, a-t-il commenté. Je crois qu'au nom de la liberté et des droits humains, le Canada se devait de les sortir de prison au moins jusqu'à la fin de la procédure judiciaire. »

La députée Madeleine Dalphond-Guirral, porte-parole du Bloc québécois en matière de citoyenneté et d'immigration, a pour sa part salué la décision du juge Proulx. « Globalement, je crois qu'on a développé depuis les dernières années une forme de paranoïa qui nous pousse parfois à aller un peu trop loin en matière de sécurité. Dans ce cas-ci, le juge a bien vu que la mise en liberté provisoire des deux réfugiés ne représente pas un risque réel pour la société. À l'évidence, beaucoup de mesures semblables prises contre d'autres personnes mériteraient également une réflexion plus approfondie », a-t-elle déclaré.

LES PLUS BAS PRIX GARANTIS

LIQUIDATION DE TAPIS 10 MILLIONS \$

LA PLUS GRANDE sélection de tapis au QUÉBEC

30 JOURS SEULEMENT TOUT DOIT ÊTRE LIQUIDÉ

Tapis Essgo a reçu le mandat de vendre ses tapis à prix de faillite.

50% à 70% de rabais

Tapis noués à la main importés des quatre coins du monde. Soie, laine, soie et laine, tapis antiques, rares et pièces de collection. Aussi, tapisseries, lampes Tiffany, peintures, coussins uniques et vases. Nous avons triplé la superficie de notre magasin pour accueillir cette immense sélection.

Depuis 1975

Essgo

Tapis Essgo

...Le magasin de tapis no 1 au Québec

Square Décarie • 6900, boul. Décarie • (514) 731-6131

Armoires À Super Prix

OUVERT 7 JOURS

Manufacturier d'armoires de cuisine depuis plus de 45 ans

(514) 522-5562 • 1 877 622-5562

5500, rue Chapleau, Montréal (coin Dandurand)

Grande salle de montre

Première qualité au meilleur prix

Samuel FOURRURES ET MANTEAUX

Fabricant depuis 1958

Pour elle et lui

Venez comparer, nous avons les meilleurs prix sur une des plus prestigieuses collections de fourrures et d'agneaux retournés au Québec

STYLISTE-CONSEIL POUR VOS RECYCLAGES

Manteaux de laine
Accessoires en fourrure

Solde jusqu'à 50% sur manteaux sélectionnés

OUVERT 7 JOURS

1460, boul. Le Corbusier, Laval (Situé tout près du Centre Laval) (450) 681-1618

Le nouveau coupé sport Tilley

Le couronnement en fait d'innovation Tilley ! Heureux mariage du charme d'antan et du chic nouveau genre, la casquette campagnarde Tilley est de rigueur en tout lieu, tant dans la cour qu'à la campagne. Elle est traitée au Téflon® pour vous garder au sec, et elle présente une doublure suédée et des oreillettes escamotables pour un confort douillet. Comme tous les chapeaux Tilley, la casquette campagnarde est garantie à vie contre l'usure et assurée contre la perte. Affrontez trois saisons sous une casquette géniale confectionnée par ceux pour qui le chapeau n'a pas de secret.

Tilley Endurables

Tilley. Les meilleurs chapeaux et vêtements de voyage au monde

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest.
(deux rues à l'ouest de Park Avenue) (514) 272-7791

Pour obtenir un catalogue ou l'adresse d'un détaillant : 1 800 465-4249

ACURA RSX 2003

À l'achat **22 500\$** À la location **268\$ / mois***

RSX PREMIUM à seulement 38\$* de plus par mois

Intérieur de cuir Sièges chauffants
Toit ouvrant électrique
Jantes d'aluminium de 16 pouces

Transport et préparation inclus

* Comptant de 3 417 \$. 24 000 km / année, location de 48 mois. Offre d'une durée limitée, détails en concession. Photo à titre indicatif seulement.

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie Blainville

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O. Montréal

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey Laval

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O. Brossard

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E. Anjou

APPROCHEZ ! APPROCHEZ !

Venez voir les petits cracher comme les gros !

GRANDE DÉMONSTRATION DE SYSTÈMES DE CINÉMA MAISON BOSE

En continu : du vendredi 7 novembre, 18 h, au dimanche 9 novembre, 17 h.

SYSTÈME LIFESTYLE 50 DE BOSE : PRIX COURANT : 4 999 \$ EN SOLDE : 4 650 \$

SYSTÈME LIFESTYLE 35 DE BOSE : PRIX COURANT : 4 499 \$ EN SOLDE : 3 950 \$

RADIO WAVE BOSE GRATUITE À L'ACHAT D'UN DE CES SYSTÈMES

5690, rue Sherbrooke Est : Près du stade Olympique : (514) 254-6041 : www.fillion.qc.ca

FILLION ÉLECTRONIQUE



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES. LA PRESSE ©

Neuf cents policiers de Montréal et 300 de la SQ ont assuré la sécurité des dignitaires lors de la réunion extraordinaire de l'Organisation mondiale du commerce, en juillet dernier à Montréal.

Québec relance Ottawa pour acquitter la facture de l'OMC

RAYMOND GERVAIS

Le ministre de la Sécurité publique du Québec, Jacques Chagnon, est catégorique : pas question pour Montréal et Québec de payer seuls les 4 millions qu'ont coûté les mesures de sécurité à la réunion extraordinaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a eu lieu du 27 au 29 juillet à Montréal.

C'est ce qu'a déclaré hier à *La Presse* le ministre Chagnon, lequel participait à l'inauguration officielle des ateliers techniques du Service de sécurité-incendie de Montréal, où l'on répare les équipements des pompiers.

Mercredi dernier, le ministre a fait parvenir une seconde lettre au Solliciteur général du Canada, Wayne Easter, dans laquelle il lui deman-

de de réviser sa position et d'accueillir favorablement la réclamation du Québec pour les dépenses engagées au chapitre de la sécurité lors de cet événement. Neuf cents policiers de Montréal et 300 de la SQ ont assuré la sécurité des dignitaires, alors que la Gendarmerie Royale du Canada s'occupait de la protection rapprochée des participants. « Je comprends mal que le fédéral refuse de participer à une opération qu'il a lui-même lancée », a précisé le ministre.

Le 8 septembre, M. Easter avait fait parvenir une lettre de refus au ministre Chagnon, précisant que les dépenses engagées par le Québec n'étaient pas admissibles à un remboursement. Le solliciteur général faisait alors allusion à une politique du gouvernement fédéral qui détermine le type de réunions

admissibles à une aide financière d'Ottawa pour couvrir les dépenses extraordinaires liées à la sécurité.

Le ministre n'est pas d'accord avec la décision de M. Easter. Même si Ottawa ne semble pas montrer d'ouverture, M. Chagnon n'accepte pas ce refus comme une réponse définitive. Il rappelle que, depuis la réunion de l'OMC à Seattle en 1999, les observateurs s'entendent pour dire que toutes les réunions des représentants de l'OMC attirent des manifestants antimondialisation et présentent des risques élevés au chapitre de la sécurité des participants.

Afin de démontrer l'importance de l'événement et les risques que cette réunion comportait, le ministre a souligné que les autorités de l'hôtel Reine-Élisabeth avaient décliné l'offre d'accueillir dans leur

établissement la tenue de cet événement en raison des risques appréhendés. L'événement avait finalement eu lieu au Centre Sheraton, où il était plus facile pour les policiers de maîtriser d'éventuels débordements. Conscient des risques de l'événement, les Américains et les Japonais avaient envoyé des délégués à Montréal afin de s'enquérir au préalable des mesures de sécurité mises en place. De plus, dans la semaine précédant l'événement, la GRC avait ratifié le plan de sécurité, dont le modèle était similaire à celui utilisé à Québec lors du Sommet des Amériques. Enfin, un périmètre de sécurité avait été érigé aux abords de l'hôtel durant quatre jours.

Rappelons que 250 personnes ont été arrêtées à Montréal en marge de cette rencontre. Plus de la moitié d'entre elles provenaient de l'exté-

rieur du Québec et 31, de l'extérieur du Canada.

Selon le ministre, les mesures de sécurité mises en place ont généré des dépenses extraordinaires, justifiées et raisonnables qui vont bien au-delà des dépenses normales engagées par la Sûreté du Québec et par la police de Montréal. Pour ces raisons, elles devraient faire l'objet d'un remboursement de la part d'Ottawa.

M. Chagnon désire que le gouvernement fédéral reconnaisse les efforts déployés par les corps de police du Québec pour assurer l'ordre lors de cet événement.

Il précise de plus dans sa lettre que « tout dérapage non contrôlé aurait contribué à ternir non seulement l'image du Québec, mais également celle du Canada à l'étranger ».

Les propos de la ministre Boulet désolent les sociétés de transport en commun

ROLLANDE PARENT
PRESSE CANADIENNE

Le représentant des neuf sociétés québécoises de transport en commun qui font face à un manque à gagner de 90 millions n'a pu que déplorer, hier, que la ministre déléguée aux Transports, Julie Boulet, n'ait à leur offrir que des pistes de solution à moyen et long termes.

« On espère que d'ici quelques jours ou quelques semaines le gouvernement va nous proposer des solutions pour régler ce problème à court terme », a dit Jean-

Jacques Beldié, président de l'Association du transport urbain du Québec.

« Mme Boulet a parlé de privatisation, des solutions à moyen et à long termes, mais pour régler notre budget de 2004, chacune des sociétés a besoin d'un apport additionnel qui viendra soit du gouvernement, soit des usagers, soit des villes. On ne peut pas laisser ça seulement aux usagers et aux villes », a soutenu M. Beldié, en marge d'un colloque sur le partenariat public-privé dans les transports collectifs.

Se faisant plus pressant, il a in-

diqué qu'« aucune société de transport au monde n'a réussi à se maintenir en vie et progresser sans l'apport des gouvernements supérieurs ».

La ministre Boulet, qui prononçait une allocution dans le cadre de ce colloque, a pour sa part affirmé que la véritable date-butoir pour les sociétés de transport était le début de 2004 et que des rencontres étaient prévues avec des représentants du ministère des Finances et du Conseil du trésor, de façon que des propositions puissent être faites à la fin de cette année.

Mme Boulet a dit miser sur les partenariats public-privé, par exemple pour l'entretien et l'exploitation des réseaux de transport, qui auraient entraîné des économies là où ils ont été réalisés. « Il faut être plus performant », a-t-elle martelé.

La ministre s'est dite consciente que de le fait parler de public-privé « va amener des discussions avec les syndicats », mais « l'intérêt commun des citoyens et de la collectivité doit primer », a-t-elle ajouté.

La ministre a souligné aux gestionnaires des sociétés de

transport que la gestion des trains de banlieue de la région de Montréal, confiée au privé, a permis de réduire les coûts de 24 %.

À ce propos, Florence Junca-Adenot, présidente-directrice générale de l'Agence métropolitaine de transport, qui exploite justement les trains de banlieue, a recommandé que les expériences public-privé soient introduites avec douceur et graduellement.

« Il ne faut pas que ce soit perçu comme un geste de blâme pour les gestionnaires, les employés et leurs syndicats. Il faut les embarquer », a-t-elle déclaré.

Le Parti québécois demande la tenue d'un débat public sur la démographie

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Alarmé par la baisse du taux de natalité, le chef péquiste Bernard Landry presse le premier ministre Jean Charest de mettre en place une commission parlementaire extraordinaire sur la démographie au Québec.

Dans une lettre transmise au premier ministre et rendue publique hier, M. Landry et les députés Stéphane Tremblay, de Lac-Saint-Jean, et Jean-Claude Saint-André, de L'Assomption, font état des récentes données démographiques qu'ils jugent « préoccupantes pour l'avenir de notre nation. »

Avec un indice de fécondité de 1,4 en deçà du seuil de remplacement de 2,1, le Québec vieillit à un rythme accéléré et se dirige tout droit vers un déclin de sa population.

Qui plus est, dans 20 ans, les vieillards formeront le quart de la population totale et les citoyens en âge de travailler seront de moins en moins nombreux pour affronter l'explosion inévitable des coûts de santé.

« La pression se fait déjà sentir. Avec un budget qui représente plus de 40 % du budget total de l'État québécois, le réseau de la santé est confronté à cette réalité

démographique », écrit le chef de l'opposition.

La dénatalité touche le Québec en entier mais c'est en région qu'elle fait le plus de ravages, ajoute le député de Blainville, Richard Legendre.

« Le problème de natalité est partout au Québec, mais en région, l'exode des jeunes s'ajoute au phénomène. À une époque, quand il n'y en avait qu'un ou deux qui partaient, c'était moins grave », a-t-il expliqué.

De plus, les régions peinent à attirer et à retenir les immigrants, ce qui aggrave encore la situation, estime le porte-parole de l'opposition

en matière de Développement régional.

Aux conséquences économiques, le Parti québécois ajoute le coût politique énorme que devra assumer le Québec à mesure que son poids démographique, et par conséquent son rapport de force, diminuera par rapport au reste du Canada.

Le premier ministre Jean Charest ne ferme pas la porte à la tenue d'une consultation publique sur le phénomène mais a indiqué hier, par l'entremise de son attaché de presse, Christian Barrette, que la décision finale appartenait aux membres de la Commission des affaires sociales.

Si le PQ saute dans l'arène du déclin démographique sur le tard, au moment où divers experts et chercheurs sonnent l'alarme, il n'en va pas de même pour l'Action démocratique du Québec, qui a fait de cette question l'une des pièces maîtresses de son programme.

Le « choc démographique » est d'ailleurs le thème du conseil général de l'ADQ, qui se tient en fin de semaine à Québec.

Les délégués adéquistes seront appelés à alimenter des « corvées d'idées » visant à mieux préparer le Québec à faire face aux défis posés par le vieillissement de sa population.

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI** 1 866 SOS-JEUX

SUPER 7 Tirage du 2003-10-31
01 16 18 21 31 40 42
Complémentaire: (11)

PANCO Tirage du 2003-10-31
01 03 06 07 09 15 26 27 33 38
39 41 42 43 47 51 52 53 58 66

La Quotidienne Tirage du 2003-10-31
837 8729

Extra Tirage du 2003-10-31

NUMÉROS	LOTS
866200	100 000 \$
66200	1 000 \$
6200	250 \$
200	50 \$
00	10 \$
0	2 \$

La Mini Tirage du 2003-10-31

NUMÉROS	LOTS
696345	50 000 \$
96345	5 000 \$
6345	250 \$
345	25 \$
45	5 \$
69634	1 000 \$
6963	100 \$
696	10 \$

La bonne ÉTOILE

LE LUNDI ET LE MARDI À 19h
SUR LE RÉSEAU TVA,
DÈS LE 15 SEPTEMBRE



Canada 

LIQUIDATION FINALE 2003

DERNIÈRE CHANCE



PONTIAC  SUNFIRE



CHEVROLET  CAVALIER

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT* PENDANT 60 MOIS



PONTIAC  MONTANA



CHEVROLET  VENTURE

+

2000\$

DE RÉDUCTION* À L'ACHAT



PONTIAC  GRAND AM



Oldsmobile  ALERO



Les Associations des concessionnaires Chevrolet et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Taux de financement à l'achat de 0% s'appliquant à la plupart des véhicules neufs sélectionnés 2003 en stock. Termes allant jusqu'à 60 mois sur la plupart des modèles 2003. Exemple de financement : 10 000\$ à 0% : 60 versements de 166,67\$, coût en intérêts 0\$, coût total de financement 10 000\$. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas aux modèles Cadillac, Corvette de Chevrolet, SSR de Chevrolet, Hummer, aux camions série W et poids moyens et aux fourgonnettes passagers et marchandises/coupées. *La réduction de 2000\$ s'applique uniquement à l'offre de financement à l'achat. Elle s'applique à tous les modèles 2003 suivants : Sunfire, Grand Am, Montana, Cavalier, Alero, Venture et Silhouette. Elle comprend les taxes applicables et la réduction de 500\$ reliée à l'essai routier 24 heures, le cas échéant. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Quantités limitées, jusqu'à épuisement des stocks. Un échange entre concessionnaires peut être requis.



Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

La Presse

1 novembre 2003

Page 10 manquante

Vente 1^{er} Anniversaire

Rabais 1^{er} Anniversaire
payables en 36* versements égaux
OU rien⁽¹⁾ à payer avant 1 an OU nous payons l'équivalent des 2 taxes**

TSC2
Tapis Roulant
 Rabais Anniversaire **400\$**
 Prix Cadeau **999⁹⁹\$**
2778^{\$}
 /mois*



PHG1000W
Multi-Stations
 Prix Cadeau **599⁹⁹\$**
1667^{\$}
 /mois*



SCHWINN COMP
Bowflex
 Prix Cadeau **1399⁹⁹\$**
3889^{\$}
 /mois*




TSC3
Tapis Roulant
 Rabais Anniversaire **200\$**
 Prix Cadeau **1599⁹⁹\$**
4444^{\$}
 /mois*



HM6004M
Vélo
 Rabais Anniversaire **150\$**
 Prix Cadeau **499⁹⁹\$**
1389^{\$}
 /mois*



HM6006
Elliptique
 Rabais Anniversaire **100\$**
 Prix Cadeau **399⁹⁹\$**
1111^{\$}
 /mois*



CP750
Vélo
 Rabais Anniversaire **100\$**
 Prix Cadeau **199⁹⁹\$**
556^{\$}
 /mois*



À l'achat d'un
 Sauna obtenez un
 Rabais Cadeau de
200\$
 et 2 confortables
 sorties-de-bain



À l'achat d'un
 SPA obtenez
 un Kit V.I.P.
GRATUIT!
 d'une valeur de 600\$
 et ne payez rien⁽¹⁾
 avant 12 mois**

CLUB PISCINE SUPER Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À www.clubpiscine.ca



Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Jusqu'à épuisement des stocks. *Applicable sur les appareils fitness sélectionnés seulement. Achat minimum requis de 500 \$. Sujet à l'approbation de crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux débutant le mois suivant votre achat. **Applicable sur les spas en inventaire et les appareils fitness sélectionnés seulement. Achat minimum requis de 500 \$. Sujet à l'approbation de crédit. Les taxes de vente sont payables à l'achat. Aucun paiement avant 12 mois. (1) Les taxes de vente sont payables à l'achat, aucun frais d'administration.

ACTUALITÉS

Le palmarès des écoles suscite la controverse

NATHAËLLE MORISSETTE

Le Palmarès 2003 des écoles secondaires du Québec, rendu public hier par l'Institut économique de Montréal (IEM), est loin de faire l'unanimité dans le milieu de

l'éducation. Selon le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, le document ne vaut pas plus que le papier sur lequel il a été imprimé. Une fois de plus cette année, la publication du controversé Palma-

res ne passe pas inaperçue. Les écoles privées volent la vedette et se retrouvent en tête du classement, suscitant ainsi la grogne du secteur public.

Pour André Caron, le document de l'IEM n'a aucune valeur scientifique. « On compare des écoles qui sélectionnent les élèves avec des établissements qui accueillent tout le monde », dénonce-t-il.

M. Caron estime que les parents ne devraient pas se fier au classement lorsqu'ils « magasinent » pour trouver l'établissement scolaire que fréquentera leur enfant. « Je ne pense pas que l'école ait une grande influence sur les résultats d'un élève. Un jeune qui réussit va réussir dans n'importe quelle institution. »

Selon lui, plusieurs écoles qui tirent habituellement de l'arrière dans le classement sont grandement découragées de la note qu'elles obtiennent année après année et perdent leur motivation. Pour cette raison, il souhaite que le Palmarès ne paraisse pas l'an prochain.

Pierre Reid, ministre de l'Éducation, accorde lui aussi une note

plutôt médiocre au quatrième Palmarès des écoles secondaires. « On considère que c'est un outil très incomplet », mentionne son attachée de presse, Caroline Richard.

Selon M. Reid, le classement ne tient pas compte des réalités socio-économiques et des différents projets mis sur pied dans les institutions scolaires. Afin de mieux guider les parents qui sont à la recherche de l'école « idéale » pour leurs enfants, le ministre de l'Éducation souhaite élaborer un outil qui leur permettrait d'avoir accès à toutes les institutions scolaires québécoises. Des informations portant sur les différentes activités et les cours offerts seraient également disponibles.

Malgré toutes ces critiques, Jean-Marc St-Jacques, président de la Fédération des établissements d'enseignement privés, estime que le Palmarès peut aider certains parents à arrêter leur choix sur une école. « C'est un outil parmi tant d'autres », précise-t-il.

M. St-Jacques mentionne toutefois que le classement de l'IEM est loin d'être parfait. « On tient seulement

compte des résultats de l'élève, dit-il. La qualité de vie, les valeurs et les projets parascolaires n'ont pas été pris en considération. »

Le seul point positif de ce Palmarès ? « Il oblige la société québécoise à parler d'éducation, c'est très stimulant. »

Les chercheurs qui ont produit le classement estiment pour leur part qu'il représente une base de départ intéressante pour évaluer les écoles. « Nous n'avons pas seulement analysé les résultats scolaires des étudiants, se défend Richard Marceau, de l'IEM. Nous avons pris en considération le taux d'échec, le taux de promotion et l'écart entre les sexes. Notre rôle est de fournir aux parents l'information qu'ils ne pourraient obtenir autrement. »

Cette année, c'est le collège Jean-de-Brébeuf qui a pris la tête du classement. Les six premières écoles du Palmarès sont privées. Parmi les 50 premiers établissements, seulement six sont publics. Le débat est loin d'être terminé puisque les chercheurs ont bien l'intention de faire paraître un cinquième Palmarès en 2004.

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.



Collège privé mixte - fondé en 1957
agréé aux fins de subventions (MEQ)

Primaire & Secondaire

COURS SPÉCIAUX
POUR ENFANTS TALENTUEUX

Grandir avec son collège

PORTES OUVERTES
TOUS LES JEUDIS
ENTRE 10H ET 12H

Téléphonez au (514) 934-0596

1517 av. des Pins - Ouest - Montréal (Québec) H3G 1B3
(autobus 144 - métro Sherbrooke ou 165/535 - métro Guy)
www.academiemicheleprovost.qc.ca

Un adolescent sur trois dit souffrir d'un problème de santé chronique

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Près d'un adolescent sur trois souffre d'un problème chronique qui l'empêche de se déclarer en santé, révèle une étude de Statistique Canada publiée hier.

Ces résultats ont été obtenus après un sondage réalisé auprès de 12 700 Canadiens âgés de 12 à 17 ans. Ils démontrent que 29 % des jeunes déclarent souffrir d'une affection chronique, dans la plupart des cas d'asthme, de bronchite, de maux de dos ou de migraine. Ce constat s'élève à 36 % dans le cas des filles âgées de 15 à 17 ans.

Les données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2000-2001 traduisent uniquement la propre perception des adolescents sur leur état de santé et n'ont pas été vérifiées par des spécialistes de la santé.

La santé mentale est apparue comme l'aspect sur lequel les garçons se distinguent le plus des filles. Dans la catégorie des 15 à 17 ans, 2 % d'entre eux ont notamment affirmé avoir souffert de dépression dans l'année précédente, contre 11 % des filles.

Dépression

Les résultats de l'étude permettent d'ailleurs de conclure que la dépression réduit

de façon significative la possibilité que les adolescents se déclarent en excellente ou en très bonne santé.

D'autre part, les habitudes de vie sédentaires se sont reflétées dans les perceptions exprimées par les jeunes, avec 17 % des garçons et 26 % des filles de 12 à 14 ans qui ne font pas d'exercice durant leurs loisirs. Ces chiffres sont plus élevés du côté des 15 à 17 ans, soit 21 % des garçons et 36 % des filles qui se disent sédentaires.

Toujours chez les plus vieux, 14 % des adolescents — dont un nombre légèrement plus élevé de filles — ont admis fumer quotidiennement.

Selon le Dr Brian McCrindle, qui dirige une clinique de cholestérol pour enfants dans un hôpital de Toronto, l'adolescence est précisément l'âge où la santé doit être prise au sérieux. « La santé des enfants se détermine considérablement par leur mode de vie », dit-il.

Alors que les résultats publiés par Statistique Canada indiquent que seulement 4 % des enfants peuvent être considérés comme obèses, M. McCrindle constate plutôt au fil de ses recherches qu'au moins un enfant sur trois a un poids excessif. « Si personne ne s'en préoccupe, nous serons aux prises avec une épidémie de jeunes adultes qui souffriront de problèmes cardiaques », affirme-t-il.

PORTES OUVERTES
Collégial et 5^e secondaire

LE JEUDI
6 NOVEMBRE 2003
DE 16 H À 20 H

ET LE JEUDI
5 FÉVRIER 2004
DE 14 H À 21 H

75^{ans} Brébeuf



LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL
Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège essentiellement préuniversitaire.

Baccalauréat international

Sciences de la nature	(200.10)	Sciences de la santé Sciences pures et appliquées
Sciences humaines	(300.10)	Option Économie Option Histoire

Diplôme d'études collégiales

Arts et Lettres	(500.A0)	Arts visuels, Design et Communications Lettres, Théâtre et Communications Création multimédia et Communications
Sciences de la nature	(200.B0)	Sciences de la santé Sciences pures et appliquées
Sciences humaines ou de l'administration	(300.A0)	Études internationales Individu, culture et société
Sciences, Lettres et Arts	(700.A0)	Ce programme vise à fournir à l'étudiant une formation préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires.

Deux programmes en association avec l'École de musique Vincent-d'Indy

5^e SECONDAIRE - Pour filles et garçons

- Option Sciences (chimie et physique)
- Option Sciences humaines

Date limite pour une demande
d'admission : le 1^{er} mars 2004

LES SERVICES

- Résidences (pour filles et garçons)
- Bourses d'aide financière et d'excellence - plus de 140 000 \$ versé annuellement



75^{ans} Brébeuf

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1C1
Collégial : (514) 342-9342, poste 5355 — Télécopieur : (514) 342-1846
Secondaire : (514) 342-9342, poste 5231 — Télécopieur : (514) 342-2676
www.brebeuf.qc.ca



KANUK

SOLDE D'ENTREPÔT KANUK
du 5 au 10 nov.

LE BEAUHARNOIS Rég. : 492 \$
SOLDE : 395 \$

LE COYOTE Rég. : 515 \$
SOLDE : 465 \$

LE ARGON Rég. : 565 \$
SOLDE : 435 \$

LE MÉTIS 2001 Rég. : 615 \$
SOLDE : 350 \$

LE BATISCAN Rég. : 463 \$
SOLDE : 350 \$

À L'ATELIER-MAGASIN KANUK

485 RACHEL E. MONTRÉAL

www.kanuk.com

TOUS LES KANUK SONT EN SOLDE !

Mercredi 5 nov. de 8 h à 21 h
Jeudi 6 nov. de 8 h à 21 h
Vendredi 7 nov. de 8 h à 21 h
Samedi 8 nov. de 8 h à 17 h
Dim 9 nov. de 8 h à 17 h
Lundi 10 nov. de 8 h à 21 h



COUPON-CADEAU
DU SOLDE KANUK
foulard cadeau

Valide chez Kanuk au moment de l'achat d'un vêtement de 400 \$ ou plus (avant taxes). Un seul coupon par vêtement. Un seul vêtement par coupon. Foulard polaire kanuk de couleur unie

Valide pendant le Solde d'entrepôt, du 5 au 10 nov. 2003, chez Kanuk seulement, 485, rue Rachel Est à Montréal.

Washington s'apprête à rouvrir ses portes au boeuf canadien

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les États-Unis ont proposé hier de mettre fin à l'embargo sur l'importation de bovins vivants en provenance du Canada, décréte après la découverte d'un cas de vache folle au printemps.

Concrètement, l'annonce est venue du ministère de l'Agriculture, qui a proposé de changer les règles de classification des pays à risque pour la transmission de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), de manière à ce que le « Canada soit désormais admissible pour l'exportation de certains ruminants vivants et produits d'animaux ruminants ».

près de 70 % du boeuf canadien et de ses produits dérivés.

Washington avait fermé les frontières américaines au printemps aux importations de bovins et ovins canadiens après la découverte d'un cas de vache folle en Alberta le 20 mai dernier.

Le cas était resté un cas isolé, mais cela avait entraîné pas moins de 33 pays à décréter un embargo sur le boeuf canadien, dont plusieurs ont depuis déjà levé leurs restrictions.

Le Canada s'est réjoui hier de la décision américaine qualifiée par le ministre de l'Agriculture, Lyle Vanclief, de « bonne nouvelle ».

La décision définitive sur la levée totale de l'embargo sera prise à l'is-

sue d'une période de 60 jours pendant laquelle toutes les parties concernées pourront soumettre leurs commentaires au Ministère.

« J'ai bon espoir que l'interdiction sera levée peu de temps après la période de commentaires », a estimé M. Vanclief.

Liste de régions

Le Ministère américain a établi une liste de régions à risque minimal de transmission comprenant celles où un cas au moins d'ESB a été diagnostiqué et qui ont pris des mesures préventives pendant une période suffisamment longue pour réduire le risque d'introduction de cette maladie aux E.-U.

« Sur la base d'une analyse et d'une étude des risques complètes, le département de l'Agriculture estime que les mesures de surveillance, prévention et contrôle mises en oeuvre par le Canada sont suffisantes pour qu'il soit inclus dans la catégorie des pays à risque minimal », note le Ministère.

Sont concernés les bovins vivants de moins de 30 mois et les ovins de moins de 12 mois ainsi que la viande fraîche ou congelée, certains abats et carcasses de ces catégories d'animaux. Pourront également être à nouveau importés les viandes fraîches ou congelées de certains cervidés sauvages ruminants et caribous.

provisionnement alimentaire américain est notre première priorité. Cette proposition reflète les résultats d'un passage en revue complet des preuves scientifiques qui montrent que le risque pour la santé humaine est extrêmement faible », a affirmé la secrétaire à l'Agriculture, Ann Veneman, hier.

Le 8 août dernier, Washington avait déjà levé partiellement l'embargo sur les importations canadiennes de viande de bovins de moins de 30 mois, de moutons de moins de 12 mois, et de veau de 36 semaines au plus.

En revanche l'embargo avait alors été maintenu sur les importations d'animaux vivants.

Collège Gérald-Godin

Le Cégep francophone de l'Ouest-de-l'Île

Portes ouvertes

5 novembre 2003 de 17 h 30 à 20 h 30

Un cégep branché, à dimension humaine!
Un cégep où l'on réussit! Un lieu de vie!
Réaliser le meilleur de soi-même!

15615, boulevard Gouin O. Ste-Geneviève
Téléphone : (514) 626-2666
www.cgodin.qc.ca

Il faut un mandat du juge

ADN suite de la page une

extrêmement utiles, ils ne sont pas légion depuis 1998 et ne se multiplieront pas davantage dans la foulée de cet arrêt de la Cour suprême: « Les citoyens peuvent avoir l'impression que l'on peut demander un échantillon d'ADN à n'importe qui, n'importe quand. Il n'en est rien. On doit d'abord obtenir un mandat d'un

juge, qui doit déterminer si c'est pertinent, et cela ne se fait pas tous les jours, loin de là. »

Si le nombre d'homicides est sans cesse en baisse depuis 1980 sur le territoire de Montréal — il en est survenu 47 en 2002 —, le nombre d'agressions sexuelles, lui, est en hausse. Pas moins de 1544 ont été commises en 2002, comparativement à 1480 en 2001.

PRÉCISIONS

En regardant ce matin la photo de la maison patrimoniale à la une du cahier Mon toit, les lecteurs auront compris qu'elle a été construite il y a 130 ans et non 30 ans, tel qu'indiqué.

Nos lecteurs auront aussi noté qu'une faute d'orthographe s'est glissée dans le nom de Ronald Weinberg, à la une de notre numéro d'hier. Toutes nos excuses.

125 ANS

Étudiez en terrain connu.

L'Université de Montréal dans votre région.

Informez-vous sur les cours offerts dans ces programmes.

VILLE DE LAVAL

- Action communautaire
- Anglais – conversation
- Anglais des affaires
- Communication appliquée
- Criminologie
- Didactique option primaire – DESS
- Droit
- Éducation préscolaire et enseignement primaire
- Espagnol élémentaire et intermédiaire
- Études catéchétiques
- Études individualisées
- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services de santé et des services sociaux
- Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention en déficience intellectuelle
- Petite enfance et famille
- Pharmacie – DESS
- Rédaction
- Relations industrielles
- Relations publiques
- Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail
- Santé mentale
- Sciences infirmières : intégration et perspectives
- Sciences infirmières : milieu clinique
- Sciences religieuses
- Soins en situation critique – urgence
- Théologie
- Théologie pratique
- Toxicomanies

QUÉBEC

- Criminologie
- Gestion des services de santé et des services sociaux
- Pharmacie – DESS
- Santé et sécurité du travail
- Santé mentale
- Toxicomanies – OFFERT EN PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ LAVAL

LONGUEUIL

- Anglais – conversation
- Anglais – rédaction
- Animation spirituelle et engagement communautaire
- Bureautique
- Communication appliquée
- Criminologie
- Droit
- Espagnol élémentaire et intermédiaire
- Études catéchétiques
- Études individualisées
- Français
- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services de santé et des services sociaux
- Informatique appliquée
- Initiation à la programmation / niveau débutant
- Initiation au multimédia / niveau débutant
- Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention en déficience intellectuelle
- Multimédia
- Petite enfance et famille
- Pharmacie – DESS
- Programmation
- Programmation Internet
- Publicité
- Rédaction
- Relations industrielles
- Relations publiques
- Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail
- Santé mentale
- Sciences infirmières : intégration et perspectives
- Sciences infirmières : milieu clinique
- Sécurité et études policières
- Soins en situation critique – urgence
- Théologie pratique
- Violence, victimes et société

Campus VILLE DE LAVAL
Complexe Daniel-Johnson
2572, boul. Daniel-Johnson
450.686.4777 1 877 620.4777

Campus LONGUEUIL
Édifce Port-de-Mer
101, Place Charles-Lemoyne
450.651.4777 1 877 651.4777

Campus QUÉBEC
Collège Saint-Charles-Garnier
1150, boul. René-Lévesque Ouest
418.682.8782

hiver 2004
www.campusregionaux.umontreal.ca

Université de Montréal

MEUBLES ANDRÉ PERRAULT

Le Chic de l'ouest

au prix de l'est

Trois étages d'idées à parcourir...
Shermag

3178411 3176412

3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
Tél.: 514-725-5245
Meubles du Québec

Pré-avis d'encan

Par ordre des directeurs de Bureau Stock

Plus de \$1,000,000.00 au vendant

Mobilier de bureau neuf & démonstrateurs

Lacasse ■ Teknon ■ Buro Design ■ Krug
■ Bureau Cale ■ Rouillard ■ Leif ■ Frezza
■ Office Specialty ■ Steel Case ■ Herman
Miller ■ Roy & Breton ■ ADI ■ Bouty
■ ALB ■ Global

SERONT VENDU PAR ENCAN PUBLIC

Mercredi, le 12 nov/03 à 10H30

2035 Cote de Liesse, Mtl -près de lebeau

Pour de plus amples informations contactez:

LES ENCANTEURS Continental AUCTIONEERS LTD.

TEL.: (514) 875-6661 FAX: (514) 875-6662

Sans frais 1-800-246-7254

Téléphone sur les lieux: 514-334-7778

Voir notre annonce complète le 8 nov. 2003

Meubles Authentika

PAYEZ DANS 1 AN!

1 JOUR SEULEMENT DIMANCHE 2 NOVEMBRE
de 11 h à 18 h

Rég. 3595\$

SOFA ET CAUSEUSE EN CUIR 1499\$

EN 24 Paiements de 62.45\$ SANS FRAIS, NI INTÉRÊTS

- Grand choix de couleurs •
- Bois : chêne véritable •

LIVRAISON PARTOUT AU QUÉBEC SANS FRAIS : 1 877 341-0777

SAMEDI FERMÉ. MODÈLES NON ILLUSTRÉS

Prix d'excellence 2003 de la chambre de Commerce

1750, BOUL. LE CORBUSIER, LAVAL (450) 680-1511 (À CÔTÉ DU CONCESSIONNAIRE CHRYSLER)

3177557

Cours de langue anglaise

Programme spécial de deux semaines 2003

- Conversation générale (huit niveaux) 235 \$
- EPT 1 : préparation au test de compétence linguistique (questions à choix multiples) – TOEFL 250 \$
- EPT 2 : préparation aux tests de compétence linguistique (composition) – TOEFL, CELDT 235 \$
- Grammaire Interactive 235 \$
- Frais d'inscription (non remboursables) 15 \$

Jours : Du lundi au vendredi
Heures : De 9 h à 13 h (40 heures)
Dates : Du 1 décembre au 12 décembre

Inscription en personne du lundi au vendredi de 9 h à 16 h 30 à partir de maintenant, jusqu'au 28 novembre. Aussi inscription par la poste ou par télécopieur.

Renseignements :
1600, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 117
Montréal (Québec) H3H 2S7
(Métro Guy-Concordia, sortie rue Guy)
Tél. : (514) 848-3600
Télec. : (514) 848-2806
Internet : www.concordia.ca/conted
Courriel : celi@alcor.concordia.ca



Hakimeh Razavi
Éducation permanente
Française, langue seconde

UNIVERSITÉ Concordia Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

FORUM

Changer d'idée comme de chemise



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Il y a de ces métamorphoses qui vous laissent pantois...
Voyez l'ancien ministre libéral Pierre Paradis, cet homme dont l'oeuvre la plus marquante est d'avoir lancé les « boubou-macoutes » aux troussees des assistés sociaux, qui passe maintenant pour l'héroïque défenseur de la grande tradition social-démocrate du Parti libéral !
Et voyez l'ancien ministre péquiste François Legault qui, de comptable terre-à-terre et modéré, vient de se transformer en militant « pur et dur » de l'indépendance !

Dans le cas de Pierre Paradis, la métamorphose tient à sa fureur d'avoir été écarté du Conseil des ministres. Il y a maintenant six mois que M. Paradis boude et rage dans son coin.

Pourtant, avant lui, des gens de bien plus grande envergure ont subi la même humiliation sans déchirer leur chemise. On n'a qu'à penser à Camille Laurin, cette figure emblématique du PQ qui, à partir de 1994, redevint simple député, exclu deux fois du Conseil des ministres, d'abord par Jacques Parizeau, ensuite par Lucien Bouchard.

Mauvais perdant, Paradis boycotte les travaux de l'Assemblée nationale. À ceux qui lui demandent comment il ose empocher son salaire de député, il répond qu'il travaille dans son comté... Foutaise. La première tâche des députés est de participer aux travaux parlementaires, auxquels ils consacrent, en temps de session, quatre jours ouvrables sur cinq. Seul le lundi est réservé au bureau de comté.
Pour meubler le temps, M. Paradis se répand en déclarations tonitruantes contre l'orientation du gouvernement actuel, se présentant comme l'héritier des Ryan et des Bourassa... Le voilà devenu la conscience sociale et nationale du PLQ !

Tout cela est à mourir de rire lorsqu'on se rappelle que l'ancien ministre, loin de suivre Claude Ryan dans la voie de la compassion, s'est fait le champion de la ligne dure dans le dossier de l'aide sociale, et que, loin de suivre Robert Bourassa dans la voie du nationalisme « soft », il a toujours fait partie de l'aile ultra-fédéraliste du PLQ.

Il faut dire que M. Paradis a été puissamment encouragé, dans sa fronde, par un certain nombre de gens qui ont dramatisé son exclusion parce qu'ils perdaient, avec sa démotion, l'une de leurs meilleures sources, l'ancien ministre n'ayant jamais raté une occasion de déblatérer en coulisses contre ses chefs successeurs, de Bourassa à Charest en passant par Johnson.

M. Paradis n'a jamais digéré sa défaite au leadership de 1983. Étonnamment, il entretenait encore, avant les dernières élections, l'espoir de devenir chef du PLQ. D'où sa jouissance lorsque Jean Charest perdait des points dans les sondages.

On comprend ce dernier d'avoir écarté un homme dont la loyauté n'était pas assurée, d'autant plus qu'il fallait faire place à de nouvelles figures. Autant l'exclusion d'un Christos Sirros était déplorable à tous les points de vue, autant celle de M. Paradis n'aurait jamais fait les manchettes s'il n'avait eu le soutien de ceux qui, comme l'ancienne éminence grise Jean-Claude Rivest, rêvaient de conserver à travers lui un certain accès aux secrets du pouvoir.

Le cas de François Legault est entièrement différent. Ici, la métamorphose semble tenir essentiellement au désir de se concilier les faveurs des péquistes de la base, dans l'optique d'une course au leadership qui viendra tôt ou tard.

Bien des militants, à tort ou à raison, doublaient de la sincérité des sentiments souverainistes de M. Legault. D'où son besoin d'en « remettre ». Ainsi apprit-on, cet été, que l'homme qui n'avait jamais remis en question la stratégie du partenariat, et qui avait toujours fait partie de l'aile pragmatique du PQ, veut jeter le partenariat à la poubelle au profit d'un référendum portant exclusivement sur la souveraineté, l'association avec le Canada ou d'autres pays venant plus tard, une fois effectué ce choix crucial.

Cette option, notons-le bien, est parfaitement logique (c'est en fait la seule option logique), mais elle passe pour radicale, dans un parti dont les leaders ont toujours tenté de masquer l'audace de leur projet sous un emballage rassurant.

L'an dernier, le prudent comptable se faisait le promoteur d'un simple référendum sur le déséquilibre fiscal. Le voilà qui rejette aujourd'hui ce genre de démarche comme un « compromis » quasiment honteux. Et le voilà qui, par-dessus le marché, promet un grand projet de société social-démocrate, alors qu'à l'époque où il était ministre, il n'avait de cesse d'imposer aux universités et aux hôpitaux des modèles de gestion analogues à ceux des entreprises à but lucratif !

La conversion de M. Legault, trop subite pour être parfaitement crédible, n'a pas causé de commotion au PQ, d'autant moins que la course au leadership est reportée sine die. Quant à M. Paradis, il annoncera ses projets d'avenir le 17 novembre. Le suspense est intolérable.

Voyons donc!

Peut-on penser que l'enseignement de la sexualité puisse se dissimuler sous le chapeau magique des « compétences transversales »?

JOCELYNE ROBERT



L'auteure (jocelyne_robert@videotron.ca) est sexologue et auteure de plusieurs ouvrages en éducation sexuelle et affective.

Avec la réforme académique, l'éducation à la sexualité disparaît, notamment, du menu scolaire et le ministère de l'Éducation « recommande désormais à l'ensemble des enseignants, de la maternelle à la fin du secondaire, d'aborder les différentes facettes de la sexualité à l'intérieur de leurs cours réguliers. »

Dorénavant, comme le lapin de l'illusionniste, la sexualité se dissimule sous le chapeau magique des « compétences transversales ». Elle surgira, ça et là, à la pièce et à la petite semaine et devrait permettre aux jeunes d'acquérir connaissances, autonomie et responsabilité en cette matière. Pft... !
« Transversal », selon le *Grand Robert* : qui traverse une chose en la coupant perpendiculairement à sa plus grande dimension. Le fleuve agité de la sexualité coupera désormais, en les traversant bord en bord, toutes les vallées de matières académiques. L'enseignant, dévoué capitaine d'un bateau composite, risque d'avaler quelques bouillons.

Responsabilité de tous

Voyons ce que dit le ministère : « En raison du caractère englobant du programme de formation, le développement des compétences transversales et l'enracinement des démarches d'apprentissage dans les domaines généraux de formation sont pris en compte dans l'ensemble des activités se déroulant à l'école et sont placés sous la responsabilité immédiate de tous les intervenants. » Bien voyons donc ! On sait tous que, aimer tout le monde revient à aimer personne et que confier une responsabilité à tous équivaut à ce que nul ne s'en porte garant.

Si louable soit-il, le projet du législateur de « concerter les ministères de l'Éducation et celui de la Santé et des Services sociaux pour atteindre leur objectif commun — le développement des jeunes — et d'outiller les intervenants de ces deux réseaux pour qu'ils intègrent l'éducation à la sexualité dans leur action auprès des élèves », je doute fort qu'il soit réaliste et réalisable sur le plan de l'efficacité.

N'est-ce pas candide de croire que tous les enseignants intégreront la sexualité à ce qu'ils font déjà dans leur cours simplement parce que le MEQ le leur demande gentiment, en insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'une tâche supplémentaire ? À l'opposé, imaginons l'improbable et supposons que l'ensemble du corps professoral et des intervenants des deux réseaux prenne la recommandation au pied de la lettre et que tout un chacun devise allègrement de sexualité dans toutes les matières. Le risque est grand qu'on accuse bientôt l'école d'entrer dans la fanfare du tapage sexuel transversal qui pénètre et imprègne toutes les sphères de notre univers.

Jean Laporte, de la Fédération des syndicats de l'enseignement, a pleinement raison de croire que, en plus du malaise éprouvé par de nombreux enseignants à l'égard des questions sexuelles, cette façon de faire peut les mettre en danger et leur attirer la foudre des parents et du monde extérieur. Tout récemment, un professeur s'est fait brouter sur la place publique parce qu'il

Confier une responsabilité à tous équivaut à ce que nul ne s'en porte garant.

avait demandé à ses élèves de 14 et 15 ans de dissertar par écrit sur leur première relation sexuelle. Ce n'est pas tout d'inclure la sexualité aux mathématiques, au français ou à la géographie. Encore faut-il avoir le doigté, le discernement et les habiletés nécessaires pour le faire. Et éduquer à la sexualité, faut-il le rappeler, ne se limite pas à parler des choses du sexe et n'autorise pas à s'immiscer dans l'intimité des personnes.

Le messenger a un rôle primordial à jouer dans la réception du message. Imaginez-vous le prof d'informatique naviguant avec ses élèves sur des sites pédophiles dans le but, pédagogique bien sûr, de les sensibiliser à cette réalité ? L'enseignant en éducation physique associant, de bonne foi, forme physique et comportements sexuels ? L'orienteur traitant du métier de travailleur du sexe ou de celui de pornographe et de « pornographiée » ?

Dans le meilleur des cas, après avoir obtenu une rédaction sur les stéréotypes sexuels dans les vidéoclips, que fera l'enseignante pour proposer aux élèves des modèles féminins susceptibles de rivaliser avec une Aguilera se trémoussant à quatre pattes, une meute de *virilomaniaques* collés aux fesses ? Ou avec Britney qui prône la chasteté jusqu'au mariage tout en simulant des or-

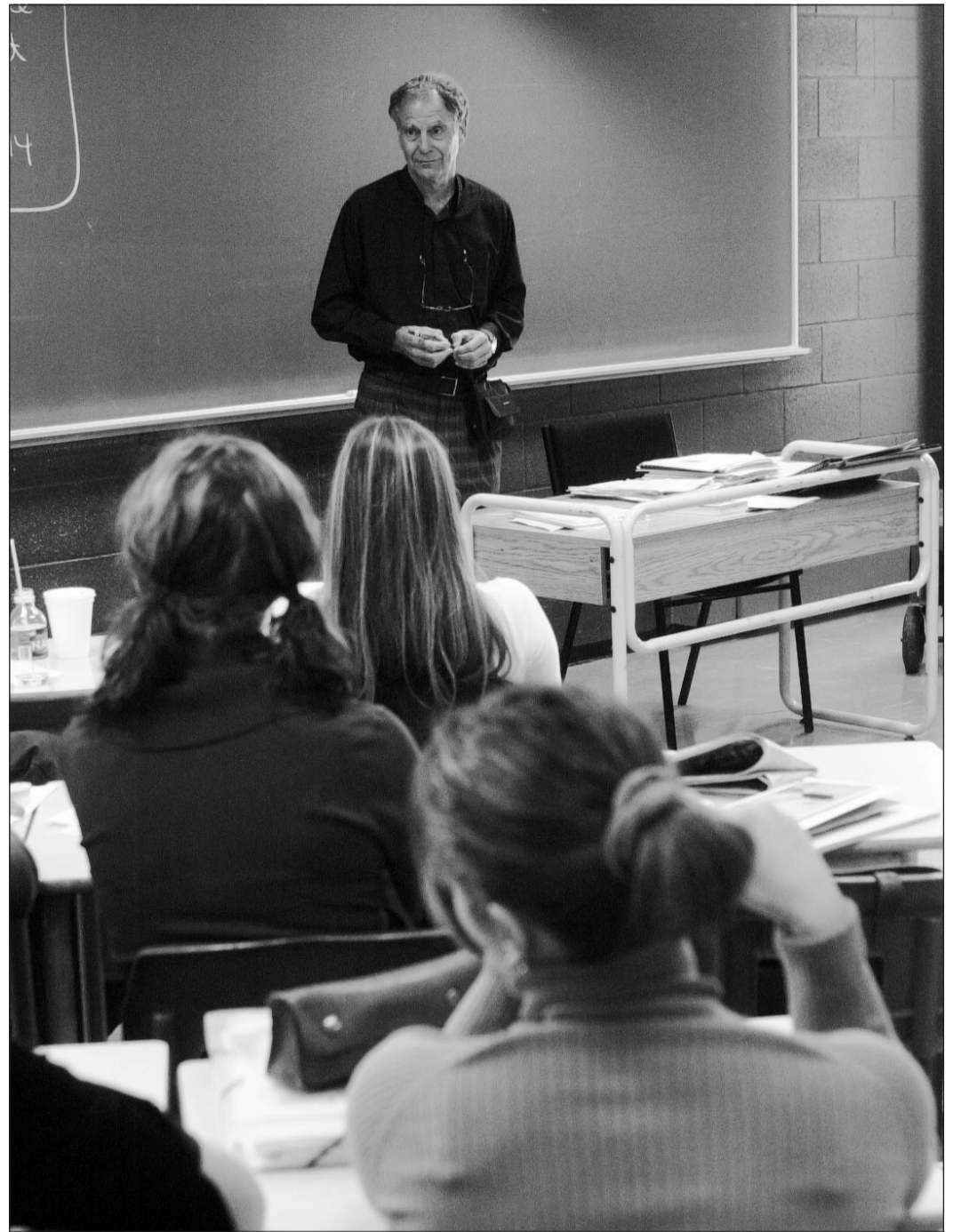


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Est-ce que tous les enseignants seraient bien préparés pour aborder les questions de sexualité avec leurs élèves ?

APPEL À TOUS

Sexualité: une affaire d'école?

Le nouveau programme du ministère de l'Éducation fait disparaître, comme telle, l'éducation à la sexualité. N'est-ce pas d'abord et avant tout le rôle des parents ou croyez-vous que la sexualité doit être enseignée à l'école ? Faudrait-il laisser cet enseignement à des spécialistes, comme les sexologues ? Que faudrait-il apprendre au juste aux enfants en cette matière et à partir de quel âge ?

Écrivez-nous nombreux. Les meilleurs textes (idéalement moins de 300 mots) seront publiés la semaine prochaine.
Notre adresse : forum@lapresse.ca

gasmes en arpège ? Et si, prosélyte, cette prof de français relevait ce que je viens d'énoncer (les faux orgasmes de B.), saurait-elle répondre à la fillette lui demandant « C'est quoi un orgasme ? » ou « Pourquoi j'en ai pas avec mon *chum* ? »

Une fois que le prof de maths aura fait extraire la racine carrée de 2177 condoms (nombre d'élèves dans cette école), que dira-t-il à l'ado qui observera que les adultes sont bien bizarres qui, comme le prof, parlent toujours de préservatifs sans jamais les rendre accessibles ?

« Pas de tâche supplémentaire », dit le MEQ, mais un parcours éminemment délicat et flou, un chemin de croix sur lequel nul enseignant prudent ne s'aventurera très longtemps.

Au mieux, de l'information factuelle sera, encore une fois, transmise. Il y a loin de la coupe aux lèvres et plus loin encore, de l'information à l'éducation qui réside dans le processus favorisant l'intégration des informations pour un développement optimal d'une fierté d'être, comme garçon ou comme fille.

Ignorants et angoissés

À l'heure du répétitif cul cathodique, du *junk sex* télévisuel et intersidéral, du *fast sex magazine*, de la jouissance obligée et de l'orgasme-corrée, l'éducation affective et sexuelle est plus essentielle que jamais. Hélas ! jamais n'a-t-elle été aussi diluée et évacuée. Les parents pensent que leurs enfants savent tout alors qu'ils sont formidablement ignorants, de plus en plus angoissés, opprésés par le message environnant. Et puis, la famille s'est reposée sur l'école qui, avec le virage éducatif, recule.

L'école et la famille ont besoin de se lever de bonne heure pour rivaliser un peu avec la quincaillerie cul-corps-cash qui se déploie autour des jeunes, pour concurrencer l'étalage culcul mur à mur, pour élargir le kaléidoscope érotico-amoureux, pour offrir des images d'hommes et de femmes déshabillés de leur robe de plomb, pour à tour libre objet et sujet de désir et de plaisir, ca-

pables de vaciller et de perdre pied au lieu de se restreindre, de s'astreindre et de s'éreinter à vouloir le prendre...

Aujourd'hui, le « culte du cul », rapide et obligé, triste comme un jour de corvée, s'en charge bien en imposant aux jeunes, de 0 à 100 ans, des standards sexuels vides de sens, de surprises et d'émerveillement. Pourtant, qu'est-ce que l'ajustement de pièces anatomiques en comparaison du sens que revêt pour un être humain le fait de désirer et d'être désiré, d'aimer et d'être aimé ?

Une anecdote. Derrière l'anonymat du courrier électronique, une adolescente de 13 ans me demandait récemment comment surmonter son inappétence à « faire des pipes » à son *chum* (qu'elle fréquentait depuis une semaine) et me pria de lui expliquer « comment le faire bien ». La pensée que son *chum* la classe « mauvaise pipeuse » l'obsédait, lui fracturait le moi. J'évoquai avec elle l'idée que le fait de connaître et de chérir le « porteur » du pénis en question pouvait avoir son importance avant toute disposition à trouver son organe sympathique et alléchant.

Puis, je lui soufflai que quand le désir était présent, libre et joyeux, une certaine maladresse savait être émouvante et excitante pour les deux partenaires et porteur de découvertes et de savoir-faire à venir... Elle m'a répliqué par une ligne de figures et signes de ponctuation, exclamatifs et interrogatifs, perplexes et dubitatifs et prit congé de moi dans un froid silence intersidéral. De toute évidence, elle venait de démasquer une faussaire, une sexologue ratée, une ignare de la volupté ! Quelques jours plus tard, elle réapparut sur mon écran : « OK, j'ai compris. On est deux là-dedans et je ne suis pas obligée de me forcer... »

Tiens donc... Elle venait de découvrir que la sexualité peut aussi être relationnelle. Où sont passés le sens de la fête, le goût de l'autre, le choix de soi avec l'autre ? Quand donc allons-nous vraiment mettre nos pendules à l'heure ?

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

La sexualité transversale



mouimet@lapresse.ca

MICHÈLE OUIMET

Finis les cours de formation personnelle et sociale où les élèves du secondaire apprennent, entre autres, à enfiler un condom sur un pénis en bois. Avec la réforme de l'école, tous les enseignants devront désormais parler de sexualité. « Transversale », évidemment. C'est du moins ce qui est écrit dans le nouveau document du ministère de l'Éducation (MEQ) sur la sexualité à l'école, document qui se veut un outil pour guider les enseignants dans cette délicate entreprise. Car ce n'est pas évident de traiter de sexualité devant 30 adolescents tourmentés par leurs hormones, surtout lorsque le prof n'a aucune formation.

En fait, c'est une bien mauvaise idée.

Même si tous les enseignants devront parler de sexualité, que ce soit en français, en mathématiques ou en sciences, il n'y aura ni programme formel ni examens. Comme personne ne sera vraiment responsable, le sujet risque fort de tomber dans les limbes.

Pourtant, la sexualité est omniprésente dans la vie des adolescents. Plus de la moitié des jeunes de 16 ans ont déjà fait l'amour, souligne le MEQ, et l'âge moyen de la première relation sexuelle est de 14,5 ans.

Mais tous les professeurs ne sont pas à l'aise pour traiter de sida, d'inceste, de condom ou de relations sexuelles et ce n'est pas le guide du MEQ qui va leur tenir la main lorsqu'ils auront 30 ados dégourdis qui vont leur poser des questions embarrassantes.

Le sujet est délicat, parfois explosif et le ministère est le premier à le reconnaître. « Toute discussion concernant la sexualité

peut susciter la controverse, écrit le MEQ. (...) Le contexte dans lequel est livré l'information est important, car cela risque davantage d'inquiéter, voire de « traumatiser » que le contenu lui-même. Tout est dans la manière de dire les choses. »

Et les « choses » risquent d'être corsées. Le ministère donne un échantillon des questions les plus fréquentes posées par les jeunes et auxquelles les enseignants risquent d'être confrontés : « Pourquoi les filles crient durant une relation sexuelle ? » « Quelle est la taille normale d'un pénis ? » « Mon copain veut que je le suce. Est-ce que c'est bien ? » « Vais-je empoisonner ma copine si elle avale mon sperme quand elle me suce ? »

Non seulement l'enseignant sera obligé de répondre à des questions assez crues merci, mais il devra, en même temps, essayer de refiler une compétence transversale, réforme oblige. Grosse commande.



La lecture du document du MEQ soulève une question : doit-on enseigner la sexualité à l'école ? La réponse est oui. Mais comment et quand ?

La réforme voulait faire le ménage dans les cours inutiles qui encombrant le curriculum, comme la formation personnelle et sociale (FPS), pour laisser davantage de place aux matières de base. Parfait. Personne ne va pleurer sur la FPS, un cours qui patauge dans l'insignifiance. Par contre, c'est le seul qui aborde la question de la sexualité... cinq heures par année.

Faut-il refiler le bloc sur la sexualité dans un autre cours comme celui sur l'éducation à la citoyenneté qui, de toute façon, s'annonce comme un joyeux fourre-tout ? Peut-être.

Reste la solution des activités hors cours qui pourraient être dirigées par des personnes compétentes qui viennent de l'extérieur de l'école. Chose certaine, pas question de créer un cours de sexualité, la grille horaire est déjà surchargée.

L'héritage de Dion



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Le ministre fédéral Stéphane Dion a annoncé il y a quelques jours qu'il allait poursuivre sa carrière politique malgré le changement de la garde à Ottawa. L'homme étant impopulaire dans bien des milieux, on suppose que la nouvelle a été mal reçue par bien des Québécois. Pas par nous.

Lors de son arrivée en politique, dans la foulée du référendum de 1995, Stéphane Dion avait fait un pari : le « pari de la franchise », pour reprendre le titre du livre qu'il publiera trois ans plus tard. Il s'agissait de défendre le fédéralisme canadien avec rigueur et fierté, plutôt qu'à reculons ou en usant d'arguments primaires, comme l'avaient fait jusque là bon nombre de fédéralistes québécois. Ce pari, pour l'essentiel, il l'a gagné.

En apportant dans un très vieux débat des arguments nouveaux, Stéphane Dion a élevé le niveau des discussions.

Dion s'est attaqué à ce qui était considéré au Québec comme des vérités incontestables, chez plusieurs fédéralistes autant que parmi les souverainistes. L'idée, par exemple, que la fédération canadienne est excessivement centralisée. Dion a montré qu'au contraire, en comparaison avec d'autres fédérations, la nôtre laisse beaucoup de place aux États fédérés.

À la conviction souverainiste selon laquelle un vote de 50 % plus un conférerait automatiquement le droit à l'Assemblée nationale de proclamer l'indépendance, Stéphane Dion a répondu, arguments nombreux à l'appui, que la chose

était loin d'être aussi simple.

M. Dion s'en est aussi pris à la sacro-sainte indivisibilité du territoire québécois. Dans une conférence récente, il répétait : « Les leaders séparatistes québécois estiment que la sécession sur demande n'est valable que pour eux. Le territoire canadien est divisible, celui du Québec ne l'est pas. Si des populations territorialement concentrées au Québec demandaient à se séparer à leur tour, ou tout simplement à rester rattachées au Canada, les leaders sécessionnistes québécois s'estiment en droit de prendre les moyens de les en empêcher. »

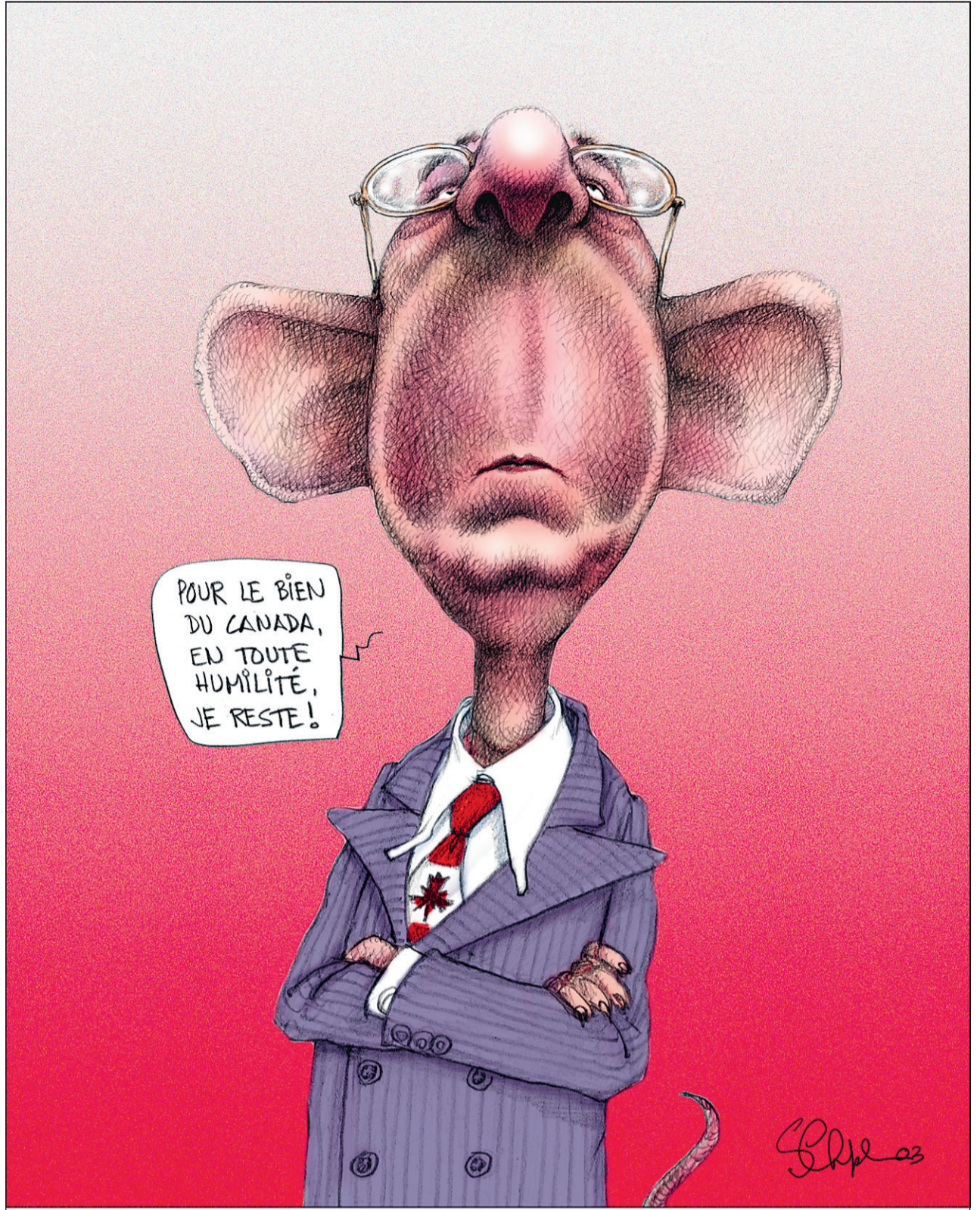
Sur chacun de ces sujets, le point de vue du politologue devenu politicien peut bien sûr être contesté. Là n'est pas la question. Le fait est qu'en apportant dans un très vieux débat des arguments nouveaux et bien appuyés, Stéphane Dion a contribué à élever le niveau des discussions.



Alors, pourquoi l'homme est-il si impopulaire ? D'abord, il y a une question de personnalité. Ce qu'il dit a beau être intellectuellement stimulant, il le dit souvent du ton du professeur qui sermonne ses élèves, et affiche une suffisance détestable.

De plus, Stéphane Dion s'investit tellement dans son argumentaire qu'il a fini par développer une vision du Canada qui correspond parfois moins à la réalité qu'à l'idéal, au point que peu de Québécois s'y reconnaissent. Mais l'essentiel est ailleurs : Stéphane Dion a déplu parce qu'il a osé affronter les souverainistes sur des terrains intellectuels où ils se croyaient invincibles.

Tous en conviennent, l'heure est venue d'un changement de ton dans les relations fédérales-provinciales. Le nouveau premier ministre devra signaler le début d'un temps nouveau en confiant ce dossier à quelqu'un d'autre. Toutefois, cela n'effacera pas l'héritage — fort controversé mais néanmoins précieux — de celui qui en a la charge depuis près de huit ans.



LES GRANDS PORTRAITS

STÉPHANE DION

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Écoles : une autre formule

Encore une fois le public québécois a reçu le *Bulletin des écoles secondaires du Québec* avec son lot de critiques et d'intérêt. La principale critique vient du fait que l'on compare des écoles qui trient leurs élèves sur le volet avec d'autres qui doivent accepter tout un éventail de calibres. Puisque l'on cherche à évaluer la capacité d'une école à développer le plein potentiel des jeunes, pourquoi ne pas prendre les résultats des meilleurs élèves de chaque école ? Par exemple, on pourrait mesurer uniquement les résultats des meilleurs 10 % de chaque institution. Ainsi on verrait vraiment jusqu'où une école publique peut amener ses jeunes sans que ses scores se retrouvent au fond à cause de quelques cas « lourds ».

Jean-Pierre Picard

Quel culot ?

Jean Lapierre, qui transgressait la loi, qui ne connaissait que celle

des gros bras et qui n'avait aucun respect pour la démocratie, recherche aujourd'hui la reconnaissance. Il est le fidèle portrait de l'homme primaire, qui après s'être gavé de pouvoir pendant de nombreuses années veut une statue de son vivant. Heureusement que les chefs syndicaux de son espèce sont en voie de disparition.

M. Hébert
Sorel-Tracy

Merci à nos cols bleus !

Décidément, ils sont plutôt rigolos nos cols bleus ! À les voir ainsi ériger une statue en l'honneur de leur ex-président (encore vivant par surcroît !), ils nous montrent bien une fois de plus à quelle époque ils vivent. On ne s'étonnera donc plus de les entendre citer en référence les années Duplessis. Eux, ils sont encore en plein dedans. Remarquez qu'il y a du bon : à l'instar des autres peuples qui se débarrassent de leurs dictateurs, les Montréalais auront dorénavant

eux aussi leur statue à déboulonner. Tout compte fait, on devrait dire merci aux cols bleus.

Bernard Langlois

Décision aberrante

Comment expliquer une décision aussi aberrante de la part de Postes Canada que de congédier des facteurs qui ont eu le courage et l'honnêteté de dénoncer des pratiques illégales dans leur milieu de travail ? D'où vient cette pratique dans les services publics de toujours tenter de sacrifier la vérité au profit des apparences ? Encore récemment, n'a-t-on pas eu un exemple probant avec l'ex-commissaire à la vie privée, George Radwanski ? Combien de situations semblables sont-elles camouflées aux citoyens par des employés qui craignent de perdre leur emploi face aux « aparatchiks complices » de tout acabit ? Ceux qui s'opposent à cette omerta inacceptable ne devraient-ils pas plutôt être récompensés ?

Pierre Samuël

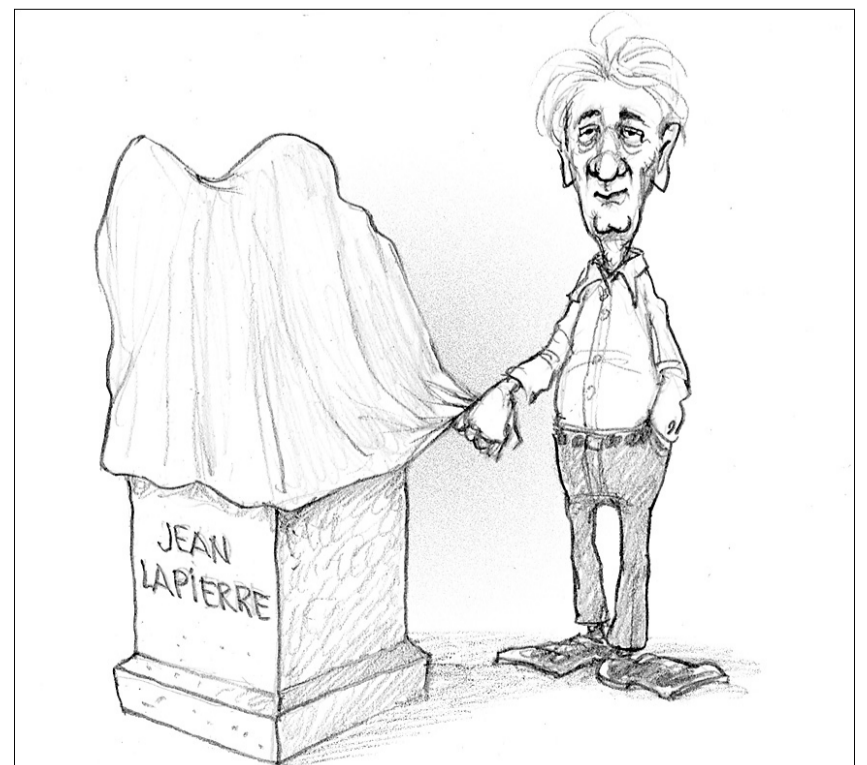
Si la tendance se maintient...

À l'intérieur de sa caricature, hier, Serge Chapleau vous demandait d'identifier lequel des bustes de l'ancien président du Syndicat des cols bleus de Montréal, Jean Lapierre, vous semblait le plus approprié.

- 1) Avec un poing vindicatif en l'air ?
- 2) Avec le même poing, mais armé d'un 2 X 4 ?
- 3) Montrant un doigt d'honneur ?
- 4) Tenant un bock de bière ?

Devant le succès remporté par notre scrutin, nous avons décidé de le poursuivre toute la fin de semaine. On peut d'ailleurs revoir le dessin de Chapleau en visitant notre site Cyberpresse.ca. Une seule adresse pour voter : statue@lapresse.ca

Nous dévoilerons les résultats du vote dans notre numéro de mardi.



Le nouveau Freestar de Ford

Le Bancaché est arrivé

À partir de **24 695 \$***



1. Relevé



2. Replié



3. Caché

Le nouveau **Bancaché** disparaît dans le plancher en trois étapes faciles.

Également de série :

- Moteur V6 de 4,2 L développant le meilleur couple de sa catégorie : 265 lb-pi
- Freins assistés à disque avec antiblocage aux 4 roues
- Pneus et jantes de 16 po
- 34 espaces de rangement
- Entrée sans clé à télécommande
- Témoin de sous-gonflage des pneus

Freestar. Notre minifourgon le plus sécuritaire jamais construit.

MONDE

LE CAHIER MONTRÉAL PLUS page 28

REGARD SUR
LE MONDE

La dérive russe



ISABELLE HACHEY

LONDRES

Les investisseurs frémissent, la Bourse de Moscou pique du nez, la presse étrangère s'inquiète des conséquences de la crise. Mais les Russes ordinaires, eux, ne s'apitoient guère sur le sort de Mikhaïl Khodorkovsky, qui croupit en prison depuis maintenant une semaine. Au contraire, ils sont nombreux à applaudir l'arrestation de l'homme le plus riche du pays.

Comme une poignée d'autres magnats industriels et financiers russes, le baron du pétrole a profité des privatisations pilotées par Boris Elstine après la chute de l'URSS pour bâtir son empire, Ioukos. Et c'est pourquoi M. Khodorkovsky, figure emblématique de ces nouveaux riches appelés « oligarques », est franchement détesté par une population appauvrie et exclue du partage des richesses des années 90.

Mais les Russes ne sont pas dupes. Ils savent fort bien que l'arrestation de M. Khodorkovsky, accusé d'escroquerie et d'évasion fiscale, est politique. Une lutte de pouvoir est désormais engagée au Kremlin. D'un côté, le président Vladimir Poutine et ses hommes de confiance, les « tchékistes », issus des services de sécurité. De l'autre, ce qui reste de la « famille », ces politiciens de l'ère Elstine demeurés proches des hommes d'affaires qui se sont enrichis sous leur règne.

Cette semaine, le numéro 2 du Kremlin, Alexandre Volochine, a quitté son poste à la tête de l'administration présidentielle. Homme clé des alliances nouées dans le monde politico-financier russe, M. Volochine faisait partie de la « famille ». Trois ans et demi après l'arrivée au pouvoir de M. Poutine, lui-même ancien agent du KGB, l'équilibre du pouvoir bascule au profit des hommes en uniforme.

Sous le règne de M. Poutine, l'économie du pays a certes connu un fulgurant essor — du moins jusqu'à la semaine dernière. George Bush a bien célébré « ce pays où la démocratie, la liberté et la règle du droit fleurissent » lorsqu'il a reçu son « bon copain » à Camp David, en septembre. Reste qu'à la veille des élections législatives, le 7 décembre, et des présidentielles en mars, plusieurs se demandent où s'en va la Russie.

Où s'en va la Russie ?

Certains parlent d'une « resoviétisation », d'autres évoquent le spectre d'une « dérive autoritaire » qui plane sur le pays. Comment peut-on parler de démocratie quand les récentes élections présidentielles tchéchènes, marquées par la violence, l'intimidation et la corruption, auraient été dignes des pires dictatures africaines ? Et quand, au même moment à Saint-Petersbourg, la protégée de M. Poutine gagnait le scrutin après une campagne ouvertement partielle à son égard ?

Comment peut-on parler de liberté quand le président peuple la bureaucratie d'anciens agents des services secrets, muselle sévèrement la presse à l'approche des élections, restreint les déplacements dans certaines régions et boute hors du pays les groupes étrangers de défense des droits de la personne ?

Quant à la règle du droit, le cas de M. Khodorkovsky montre que, en Russie, il s'agit encore d'une vue de l'esprit. Le patron de Ioukos n'est probablement pas sans tache, mais c'est le cas de tous les oligarques. Son crime aura plutôt été de briser un pacte tacite entre le gouvernement et les hommes d'affaires : ne vous mêlez pas de politique, et on ne mettra pas le nez dans vos affaires financières. En d'autres termes, la justice a été manipulée pour éliminer un rival politique. Cette fois, c'était M. Khodorkovsky. Demain, ce pourrait être n'importe quel autre Russe ayant le malheur d'importuner Moscou.

Depuis quelques jours, M. Poutine fait des pieds et des mains pour rassurer les investisseurs. Il sait que la Russie a besoin de réformes économiques et de bonnes relations avec l'Occident. Mais celui qui prône les principes de la « démocratie dirigée » et de la « verticale du pouvoir » pense aussi que cet immense pays, pauvre et instable, ne peut être dirigé que de façon autoritaire. Reste à voir si les événements des derniers mois ne sont que les accros inévitables d'un pays en transition démocratique, ou les signes d'une dérive plus dangereuse. Et si la communauté internationale, qui ferme les yeux depuis quatre ans sur le drame tchéchène, en prendra note.

L'amère coca de la Bolivie

GILLES PAQUIN
ENVOYÉ SPÉCIAL

LA PAZ, Bolivie — Six heures du matin à La Paz. Les grandes salles du marché des producteurs de coca sont remplies à craquer d'indigènes venus vendre ou acheter des feuilles dites sacrées dans les Andes et maudites à Washington.

Les planchers sont littéralement couverts de feuilles, tellement que certains intrus en profitent pour se remplir les poches et filer en douce. Une vieille Indienne replie son tablier pour en emporter un peu plus sous les regards amusés des passants.

« C'est pas pour moi, c'est pour offrir sur la tombe de mon mari », explique-t-elle en grimaçant. Chaque année, à la Toussaint, elle dépose des feuilles de coca au cimetière. On dit que cela plaît aux esprits.

Le marché de Fatima, accroché aux flancs des Andes, est le seul centre légal de distribution de feuilles de coca en ville. Les producteurs y viennent de villages situés à

deux ou trois heures d'ici, à bord de vieux autobus poussifs lourdement chargés de poches de coca.

Interdite dans la plupart des pays, la culture de la coca est permise dans certaines régions de Bolivie, notamment dans la province de Yungas, mais illégale partout ailleurs. La coca n'en continue pas moins d'être cultivée dans le Cochabamba en dépit de la campagne d'éradication soutenue par les États-Unis depuis 1988.

« La feuille de coca des Yungas est meilleure que celle du Cochabamba, c'est pourquoi ce marché est tellement populaire », dit Sabino Arce Ramos. « Elle sert à certaines cérémonies religieuses ancestrales, mais surtout à chiquer, dit-il en montrant du doigt un homme qui a une grosse boule dans la joue. D'autres en font des médicaments.

Détenteur d'un permis de détaillant à Potosi, Sabino vend des feuilles à la livre aux mineurs et aux ouvriers qui veulent tromper leur faim. Il soutient que la coca donne

de l'énergie aux travailleurs même quand ils n'ont rien à manger.

Allant d'un vendeur à l'autre, il plonge sa main dans les sacs pour vérifier la qualité du produit. S'il y a trop de feuilles jaunes ou flétries, ses clients n'en veulent pas. Lorsqu'il a trouvé des feuilles à son goût il fait une offre, cette fois c'est 120 \$ le sac de 50 livres.

Quand le marché est conclu, les emballeurs transvident les feuilles dans les sacs « officiels » portant la marque de l'Association des producteurs. Sans ce sceau, il risque de se faire confisquer sa marchandise le long de la route par les inspecteurs en charge de la répression des ventes illégales.

Il y a 80 détaillants comme lui à Potosi, 6000 dans le pays. Il gagne environ 33 \$ le sac. Ce n'est pas une fortune, d'autant plus qu'il doit chaque fois payer des taxes de 7 \$ le sac et le transport jusque chez lui. Cela vaut mieux cependant que de travailler dans

► Voir BOLIVIE en 18



Dès l'aube, les grandes salles du marché des producteurs de coca à La Paz sont remplies d'indigènes venus vendre ou acheter. Selon l'agence de répression des drogues américaines (DEA), la Bolivie est le troisième producteur au monde, après la Colombie et le Pérou.

Le premier ministre russe se retrouve dans la mêlée de l'affaire Ioukos

D'APRÈS AFP

MOSCOU — Le premier ministre russe Mikhaïl Kassianov a critiqué hier la saisie des actions du pétrolier Ioukos et l'arrestation de son patron Mikhaïl Khodorkovski, confirmant, en s'opposant au président Vladimir Poutine, qu'un conflit politique faisait rage au sein du pouvoir russe.

« Je suis profondément préoccupé par cet événement, dont les conséquences sont difficiles à évaluer », a déclaré M. Kassianov, réputé proche des « oligarques » russes, en évoquant la saisie la veille de 44 % des actions de Ioukos par le Parquet général dans le cadre des poursuites contre M. Khodorkovski et deux de ses associés pour escroquerie et évasion fiscale.

« Kassianov a pris la défense de Ioukos », notait hier le quotidien en ligne *Gazeta.ru* après les déclarations du premier ministre.

Concernant l'arrestation de M. Khodorkovski, Mikhaïl Kassianov a indiqué n'avoir « pas modifié sa position déjà énoncée à plusieurs reprises » sur la détention d'hommes d'affaires.

Le premier ministre avait réagi en juillet à l'arrestation du principal associé de M. Khodorkovski, Platon Lebedev, en jugeant injustifiée la mise en détention d'hommes d'affaires pour des cas de délits économiques.

La chaîne NTV a relevé que le premier mi-

nistre avait désobéi au président Poutine qui, déclarant lundi son soutien au Parquet général dans cette affaire, avait en outre demandé au gouvernement de « ne pas intervenir dans cette discussion ».

Les poursuites contre Ioukos sont considérées comme inspirées par la fraction montante au sein du pouvoir russe, celle des forces de l'ordre et des anciens des services secrets amenés avec lui par l'ex-agent du KGB Vladimir Poutine. Elles seraient motivées à la fois par la montée en puissance et l'indépendance de Ioukos, les ambitions d'influence politique et le soutien aux partis d'opposition libérale affichés ouvertement par M. Khodorkovski à l'approche des législatives de décembre.

Le chef du gouvernement a également commenté devant la presse la démission, entérinée jeudi soir par Vladimir Poutine, du très influent chef de l'administration présidentielle Alexandre Volochine.

La presse et les experts ont vu le signe avant-coureur d'une crise politique majeure dans la démission de ce responsable considéré comme une figure-clef du groupe d'influence des libéraux et des oligarques, hérité par le président russe de son prédécesseur Boris Eltsine, face à la montée des « tchékistes de Saint-Petersbourg ».

Le premier ministre a déclaré vendredi qu'il espérait que la démission de M. Volochine « n'aurait pas de conséquences » sur les rap-

ports entre le Kremlin et le gouvernement.

La Bourse de Moscou a enregistré au total une baisse de 15 % de son indice de référence RTS sur la semaine, rythmée par les rebondissements de l'affaire Ioukos, malgré une séance de vendredi clôturée en hausse de 1,90 %.

Le gouvernement allemand, dont le pays est le premier investisseur en Russie, a déclaré qu'il observait « avec une grande attention » les développements de l'affaire Ioukos, et comptait sur le respect des « principes de l'État de droit », soulignant qu'il en allait de l'intégration de la Russie à l'économie internationale et de l'avenir des investissements étrangers dans ce pays.

Le département d'État américain estime pour sa part que cette affaire « soulève de sérieuses questions » quant au respect des règles du libre marché de la part de la Russie et sur l'indépendance de sa justice.

« Le gel des capitaux (de Ioukos) soulève de sérieuses questions sur la manière dont sont appliquées les lois en Russie », a affirmé le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, en soulignant que les investisseurs nationaux et internationaux étaient préoccupés par la situation.

« Nous pensons que les autorités russes doivent dissiper ces préoccupations » a-t-il souligné en évoquant des « motivations politiques » dans cette affaire.

MONDE

LE TOUR DU MONDE

ITALIE

Andreotti innocenté

La Cour de cassation italienne a innocenté jeudi l'ancien chef du gouvernement, Giulio Andreotti, 84 ans, dans l'affaire de la mort d'un journaliste assassiné par la mafia en 1979, mettant un point final à l'une des plus grandes sagas politico-judiciaires de la péninsule. L'arrêt de la plus haute juridiction italienne met un terme définitif aux poursuites contre M. Andreotti dans cette affaire, rouverte en 1993 à la suite d'accusations avancées par le repent maffieux Tommaso Buscetta, décédé depuis. M. Andreotti avait toujours clamé son innocence dans le meurtre de Carmine Pecorelli, directeur de la revue « Observatoire politique ». Abattu de quatre balles dans sa voiture à Rome le 20 mars 1979, « Mino » Pecorelli aurait été éliminé en raison de la crainte de révélations embarrassantes pour la Démocratie chrétienne, estimait le parquet de Pérouse. — d'après AFP

AFRIQUE DU SUD

Diamants sous surveillance

Les participants au processus de Kimberley, destiné à empêcher le trafic illégal des diamants bruts pour le financement des guerres, ont clos hier une réunion plénière en Afrique du Sud par l'adoption d'une mesure de contrôle supplémentaire pour une surveillance mutuelle volontaire entre pays. Un certain nombre de pays ont accepté de recevoir des « visites d'inspection » par des équipes d'autres pays membres, également riches en ressources diamantifères, qui s'assureront que les mécanismes de contrôle sont bien mis en place et respectés. — d'après AFP

CHINE

Performance controversée

Estimant que la manifestation « humiliait la population chinoise », plusieurs milliers de Chinois ont manifesté jeudi dans la ville de Xi'an, dans l'ouest du pays, à la suite d'une performance réalisée par des étudiants japonais qui portaient des brassières et de faux organes génitaux, selon l'agence Xinhua. La performance est survenue durant une fête pour les étudiants étrangers de l'Université Northwestern. Les Chinois protestent régulièrement contre des gestes faits par des Japonais qu'ils jugent obscènes ou évocateurs de la Deuxième Guerre mondiale. — d'après AP

TURQUIE

Les généraux attaquent en justice

Plus de 300 généraux turcs ont intenté hier une action en justice pour diffamation contre un journal islamiste qui les a qualifiés d'incompétents, rapporte l'agence Anadolu. Les généraux — y compris les commandants de l'Armée, de l'Armée de l'air et de la Marine — ont réclamé l'équivalent de 422 000 dollars en dommages et intérêts au journaliste Asim Yenihaber et à son journal *Vakit*. « Nul n'a le droit de parler d'une façon aussi dégradante et avilissante des officiers généraux des forces armées turques », ont affirmé les plaignants. — d'après AFP

PÉROU

L'énigme de Nazca

Des scientifiques allemands tentent de vérifier la thèse de la mathématicienne Maria Reiche sur de larges dessins énigmatiques à la surface du désert péruvien de Nazca, qu'elle interprète comme un calendrier astronomique des Indiens de l'époque pré-colombienne. « Il semble qu'elle était sur le bon chemin », a affirmé le professeur Bernd Teichert à l'occasion de l'inauguration d'une exposition sur « Les mystères des lignes de Nazca » à l'Université Humboldt de Berlin. Découvertes dans les années 30, les lignes forment quelque 300 dessins, figuratifs et abstraits, dont certains ne sont visibles que d'avion. Ils ont fait l'objet de plusieurs théories pour expliquer leur existence : en 1969, Erich von Daniken avait émis l'idée que des extraterrestres aéroportés pourraient avoir conçu ces lignes comme pistes d'atterrissage... — d'après AFP

La Paz s'est engagé à éradiquer la coca sauf dans les zones traditionnelles

Les raids policiers n'empêchent pas la production d'ensemble de croître

BOLIVIE

suite de la page A17

les mines comme il l'a fait pendant 18 ans.

Jacob Monroy est producteur à Coripata, à trois heures de route de La Paz. Il gagne bien sa vie parce que la coca donne de trois à quatre récoltes par année. C'est plus payant que les légumes et ça se vend mieux. D'ailleurs, les plants durent de 30 à 40 ans et il n'y a presque jamais de pertes, dit-il.

Court et maigrichon, Jacob trouve un autre avantage à la coca : les feuilles sont beaucoup moins lourdes à porter que les oranges, dit-il. Sa seule inquiétude c'est que l'État en vienne un jour à lui retirer son permis de producteur.

Le gouvernement de Bolivie s'est engagé en 1988 à éradiquer la co-

ca sauf dans les zones traditionnelles de culture. Les producteurs qui s'étaient installés hors de ces zones sous la dictature du général Banzer, en produisent néanmoins un peu plus chaque année, non pas pour vendre à ceux qui chiquent, mais plutôt aux narco-trafiants qui en font de la cocaïne.

Troisième producteur au monde

Selon l'agence de répression des drogues américaines (DEA), la Bolivie est le troisième producteur de coca au monde (après la Colombie et le Pérou). La DEA estime que la production s'étendait sur plus de 24 400 hectares en 2002, soit 23 % de plus que l'année précédente.

Le ministère de la Défense sociale de Bolivie, responsable de la lutte contre la drogue, avoue que

la production augmente, surtout dans le Cochabamba, en dépit des efforts soutenus de ses agents.

Du 1^{er} janvier au 11 octobre cette année, la police a effectué 3693 opérations et arrêté 3161 personnes. En outre, les agents ont détruit 1285 petites usines de production de cocaïne et 1881 fosses servant à la transformation de la coca pour un total de 19 tonnes de cocaïne.

Selon Evo Morales, le chef du Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti qui regroupe et défend les producteurs (cocalleros) du Cochabamba, la coca fait vivre 30 000 familles en Bolivie. Il n'y a cependant aucun chiffre officiel parce que l'État n'a jamais fait de recensement.

L'abolition de cette loi est devenue une revendication de différents groupes et partis politiques

boliviens. Aucune autre culture ne rapporte autant et toutes les campagnes visant à convaincre les producteurs de la remplacer par une autre ont échoué, disent-ils.

Hypocrisie

Morales soutient qu'il ne sait pas ce qu'on fait avec la coca illégale, mais les producteurs savent pourtant à qui ils la vendent, dit le leader indigène Felipe Quispe. Selon lui, c'est de l'hypocrisie, mieux vaut modifier la loi pour contrôler la production.

Le débat est loin d'être terminé et il risque maintenant de compliquer dangereusement la vie du nouveau président Carlos Mesa. Poursuivre l'éradication condamne des milliers de personnes à la misère, mais abandonner la campagne risque de lui mettre Washington à dos.

Qui se ressemble s'assemble.



Voici le nouveau forfait TELUS à TELUS.

Pour 25\$ par mois*, vous obtenez :

- Les appels locaux** et les messages textes† illimités entre abonnés TELUS
- 100 minutes de jour la semaine
- 1 000 minutes d'appels locaux le soir et le week-end
- La boîte vocale, l'appel en attente et l'appel conférence

De plus, pour parler en toute liberté à qui vous voulez, vous bénéficiez de **6 mois d'appels locaux illimités**‡ à la signature d'un contrat.

Maintenant 149,99\$
Avec un contrat de 2 ans GRATUIT



LG TM520

le futur est simple™

Pour en savoir plus sur cette super offre, visitez un marchand ou un détaillant TELUS Mobilité autorisé ou telusmobilitte.com dès aujourd'hui.

FUTURE SHOP

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2003 au Québec seulement. * Taxes, frais d'interurbain, frais d'itinérance, temps d'attente additionnel, services payables à l'usage, redevances d'utilisation mensuelles et frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 en sus. ** Les appels locaux illimités d'un sans-fil à l'autre s'appliquent aux appels faits à d'autres appareils TELUS Mobilité ou reçus d'autres appareils TELUS Mobilité. † La messagerie textuelle est offerte avec nos appareils numériques seulement dans nos zones de couverture numérique. La messagerie textuelle illimitée comprend les messages textes envoyés par les clients TELUS Mobilité et reçus par ceux-ci. La messagerie textuelle illimitée ne comprend pas les services privilégiés de la messagerie textuelle, ni Mes modifs. ‡ Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Nouvelles mises en service seulement. TELUS Mobilité, telusmobilitte.com et le logo TELUS Mobilité sont de marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leur propriétaire respectif. © 2003 SOCIÉTÉ TELE-MOBILE.

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, bureau GR-2
La Zone SCP
6321, route Transcanadienne
bureau 1470
Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources
Saint-Laurent
D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications inc.
3832, boul. Côte-Vertu
Westmount
La Zone SCP
1308, av. Greene

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radiocommunication
9, boul. de la Seigneurie,
bureau 7
Joliette
Multicom Communications 2000
159, boul. Antonio-Barrette
Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L.
Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Proxi Télécom inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny
Galeries Rive-Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, bureau C
Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, bureau 102
Saint-Jérôme
Carrefour du Nord
Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
Sherbrooke
Carrefour de l'Estrie
Trois-Rivières
Centre Les Rivières
RIVE-SUD
Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno
Belœil
Cellulaire +
559, boul. Laurier
Candiac
D2 Technologie
89, ch. Saint-François-Xavier
Greenfield Park
Proxi Télécom inc.
3814, boul. Taschereau
Sainte-Julie
Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

La menace d'un jour de résistance met Bagdad sur le qui-vive

Huit Irakiens et un soldat américain tués hier dans de nouvelles violences

AGENCE FRANCE PRESSE

BAGDAD – Les forces de la coalition et la police irakienne étaient en état d'alerte hier après une mise en garde américaine contre des attentats à Bagdad, alors que huit Irakiens et un soldat américain ont été tués dans de nouvelles violences.

« Il y a certaines rumeurs sur une journée de résistance à travers Bagdad samedi et dimanche », a indiqué le bureau américain des affaires consulaires, ajoutant que « les citoyens améri-

cains sont encouragés à faire preuve de vigilance accrue et à continuer de prendre les mesures nécessaires pour leur sécurité ».

Dimanche et lundi derniers, la capitale irakienne a connu une vague d'attentats qui ont fait plus de 40 tués et 200 blessés.

Rumeurs et panique

Les rumeurs d'attentats circulaient à Bagdad, semant la peur parmi les habitants. Certains ont décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école ou se rendre à leur travail samedi, premier jour

de la semaine en Irak.

À Khaldiya, à 80 km à l'ouest de Bagdad, un soldat américain a été tué et quatre autres ont été blessés dans une attaque à l'explosif, a indiqué un porte-parole de la coalition. Ce décès porte à 118 le nombre de soldats américains tués dans des attaques depuis l'annonce de la fin des combats majeurs en Irak le 1^{er} mai.

En marge de ces développements, les forces américaines ont bouclé le village de Aujah, fief de Saddam Hussein, dans la nuit de jeudi à hier, pour recenser les adultes afin

d'empêcher des partisans de l'ancien régime de s'y cacher.

Le fief de Saddam

« Il y a des indices conduisant à ce village concernant le financement et la planification des attaques contre les soldats américains », a déclaré le lieutenant-colonel Steven Russel.

Selon des responsables américains cités hier par le *New York Times*, Saddam Hussein pourrait être derrière certaines des attaques contre les forces de la coalition américaine en Irak.

À Washington, la commission du

renseignement du Sénat américain, qui enquête sur les déficiences de la CIA dans la période précédant la guerre en Irak, a sommé plusieurs responsables clés de l'administration Bush de lui fournir des documents et de la laisser interroger certains de leurs collaborateurs.

Plusieurs parlementaires démocrates, ainsi que des prétendants démocrates à la présidentielle de 2004, affirment que l'administration et les services du renseignement ont exagéré la menace irakienne pour justifier l'intervention militaire, et tentent maintenant de le dissimuler.

Le Malais Mahathir quitte la politique

D'APRÈS AFP

KUALA LUMPUR — Le nouveau premier ministre malaisien Abdullah Ahmad Badawi a prêté serment hier, succédant à Mahathir Mohamad qui se retire de la vie politique après 22 ans au pouvoir.

M. Abdullah, 63 ans, a prêté serment devant le roi Tuanku Syed Sirajuddin au palais national de Kuala Lumpur lors d'une cérémonie retransmise en direct à la télévision.

Vice-premier ministre depuis 1999, M. Abdullah est le cinquième chef de gouvernement du pays depuis l'indépendance en 1957 de cette ex-colonie britannique.

M. Mahathir, doyen des dirigeants du Sud-Est asiatique, avait annoncé sa retraite politique il y a 16 mois.

Après la prestation de serment de M. Abdullah, les deux hommes devaient se rendre ensemble aux bureaux du chef de gouvernement à Putrajaya, la nouvelle capitale administrative du pays construite au sud de Kuala Lumpur.

Là, M. Mahathir devait pour la dernière fois pointer en quittant le travail, pratique qu'il avait lui-même imposée dans les services publics un mois après son arrivée au pouvoir en juillet 1981.

Réputé pour son franc-parler et son goût de la confrontation, M. Mahathir avait déclenché une énième tempête diplomatique mi-octobre lors du congrès de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) organisé à Kuala Lumpur en accusant les juifs de « contrôler le monde » et d'être « arrogants ».

La Chambre des représentants américains a condamné à l'unanimité ces propos lors d'un vote tenu jeudi.

Par 411 voix contre zéro et une abstention, la Chambre basse du Congrès a adopté une résolution condamnant les remarques de M. Mahathir comme « incendiaires » et « ignobles ». « Une rhétorique incendiaire de cette nature n'est ni excusable ni rationnelle », indique la résolution.

ACHETEZ

E T R A C H E T E Z

LA PAIX

ENCAN PUBLIC

PLUS DE 100 ARTICLES ACQUIS PAR L'ENTREMISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES DU GOUVERNEMENT CANADA

BIJOUX ET MONTRES NON RÉCLAMÉS, ABANDONNÉS SANS RÉSERVES PAS D'OFFRE MINIMUM

AUTRES CONSIGNATEURS

PLUS DE 100 ARTICLES, DE NOUVEAUX BIJOUX DE GRANDE VALEUR, VENDUS À L'UNITÉ AU PLUS OFFRANT



MONTRE POUR HOMME ROLEX PRESIDENT 18 CT, À CADRAN EN DIAMANT, BRACELET, LUNETTE ET BARRIÈRES, COMME NEUVE, AVEC GARANTIE.



MONTRE POUR HOMME PATEK PHILIPPE WORLD TIME EN OR BLANC 18 CT, COMME NEUVE, AVEC GARANTIE.

PLUSIEURS BAGUES À DIAMANTS DE 1 À 5 CARATS, PERLES, RUBIS, BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, DIAMANTS, COLLIERES. PLUSIEURS MONTRES ROLEX, CARTIER, PATEK PHILIPPE, PIAGET.

SALLE FEDERAL AUCTION, À L'HÔTEL OMNI MONT-ROYAL 1050 RUE SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL. ANGLE RUE SHERBROOKE ET RUE PEEL, PRÈS DE L'UNIVERSITÉ MCGILL

LE DIMANCHE 2 NOVEMBRE 2003, À 14H PRÉCISES. INSPECTION PUBLIQUE ET INSCRIPTION À COMPTER DE 13H.

Quelques réservations, additions et/ou suppressions peuvent s'appliquer. Les adjudicataires devront payer des frais de manutention de 15% plus TPS et TVQ. Paiement: comptant, cartes de crédit, Interac et chèques certifiés. Les articles peuvent ne pas être exactement comme montrés. Renseignements: (905) 458-9509. Federal Auction Service est la seule compagnie privée d'enchères au Canada. ISO 9001:2000. Chaque article est garanti authentique. Toutes les montres ont une garantie standard d'un an. Federal Auction Service n'est pas un organisme gouvernemental. © 2003 FAS

www.federalauctionservice.com

VOS PLACEMENTS ARRIVENT À TERME ?

La Banque Laurentienne vous offre un CPG rachetable à un taux exceptionnel.

7%

Taux de la 5^e année
CPG Option garantie*

- Rachetable sans pénalité aux dates d'anniversaire dès la première année**
- Capital assuré à 100 %
- Rendement garanti
- Admissible au REER

1^{re} année : 2,35 %
2^e année : 2,40 %
3^e année : 3,00 %
4^e année : 3,25 %
5^e année : 7,00 %



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Appelez dès maintenant au 1 877 BLC-REER

* Taux moyen sur 5 ans de 3,586 %. Terme de 5 ans. Taux en vigueur au 30 octobre 2003. Le taux peut changer sans préavis.
** En cas de rachat avant terme, les intérêts sont calculés en fonction du taux en vigueur chaque année.

MONDE

Sharon et Qoreï pourraient éventuellement se rencontrer

AGENCE FRANCE PRESSE

JÉRUSALEM – Le premier ministre israélien Ariel Sharon pourrait rencontrer le premier ministre palestinien Ahmad Qoreï après la formation d'un gouvernement palestinien élargi sous sa direction, a rapporté hier la seconde chaîne de télévision israélienne. À cette occasion, Israël pourrait prendre des mesures substantielles pour alléger la pression sur la population palestinienne soumise par l'armée au bouclage et blocus des villes autonomes et autres restrictions draconiennes, selon cette source.

M. Sharon est « prêt à envisager une telle rencontre », selon la télévision, mais la présidence du Conseil, interrogée par l'AFP, s'est abstenue de confirmer ou démentir l'information.

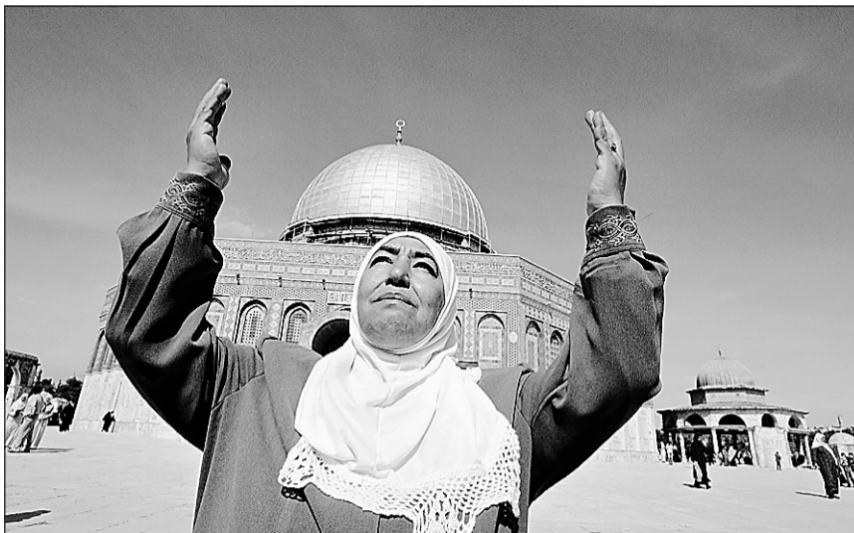
M. Qoreï a accepté de diriger un gouvernement élargi qui devra remplacer début novembre l'actuel cabinet de crise restreint, selon son ministre des affaires étrangères Nabil Chaath.

M. Qoreï avait remplacé au poste de premier ministre Mahmoud Abbas, qui a démissionné près de cent jours après son entrée en fonction en raison du blocage total du processus de paix, qu'il a imputé à Israël et aux États-Unis, et après un conflit de pouvoir avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, pour le contrôle des services de sécurité.

Par ailleurs, Israël et les Palestiniens ont fait état de « contacts » entre les deux parties. « Des contacts existent mais ils n'ont pas apporté de résultat jusqu'à présent », a déclaré Nabil Abou Roudeina, principal conseiller de M. Arafat.

M. Sharon avait fait état jeudi soir de « contacts » avec les Palestiniens, mais pas avec leur premier ministre M. Qoreï « qui doit avant tout consolider sa position ».

Le premier ministre israélien doit entamer demain une nouvelle visite à Moscou. Il va tenter à cette occasion de convaincre le président Vladimir Poutine de renoncer à vouloir faire du dernier plan de paix pour le Pro-



Une Palestinienne prie devant le dôme du Rocher, à Jérusalem. La police israélienne limitait hier l'accès à ce lieu sacré à l'occasion du premier vendredi du ramadan.

PHOTO AFP

che-Orient une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. La visite de trois jours de M. Sharon survient alors que la Russie a fait circuler jeu-

di au Conseil de sécurité de l'ONU un texte pour que cette instance adopte officiellement ce plan, la Feuille de route.

L'ambassadeur de Russie à l'ONU, Sergueï Lavrov, a indiqué qu'il voulait que cette résolution soit adoptée par « consensus » la semaine prochaine, au moment de l'annonce de la formation du nouveau gouvernement palestinien que doit, en principe, constituer Ahmad Qoreï.

« Il n'est pas nécessaire d'impliquer l'ONU de cette manière car cela ne pourrait que porter un coup fatal à la Feuille de route », a affirmé à l'AFP un haut responsable israélien, qui a requis l'anonymat.

Selon lui, les Nations unies, qui « font preuve d'une attitude systématiquement anti-israélienne, exigeraient l'application des engagements prévus par la feuille de route uniquement de la part d'Israël, sans se soucier de ce que feraient les Palestiniens ».

La Russie est avec les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU l'une des composantes du Quartette, qui a élaboré la feuille de route.

Le deuxième gros dossier que M. Sharon abordera à Moscou portera sur le programme nucléaire de l'Iran, considéré par les dirigeants israéliens comme la plus grave menace stratégique pour la sécurité de l'État hébreu.

« Nous allons tenter de convaincre les Russes de renforcer les contrôles sur le transfert de technologies nucléaires à l'Iran et sur la présence d'experts nucléaires russes en Iran », a précisé le responsable.



Le forfait Fido à Fido

Désolé, seulement chez Fido.

- > Appels locaux, messages textes et clavardage illimités entre abonnés Fido
- > 1000 minutes les soirs et week-ends
- > 100 minutes de jour en semaine
- > Facturation à la seconde (Désolé, ça aussi c'est seulement chez Fido.)

25 \$ par mois

1 888 481-FIDO

Certaines restrictions s'appliquent. Détails en magasin.



LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland

- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme

- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :



FUTURE SHOP



LA CABINE TÉLÉPHONIQUE



COOPSCO



TelePlus

CENTRE HI-FI



Les courbes aiment ses lignes.

Berline Accord DX 5 vitesses 2004

En location à partir de

298 \$*

par mois

Incluant
96 000 km
Option 0 \$ comptant disponible

Transport et préparation inclus en location seulement

À partir de

23 900 \$**

- Moteur i-VTEC^{MC} 2,4 litres à DACT et 160 chevaux
- Antivol immobilisateur
- Climatisation sans CFC
- Groupe électrique
- Radio AM/FM stéréo et lecteur de CD avec 4 haut-parleurs
- Régulateur de vitesse
- Colonne de direction télescopique et inclinable
- Entrée sans clé et ouverture des vitres à distance

0 \$

dépôt de sécurité

Meilleure voiture intermédiaire de l'année

– Guide de l'auto 2003

Meilleure voiture à vocation familiale

– AJAC 2003

Classée parmi les 10 meilleures voitures au Canada depuis 17 ans

– Car and Driver 2003



Coupé Accord EX-L 2004
Illustré

Place aux
2004



Berline Accord EX-V6 2004
Illustrée

OUI, ON A FAIT LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



HONDA

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Cette offre porte sur la berline Accord DX 5 vitesses 2004 (modèle CM5514PL) neuve. Versement mensuel de 298 \$, pendant 48 mois pour un total de 17 624 \$. Versement initial de 3 320 \$, ou échange équivalent, première mensualité exigible. Programme 0 \$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation et assurances en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif. **P.D.S.F. de la berline Accord DX 5 vitesses 2004 (modèle CM5514PL) neuve. Transport, préparation, frais de publication, taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

MONDE

Médicaments importés : le ton monte



ALEXANDRE SIROIS
WASHINGTON

Le ton monte aux États-Unis en ce qui concerne la vente de médicaments canadiens aux Américains. Le débat, qui fait rage depuis quelques mois, a grimpé d'un cran ces derniers jours. Partisans et opposants de cette pratique controversée, actuellement à l'étude au Congrès américain, ont pu-

bliquement jeté les gants. Dans le coin droit : le maire de New York, Michael Bloomberg. Il a exhorté mercredi l'industrie pharmaceutique américaine à « refuser de vendre des médicaments au Canada » jusqu'à ce que le pays se débarrasse de sa politique de contrôle des prix. Dans le coin gauche : le gouverneur de l'Illinois, Rod Blagojevich. Il a dévoilé lundi une analyse selon laquelle son État pourrait économiser plus de 90 millions \$ US cette année si les employés de la fonction publique et les retraités achetaient leurs médicaments au Canada. M. Blagojevich a annoncé qu'il

demandera à la Food and Drug Administration (FDA, l'équivalent américain de Santé Canada) d'accorder à son État la permission d'importer des médicaments du Canada. « Il est temps que la FDA cesse de protéger les grandes compagnies pharmaceutiques. Il est temps qu'elle commence à aider les gens », a-t-il déclaré.

Le Congrès y songe

Le gouverneur de l'Illinois n'est pas le seul à convoiter les médicaments canadiens, alors que la majorité des États font face à d'importantes restrictions budgétaires. Mercredi, le gouverneur du Wisconsin a annoncé que des membres de son administration rencontreront des représentants de pharmacies canadiennes la semaine prochaine. Ils verront s'il est possible de conclure une entente à ce sujet.

Les gouverneurs de l'Iowa, du Minnesota et du Michigan songent aussi à aller de l'avant avec une telle initiative. Jusqu'ici, seule la ville de Springfield, dans le Massachusetts, est passée de la parole aux actes. Depuis juillet, elle a économisé 400 000 \$ en of-

frant des médicaments canadiens à ses employés actuels et retraités.

Les membres du Congrès américain ne sont pas insensibles à ces revendications. La Chambre des représentants et le Sénat tentent actuellement de s'entendre sur une législation visant à injecter 400 milliards sur 10 ans pour aider les aînés à payer leurs médicaments. Dans le projet de loi à l'étude figure une disposition qui permettrait l'importation de médicaments canadiens.

La sénatrice du Maine, Olympia Snowe, est en faveur de cette disposition. « C'est un enjeu économique pour les citoyens du Maine. Il y a déjà des gens du Maine qui vont au Canada pour obtenir leurs médicaments d'ordonnance, tentant de trouver une alternative à un prix plus bas », a déclaré son porte-parole, Ted McEnroe, lors d'une entrevue téléphonique.

La Maison-Blanche dit non

« La législation en matière de réimportation des médicaments tente de créer un système qui permettra aux personnes, particulièrement celles qui sont plus âgées et qui ont des revenus fixes,

d'avoir accès à des médicaments moins chers, a dit M. McEnroe. Et de créer un système qui assurera que les médicaments sont sûrs. »

Une majorité de membres du Congrès est prête à donner le feu vert à l'importation des médicaments canadiens. Toutefois, le Sénat, contrairement à la Chambre des représentants, souhaite que la Maison-Blanche ait le dernier mot. Or, le secrétaire à la Santé, Tommy Thompson, a clairement indiqué qu'il n'était pas d'accord avec l'initiative.

Une entente finale entre les deux chambres pourrait être conclue au cours des prochains jours. Des négociations se déroulent actuellement derrière des portes closes et il est impossible de savoir laquelle des deux versions sera privilégiée. Les parlementaires impliqués ont indiqué que le sujet a été discuté cette semaine. Pour dorer la pilule et rallier les opposants, certains proposent de donner plus d'argent à la FDA pour qu'elle puisse s'assurer de la sécurité des médicaments importés.

Quelque 2 millions d'Américains se procurent déjà leurs médicaments d'ordonnance à l'extérieur des États-Unis. Ils obtiennent ainsi des rabais pouvant aller jusqu'à 85 % du prix de vente sur leur territoire. Le Congrès a estimé que si l'importation de médicaments canadiens était légale, les États-Unis pourraient économiser 40 milliards au cours des 10 prochaines années.

Matelas et oreillers suédois

TEMPUR
MATÉLAS ET OREILLERS SUÉDOIS

- Confectionné à partir d'un matériau unique, TEMPUR est un produit suédois approuvé par la NASA.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.
- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)

Comme si vous flottiez dans l'espace!

BOUTIQUE MULTI-MATELAS
527 Notre-Dame Repentigny
Tél.: (450) 582-0637
Sans frais : 1-877-582-0637

Boutique Tout pour le dos
1, boul. Henri-Bourassa Est Montréal QC
Tél.: (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

Expérience Sommeil
8025, boul. Taschereau Brossard QC
Tél.: (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO

VENTE DE FERMETURE POUR RÉNOVATION

Meubles et Décors Baccarelli
La plus belle sélection de meubles européens

Heures d'ouverture
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Fermé le samedi • Dim. de 12 h à 17 h

1400, rue Sherbrooke Ouest (au coin de Bishop) Montréal
Tél. : (514) 288-5225
www.meubles-et-decors.com

Nucléaire : l'Iran tiendra ses promesses

SIYAVOSH GHAZI
AGENCE FRANCE-PRESSE

Téhéran - L'Iran a affirmé hier qu'il tiendra ses engagements sur le nucléaire, malgré la réticence d'une partie de son opinion, le jour même de l'expiration d'un ultimatum lui enjoignant de prouver le caractère civil de son programme nucléaire.

« Lorsque nous prenons un engagement au niveau international, nous le respectons », a déclaré un responsable gouvernemental. « À l'heure actuelle, notre coopération (avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA) va au-delà du protocole additionnel et lorsque nous l'aurons signé, nous agirons dans le cadre défini par ce texte », a-t-il dit.

Un autre responsable, a assuré que son pays ferait tout pour permettre au directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, de produire un rapport positif sur le programme nucléaire iranien.

L'Iran fera « tout ce qui est nécessaire pour que le prochain rapport au conseil des gouverneurs de l'agence soit positif », a affirmé Ali Akbar Salehi, représentant de l'Iran auprès de l'agence onusienne.

À Vienne, la porte-parole de l'AIEA a indiqué que son agence attendait la semaine prochaine un accord de l'Iran pour la signature de ce protocole permettant un contrôle renforcé et des inspections inopinées des installations nucléaires du pays.

L'Iran s'était engagé le 21 octobre à signer un protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) lors d'une visite à Téhéran des ministres des Affaires étrangères allemand, français et britannique.

Les États-Unis, qui soupçonnent l'Iran de développer en secret l'arme atomique, avaient exprimé des doutes quant à la volonté du régime islamique de tenir cet engagement.

Cela n'a pas empêché M. Salehi d'affirmer que « certains dirigeants américains » accueillaient favorablement la coopération entre l'Iran et l'AIEA car cela « représentait un modèle de coopération et d'entente ».

Lors de la visite des ministres européens à Téhéran, il y a dix jours, l'Iran a aussi pris l'engagement de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium et souscrit à une « totale transparence » et à une « totale coopération » avec l'AIEA, dont les inspecteurs se trouvent à nouveau cette semaine dans le pays.

Jeu, M. ElBaradei a déclaré que le rapport remis par l'Iran le 23 octobre semblait « à première vue complet ». Le directeur général de l'AIEA doit présenter le 20 novembre un rapport sur le programme iranien et la coopération iranienne au conseil des gouverneurs de l'agence.

Des RABAIS à faire PEUR à la concurrence

CHAISE OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR, GRIS OU BLEU
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

SANS BRAS
34⁹⁹*
Rég. 39⁹⁹

AVEC OPTION BRAS FIXES
44⁹⁹*
Rég. 49⁹⁹

FAUTEUIL OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU ROUILLE
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

89⁹⁹
Rég. 99⁹⁹

FAUTEUIL ERGONOMIQUE

- DISPONIBLE EN NOIR OU DEUX TONS GRIS SUR NOIR
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BASCULEMENT SYNCHRONISÉ DE L'ASSISE ET DU DOSSIER
- RÉGLAGE DE LA TENSION DU BASCULEMENT
- BRAS FIXES ET BASE EN ALUMINIUM

159⁹⁹*
Rég. 179⁹⁹

BIBLIOTHÈQUE

- FINI CERISIER
- 3 TABLETTES AJUSTABLES ET 1 FIXE
- DIMENSIONS : 24" L X 9,5" P X 67,5" H

39⁹⁹*
Rég. 49⁹⁹

CAISSON MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI GRIS
- 2 TIROIRS-FILIERS AVEC SERRURES (FORMAT LETTRE OU LEGAL)
- DIMENSIONS : 11" L X 15" P X 24" H

49⁹⁹
Rég. 59⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI BLEU SUR PIÉTEMENT DE MÉTAL ARGENT
- TABLETTE - ESPACE POUR ORDINATEUR
- TIROIR-CLAVIER
- DIMENSIONS : 37" L X 15,5" P X 29,5" H

59⁹⁹*
Rég. 69⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI BLANC GRANITÉ SUR UN PIÉTEMENT DE MÉTAL ARGENT
- TIROIR-CLAVIER
- TIROIR UTILITÉ
- TABLETTES
- SUPPORT INCLINABLE POUR MONITEUR
- DIMENSIONS : 31,5" L X 27" P X 54,5" H

99⁹⁹*
Rég. 119⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI ÉRABLE SUR PIÉTEMENT DE MÉTAL ARGENT
- TIROIR-CLAVIER
- TABLETTE DE RANGEMENT
- DIMENSIONS : 29,5" L X 22,5" P X 29,5" H

79⁹⁹*
Rég. 99⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE DE COIN

- DISPONIBLE EN FINI CERISIER SUR ÉRABLE
- TIROIR-CLAVIER 35"
- TIROIR UTILITÉ ET ESPACE POUR ORDINATEUR
- RANGEMENT POUR 36 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 28,5" P X 54" H

179⁹⁹*
Rég. 199⁹⁹

FAUTEUIL INCLUS
COULEUR SABLE AVEC BASE ARGENT

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

ANJOU Les Galeries D'Anjou (514) 351-1055	POINTE-CLAIRE 2355, Rte Transcanadienne (514) 428-8044
BELOEIL 329, Duvernay (450) 464-1072	QUÉBEC 1415, boul. Charest O. (418) 682-3113
BROSSARD 7503, boul. Taschereau O. (450) 656-4840	ST-JÉRÔME 291, De Villeneuve (450) 438-4111
GATINEAU 120, boul. de l'Hôpital (819) 561-5611	ST-HYACINTHE 1312, rue des Cascades (450) 778-1212
LAVAL 2990, boul. Le Corbusier (450) 687-8682	SAINT-LAURENT 3500, Côte-Vertu (514) 332-7883
LONGUEUIL 2255, Place Roland-Therrien (450) 468-6319	SOREL-TRACY 72, rue du Roi (450) 742-2706
MONTREAL Centre-ville 499, Viger O. (514) 878-3777	TERRBONNE 1348, boul. Moody (450) 471-8704
OTTAWA 2500, Lancaster Road (613) 739-8900	TROIS-RIVIÈRES 2450, boul. des Récollets (819) 376-2538

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 4 NOVEMBRE 2003 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. *ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS. †SUR APPROBATION DU SERVICE DE CRÉDIT VISA DESJARDINS. VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.

POUR COMMANDER

PAR TÉLÉPHONE (514) 336-8113 EN LIGNE www.Denis.ca

LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI

PLAN DE FINANCEMENT SANS INTÉRÊT DISPONIBLE †

CALIFORNIE

La météo vient en aide aux pompiers

ASSOCIATED PRESS
ET AGENCE FRANCE-PRESSE

BIG BEAR LAKE, Californie — Une baisse des températures et un brouillard épais ont ralenti hier la progression des incendies dans le sud de la Californie, où les feux qui font rage depuis une semaine ont fait 20 morts, détruit 2817 maisons et brûlé 300 000 hectares, selon le dernier bilan des autorités.

Quelque 15 000 personnes ont évacué la ville de Big Bear Lake, située dans les montagnes au nord-est de Los Angeles, qui reste la seule grande localité encore menacée par les flammes. Mais alors que sept incendies brûlaient toujours dans quatre comtés, la météo semblait plus favorable pour les pompiers californiens.

« Dame Nature commence enfin à nous aider ici », a commenté Andrea Tuttle, directeur du département des forêts de la Californie, dans une interview à la chaîne de télévision NBC. « Nous espérons qu'avant la fin de la semaine, les flammes seront éteintes et que nous pourrions commencer le processus de nettoyage. »

Un brouillard dense s'est installé sur les montagnes dans la nuit de jeudi à hier et, selon les prévisions météo, le mercure ne devait pas dépasser 6,5 degrés hier à Big Bear Lake avec une possibilité de chute de neige.

Toutefois les vents soufflaient encore à 50 km/h. Et le brouillard — qui apporte une humidité dont les soldats du feu ont bien besoin mais réduit également beaucoup la visibilité — a aidé et compliqué à la fois le travail des pompiers.

Dans le comté de San Diego, une atmosphère humide a aidé les pompiers luttant contre un immense foyer près de Julian, un lieu de sortie très prisé le week-end, connu pour ses vignes et ses pommes-raies. Cet incendie, qui s'étend sur environ 110 000 hectares et serait le plus grand jamais recensé en Californie, « commence enfin à montrer des signes d'essoufflement », a déclaré Bill Kolender, shérif du comté de San Diego.

À Big Bear Lake, quelques personnes sont restées sur place pour surveiller leur propriété. Kelly Bradgon a regardé à la télé jeudi soir les images des flammes consumant la forêt à 15 kilomètres de là. « J'ai trop à perdre pour partir, a-t-elle expliqué. Nous essayons juste de sauver ce que nous avons, tout ce pour quoi nous avons travaillé. »

Près de 13 000 pompiers et personnels de soutien luttent contre ce qui, selon le gouverneur sortant Gray Davis, pourrait être la catastrophe la pire et la plus coûteuse de l'histoire de la Californie.

La facture de la lutte contre les incendies s'élève à 9 millions de dollars par jour et le coût total pourrait atteindre 200 millions, soulignent des responsables de l'État.

Bush en Californie mardi

Le président américain George W. Bush se rendra mardi prochain en Californie sur le front des incendies, a déclaré hier le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan.

« Mardi, le président prévoit aller en Californie pour se rendre compte de l'étendue des dégâts causés par les incendies et être informé des efforts faits pour aider les Californiens », a déclaré M. McClellan.

M. Bush devait initialement regagner Washington lundi soir de retour d'une visite en Alabama après avoir passé quelques jours dans son ranch de Crawford (Texas).

Selon son nouveau programme, il retournera lundi soir à Crawford puis partira de là mardi matin pour la Californie avant de regagner Washington mardi soir.



PHOTO ASSOCIATED PRESS
Clayton Connolly s'entretient avec un ami au téléphone au milieu des ruines de sa maison du secteur Cedar Glen, à Lake Arrowhead (Californie).

Un virus dans les courriels promettant des photos « privées »

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Un nouveau virus se propageant via le courrier électronique a fait son apparition hier en Europe et aux États-Unis, sous les traits virtuels d'un mystérieux James, invitant les destinataires de son envoi à consulter des photos « privées », en avant-goût d'une soirée torride.

« Toutes nos photos que j'ai prises à la plage sont super (même quand tu es sans ton maillot). Ce soir, je viendrai et nous ferons l'amour. En attendant profite des photos », écrit James dans un message que les experts en sécurité informatique recommandent de supprimer immédiatement.

James se déguise en interlocuteur familial en empruntant le nom du domaine qu'il choisit de frapper. Dans les bureaux américains de l'Agence France-Presse par exemple, le prénom parvenait à une adresse @afp.com laissant croire à un message émanant d'un collègue.

Le fait de cliquer deux fois sur le document joint au message « our private photos » suffit à infecter le PC, ont expliqué des experts en précisant qu'il était relativement aisé de s'en débarrasser ensuite en activant les dernières versions d'anti-virus.

Selon la société spécialisée Symantec, il s'agit d'un virus de type « ver » qui se répand à d'autres ordinateurs via les carnets d'adresses sans aucune intervention de l'utilisateur.

Les ordinateurs risquant d'être touchés sont ceux fonctionnant sous Windows.

« Avec marchandise pareille, le câble à l'air ben dépassé! »

Le Forfait

NOUVEAU
Qualité d'image exceptionnelle de la télévision numérique et navigation toujours rapide: tout ça sur une seule facture et à meilleur prix que le câble.*

Sympatico
+
ExpressVu

à partir de
59.95\$
/mois

1 866 304-3248
www.bell.ca/forfait4
Magasin Espace Bell

Bell
Et bien simple.™

3175335A

*Comparaison basée sur le tarif mensuel du service de base et Télémax plus avec le câble classique offert par Vidéotron et le tarif mensuel alloué au service ExpressVu avec le Forfait de Bell qui peut inclure le service Internet Sympatico DSL régulier ou Sympatico Haute vitesse de Bell. **Services disponibles aux clients résidentiels, là où la technologie le permet. Un engagement minimum de 12 mois pour chaque service est requis. Bell Canada doit être votre fournisseur d'interurbains. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. Visitez le www.bell.ca/forfait4 pour savoir si vous êtes éligible au Forfait de Bell et pour plus de détails. Offre sujette à changement/annulation sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre de Sympatico, ExpressVu ou Mobilité. Sympatico est une marque de commerce Bell Canada. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

ACTUALITÉS

Les camarades de classe de Cecilia affichent leur espoir

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Un millier de grues de papier ont été suspendues à travers le hall de l'école de Cecilia Zhang, la fillette de 9 ans portée disparue depuis plus de 10 jours, à Toronto, afin d'exprimer l'espoir qu'elle puisse rentrer chez elle saine et sauve.

Les oiseaux — qui symbolisent l'espoir au sein de la culture chinoise — ont été fabriqués par les écoliers, les membres du personnel et les parents d'élèves de l'école publique Seneca Hill afin de montrer que leurs pensées étaient avec Cecilia et sa famille, ont fait savoir des responsables de l'établissement, hier.

« Les grues de papier sont tirées d'une légende chinoise voulant que si vous faites un millier de grues, l'un de vos souhaits se réalise », a affirmé Evelyne Chadband, directrice de Seneca Hill.

M^{me} Chadband a ajouté que les enfants,

les parents et les responsables de l'école tentaient de faire face à l'enlèvement de la fillette, survenu le 20 octobre. Cecilia Zhang, seule enfant de Raymond Zhang et Sherry Xu, a été portée disparue après que sa mère eut découvert sa chambre vide, peu avant que la fillette ne doive se rendre en classe.

« Nous avons fait pas mal d'efforts afin de poursuivre nos routines quotidiennes et de faire en sorte que les choses soient aussi normales que possible pour les enfants, parce que pour les jeunes enfants, la routine signifie la sécurité », a indiqué M^{me} Chadband.

La police n'a dévoilé aucune information nouvelle, hier, au sujet des efforts menés afin de retrouver la fillette. Elle avait toutefois bon espoir que le segment portant sur sa disparition devant être diffusé dans le cadre de l'émission de télévision *America's Most Wanted*, ce soir, puisse lui permettre de trouver une piste à suivre.



Tous les jeudis dans LA PRESSE

Des résultats qui plaident en notre faveur



Guillaume Desmarais, Marie-Josée Leclair et Pierre-Louis Fortin-Legrès

Au concours international de plaidoirie René Cassin, qui s'est déroulé à Strasbourg, l'UQAM a remporté la 2^e place en se mesurant à 240 représentants de 60 universités, venus de 20 pays.

L'équipe de l'UQAM, composée de Guillaume Desmarais, Marie-Josée Leclair et Pierre-Louis Fortin-Legrès, a également obtenu le Prix de la meilleure équipe non-européenne ainsi que celui du meilleur mémoire en défense.

Toutes nos félicitations aux étudiants de l'UQAM ainsi qu'à leurs professeurs qui ont su leur enseigner l'art de la plaidoirie et de l'argumentaire.

UQAM
Prenez position

Information
Département des sciences juridiques
www.juris.uqam.ca

3175962A

ÉTATS-UNIS

Le nombre de familles ne mangeant pas à leur faim augmente encore

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON – Environ 12 millions de familles américaines l'an dernier se sont parfois trouvées dans une situation où elles craignent de ne pas avoir les moyens de se nourrir et 32 % d'entre elles ont effectivement été confrontées à la faim.

Selon les chiffres rendus publics mercredi par le ministère américain de l'Agriculture, c'est la troisième année consécutive que l'on constate une augmentation du nombre de foyers où la faim fait partie des soucis récurrents, et ceux où la crainte de n'avoir pas assez d'argent pour joindre les deux bouts est une préoccupation — notamment pour s'acheter à manger.

Basées sur une étude du Bureau américain du recensement, ces statistiques sont des extrapolations de la situation de 50 000 foyers. Le ministère de l'Agriculture estime que l'on a eu faim dans 3,8 millions de familles l'an dernier aux États-Unis, au point où l'on a parfois sauté des repas par manque de moyens. Il s'agit d'une augmentation de 8,6 % par rapport à 2001 et de 13 % par rapport à 2000.

Dans un nombre croissant de familles, on n'a pas suffisamment de réserves dans le garde-manger et on craint de ne pas avoir les moyens de faire des provisions. L'an dernier,

11 % des 108 millions de familles aux États-Unis étaient dans cette situation (+5 % par rapport à 2001 et +8 % par rapport à 2000).

Malgré leur manque d'argent, la majorité des familles pauvres font le maximum pour nourrir leurs enfants. Toutefois, estiment les auteurs de l'étude, au moins un enfant dans quelque 265 000 familles ont parfois sauté des repas l'an dernier parce que leur famille n'avait pas les moyens d'acheter à manger ou qu'il n'y avait rien à manger chez eux.

Margaret Andrews, économiste au Ministère et auteur de cette étude annuelle, souligne que la prévalence de la faim et de l'insécurité alimentaire est clairement liée au taux de pauvreté car les deux réalités fluctuent de concert.

De fait, les dernières estimations du Bureau du recensement montrent que la pauvreté est en augmentation aux États-Unis : 34,6 millions d'Américains étaient pauvres l'an dernier, soit 1,7 million de plus qu'en 2001.

Dans le même temps, l'Amérique se bat avec une obésité galopante : 65 % des adultes et 13 % des enfants sont trop gros, selon les Centres de prévention et de contrôle des maladies. Toutefois, la faim et l'obésité peuvent coexister chez le même individu, rappelle Barbara Laraia, professeur de nutrition à l'Université de Caroline du Nord-Chapel Hill. Les pauvres tendent en effet à acheter des mets fortement caloriques mais faibles en éléments nutritifs.

VOLT
AMBIANCE

10%
de rabais*



* Voir conditions en magasin. Sur marchandise à prix régulier seulement.

4084, boul. Saint-Laurent Montréal QC
(514) 842-2211
www.voltambiance.com

3175962B

« Toujours innovateur, BOSS donne un air décontracté à cette élégante veste de cachemire. »

Harry Rosen

LE CHOIX DE HARRY ● Veste en mélange de cachemire BOSS Hugo Boss, 695 \$.

Idéale pour les promenades le week-end et pouvant se porter sur un veston sport, cette veste trois-quarts allie caractère sportif à formidable fonctionnalité. Faite d'un luxueux mélange de cachemire et de laine, cette veste d'une finition impeccable est pourvue d'une pochette intérieure pour téléphone cellulaire et d'autres particularités convenant à la vie d'aujourd'hui.

HARRY ROSEN

Le pape met en garde les décideurs contre la suppression des symboles religieux à l'école

D'APRÈS AP ET AFP

CITÉ DU VATICAN – Le pape Jean-Paul II a est intervenu hier dans le débat sur la présence de crucifix dans les écoles publiques italiennes, en disant à des responsables européens que la suppression de symboles religieux chers à une partie de la société pouvait conduire à l'instabilité et même à des conflits au sein des communautés multiethniques en Europe.
Des hommes politiques italiens et

des responsables de l'Église catholique ont dénoncé la décision d'un juge qui, la semaine dernière, a ordonné la suppression des crucifix dans une école primaire. Le juge était intervenu à la suite d'une plainte déposée par un militant islamiste dont les fils sont inscrits dans cette école.
Un tribunal a délivré hier une injonction temporaire contre la suppression des croix, en attendant une audience sur ce sujet le 19 novembre.

Jean-Paul II s'adressait à des dirigeants politiques chargés des forces de police de l'Union européenne qui avaient auparavant rencontré à Rome des responsables chrétiens, juifs et musulmans pour discuter de questions de religion et d'immigration, source de tensions croissantes sur le continent.
Il n'a pas mentionné spécifiquement le débat italien, mais il a souligné que « la reconnaissance du patrimoine religieux spécifique d'une société exige la reconnais-

sance de symboles que la qualification ».
Les supprimer « au nom d'une interprétation incorrecte du principe d'égalité » peut devenir un « facteur d'instabilité et par conséquent de conflit », a-t-il prévenu.
Une telle démarche « s'avérerait vaine et peu démocratique, étant contraire à l'âme des pays et aux sentiments de la majorité de leurs populations », a-t-il affirmé.
« Si, au nom d'une interprétation non correcte du principe d'égalité,

on renonçait à exprimer cette tradition religieuse, la fragmentation des sociétés multiethniques et multiculturelles d'aujourd'hui pourrait facilement se transformer en un facteur d'instabilité et même de conflit », a-t-il averti.
L'Italie, majoritairement catholique, est un État laïque, mais une loi datant des années 1920 stipule que les écoles doivent disposer de crucifix.
Un militant islamiste a obtenu en cour la suppression du crucifix.

ON CÉLÈBRE NOTRE  10^e ANNIVERSAIRE

RÉNO DÉPÔT®



C'est garanti!

14 SUCCURSALES!

- ANJOU
- BEAUPORT
- BROSSARD
- GATINEAU
- LASALLE
- LAVAL
- MARCHÉ CENTRAL
- NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
- POINTE-CLAIRE
- QUÉBEC
- ROSEMÈRE
- SHERBROOKE
- STE-DOROTHÉE
- ST-HUBERT

VOUS NE POURREZ TROUVER MOINS CHER AILLEURS!



Honeywell

CHAUFFERETTE CÉRAMIQUE «QUICK HEAT»
1 500 W. Fini blanc ou noir. Réglages de chaleur variés. Thermostat réglable.

28⁸⁸
HZ-315C (278096)



Fellini

CHAUFFERETTE-HUMIDIFICATEUR OSCILLANT
Ivoire. 1 500 W. 115 V. Fonctionnement combiné ou séparé. 2 vitesses.

59⁷⁶
13-05001 (278728)



Honeywell

CHAUFFERETTE RADIANTE OSCILLAIRE PARABOLIQUE
700/1 400 W.

48⁷⁷
(260290)



Honeywell

HUMIDIFICATEUR «COOL MOISTURE»
4 gal. par jour. Contrôle numérique. 4 vitesses. Arrêt automatique au degré d'humidité désiré.

58⁷⁷
(278091)



Clairion

RADIATEUR À CONVECTION
750/1 500 W. Avec thermostat. Silencieux. Boîtier en métal robuste.

69⁹⁵
HC-1500 (279257)



SUPER

CHAUFFERETTE RADIANTE OSCILLAIRE PARABOLIQUE
700/1 400 W.

48⁷⁷
(260290)



NOUVEAU! **VICKS**

HUMIDIFICATEUR «WARM MOIST»
2 gal. Blanc. 12 heures d'opération par remplissage. 2 options de réglage. Arrêt automatique. Contenant pour médicaments. Garantie limitée 3 ans.

38³³
(284851)

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION DEPUIS **10 ANS!**

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 6 novembre 2003. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10 % de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt inc. 2003.

SCIENCES

Découverte de la galaxie la plus grande et la plus chaude de l'univers

DAVID BRISCOE
ASSOCIATED PRESS

HONOLULU – Une équipe internationale d'astronomes utilisant de puissants télescopes à Hawaï affirme avoir découvert la galaxie la

plus grande, la plus brillante et la plus chaude jamais observée dans l'univers.

Située à 12 millions d'années-lumière, la galaxie « Arc du Lynx » contiendrait plus d'un million d'étoiles brûlantes. Sa découverte a

été annoncée jeudi par les observatoires W.M. Keck à Hawaï et rapportée dans le dernier numéro de *Astrophysical Journal*.

En temps normal, la galaxie ne peut être observée car ses étoiles sont apparues il y a très longtemps

et sont très éloignées de la Terre. Mais l'utilisation de puissants télescopes et surtout un phénomène naturel dit de « lentille gravitationnelle », qui améliore la vision de l'objet céleste à partir de la Terre, ont permis de changer la donne.

Le super amas d'étoiles serait apparu seulement deux milliards d'années après la création de l'univers. S'il n'est pas unique, la vue qu'en ont obtenu les chercheurs l'est, souligne l'astronome Bradford Holden, de l'Université de Californie.

L'attraction gravitationnelle de la lumière venant d'une galaxie proche a étiré et amplifié naturellement l'image de l'amas. Ce phénomène a rendu Arc du Lynx plus brillant et visible que d'autres amas similaires.

Auparavant, la galaxie apparaissait aux astronomes comme un « arc rouge curieux » derrière la galaxie la plus proche, précise Bradford Holden. Il ajoute que l'observation de l'amas, favorisée par l'effet de lentille gravitationnelle, est une « coïncidence heureuse ».

La découverte a été réalisée par une équipe internationale d'astronomes et de chercheurs, dont Bradford Holden, dirigée par Bob Fosbury, de l'Agence spatiale européenne (ESA). Dans un communiqué, ce dernier souligne que cette percée marque une nouvelle étape dans les recherches qui pourraient permettre un jour d'observer les premières étoiles apparues après la création de l'univers.

« Cet objet remarquable est le plus proche de ce à quoi les objets primordiaux pourraient ressembler lorsque nous aurons des télescopes assez puissants pour les observer », a-t-il expliqué.

Arc du Lynx contient plus d'un million d'étoiles qui sont deux fois plus chaudes que les étoiles de notre galaxie, la Voie lactée, a souligné Bob Fosbury. Les chercheurs ont utilisé des télescopes optiques par rayons-X et infrarouges pour réaliser la découverte.

Un chèque de 5 000 000 \$, ça vous irait ?



Ce soir 5 000 000 \$

Ça change pas le monde, sauf que...

Phlébites : un nouvel anticoagulant efficace

STÉPHANIE NANO
ASSOCIATED PRESS

NEW YORK – Un nouvel anticoagulant facile d'utilisation offre la première solution de rechange au traitement de la prévention de phlébite ou d'embolie pulmonaire par la warfarine, médicament délivré depuis 50 ans à des millions de patients pour prévenir chez eux la formation de ces caillots sanguins.

Deux études sur le ximelagatran sont publiées dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine*.

La nouvelle molécule a été testée auprès de 17 000 patients. Elle s'est montrée aussi efficace, voire plus efficace que la warfarine dans la prévention des accidents les plus dangereux. Le ximelagatran agit plus vite que son prédécesseur et ne nécessite pas de contrôles sanguins fréquents.

Selon les résultats des études, le ximelagatran réduit le risque de caillots sanguins de 25 % après une chirurgie du genou, et réduit de façon significative le risque à long terme de récurrence chez les personnes ayant déjà souffert de phlébite ou d'embolie pulmonaire.

Le fabricant, la firme AstraZeneca, a fait une demande de mise sur le marché européen de son produit innovant, et espère rejoindre cette année le marché américain.

Le ximelagatran est un anticoagulant qui agit sur un des facteurs de la coagulation, alors que la warfarine en cible plusieurs. Il agit par ailleurs plus vite et ne présente pas les mêmes effets indésirables, notamment le risque hémorragique.

La première étude, suédoise, concerne 1223 personnes réparties dans 18 pays. Les chercheurs ont cherché à évaluer l'efficacité du ximelagatran dans la prévention des récurrences de phlébites ou d'embolie pulmonaire. Selon les résultats, 12 des patients sous ximelagatran ont récidivé, contre 71 dans l'autre groupe, soit une réduction de 84 %.

La seconde étude a cherché à savoir si une dose plus importante de ximelagatran serait plus efficace dans la prévention de phlébites et d'embolies pulmonaires, après une chirurgie du genou. Environ 2300 personnes réparties dans cinq pays ont reçu une ou deux doses de warfarine ou de ximelagatran, pendant les 12 premiers jours au moins suivant l'intervention.

D'après les résultats, 20 % d'entre eux environ ont développé un caillot dans le groupe recevant une forte dose de ximelagatran, 25 % dans le groupe le moins dosé et 28 % dans le groupe sous warfarine.

18 ans +



LOTO
QUÉBEC

MISE SUR TOI
1 866 SOS-JEU

www.loto-quebec.com

Vers la vente d'aliments issus du clonage ?

JÉRÔME BERNARD
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Un rapport de l'agence américaine pour la sécurité alimentaire (FDA) estimant sans danger le lait et la viande issus d'animaux clonés ouvre la voie à la commercialisation de ce type de produits aux États-Unis.

« Les produits comestibles issus de clones normaux et en bonne santé ou de leur progéniture ne semblent pas poser de risque accru pour la consommation alimentaire comparé à des produits issus d'animaux non-clonés », affirme le résumé du rapport de la FDA publié hier.

La FDA n'a pas encore pris la décision d'autoriser ou non la commercialisation de produits alimentaires issus d'animaux clonés. Le rapport complet qui doit être publié d'ici la fin de l'année pourrait l'encourager à donner son feu vert l'an prochain.

« Nous n'avons pas autorisé pour le moment l'entrée des animaux clonés dans la chaîne alimentaire. Cette décision n'a pas été prise. Le moratoire reste effectif jusqu'à ce que nous examinons les données », a assuré Lester Crawford, directeur adjoint de la FDA, lors d'une conférence de presse.

Aucune réglementation n'interdit aux États-Unis la vente de produits alimentaires issus d'animaux clonés ou de leur progéniture, mais la FDA a demandé aux éleveurs tentés par le clonage d'observer un moratoire.

Certains agriculteurs sont intéressés par le clonage animal pour améliorer la qualité de leurs troupeaux en copiant les meilleurs animaux. Étant donné le coût d'un animal cloné, il est peu probable qu'il soit envoyé directement à l'abattoir. Le lait et la viande de sa progéniture ont en revanche plus de chance d'entrer dans la chaîne alimentaire.

Inquiétudes...

La publication de la version résumée du rapport de la FDA a suscité une vive réaction parmi les organisations de consommateurs américains.

« Toutes les données (contenues dans le rapport) viennent de groupes qui soutiennent le clonage animal », a dénoncé Carol Tucker Foreman, la responsable de la politique alimentaire à la Fédération des consommateurs d'Amérique (CFA).

« La FDA semble agir sous la pression politique pour promouvoir le clonage animal, au lieu de promouvoir la santé publique », a-t-elle ajouté dans un communiqué.

« Nous ne proposons pas d'interdire le clonage animal. Nous demandons que le pays ait un débat sur l'utilisation appropriée de ce clonage », a-t-elle déclaré, estimant que les produits issus d'animaux clonés devraient être « clairement étiquetés comme tels ».

... et prudence

Conscient de l'inquiétude de nombreux consommateurs américains, Lester Crawford a multiplié les déclarations prudentes.

« Il y a une inquiétude au sein de la société concernant cette technologie. Aussi nous attendons des réactions et des commentaires » sur ce rapport émanant de consommateurs, d'associations et de groupements professionnels avant que la FDA prenne une décision, a-t-il dit.

Des moutons, des veaux, des souris, des lapins et des porcs ont été clonés avec succès depuis la naissance en 1996 du premier animal clone au monde, la brebis Dolly.

Dolly, née après 276 tentatives qui avaient produit de nombreux animaux anormaux, a été euthanasiée en février dernier, car elle souffrait d'anomalies chromosomiques et d'une maladie pulmonaire incurable.

En 2002, les raéliens avaient annoncé la naissance pour la première fois d'un bébé issu du clonage humain mais aucune preuve n'est venue étayer ses affirmations.

La communauté internationale est divisée sur la question du clonage humain. Certains pays souhaitent l'autoriser à des fins thérapeutiques, les autres dénoncent les conséquences incalculables d'un point de vue éthique.

Comment cloner l'humain

MATHIEU PERREAULT

Comment cloner un humain. Le titre est provocateur. Non, il n'est pas tiré d'un manuel raélien. C'est le titre d'un article publié aujourd'hui par la très sérieuse revue scientifique *Nature Reviews*.

L'article, cosigné par le « père » de la célèbre brebis clonée Dolly, l'Écossais Ian Wilmut, décrit la marche à suivre pour rendre le clonage sans danger pour l'homme. Les tares des clones animaux sont énumérées et un plan de recherches exhaustives pour mieux comprendre le processus du clonage est détaillé.

Les auteurs se défendent de vouloir faciliter le clonage « reproductif ». « Ils sont très clairs sur leur opposition morale au clonage reproductif », indique François Pothier, biologiste à l'Université Laval, qui a travaillé sur le clonage. Appelé par *La Presse* à commenter l'article, il explique :

« Ils proposent une réflexion éthique sur la question. Pour une fois, la technologie n'est pas au point et nous pouvons y réfléchir avant d'en bénéficier. »

Le clonage que promet l'article servirait à obtenir des cellules souches, des « pièces de rechange » pour le corps humain. C'est le clonage « non reproductif ». M. Pothier estime toutefois que les auteurs vont un peu vite en besogne : « Ils soulignent les promesses du clonage non reproductif, mais en même temps ils admettent qu'il est possible que les cellules souches issues du clonage deviennent cancéreuses. Je pense que beaucoup de tests sont nécessaires avant de promouvoir le clonage non reproductif. »

Ce n'est pas le seul aspect dérangeant de l'article. Dans un passage, on évoque les « inquiétudes » que provoque le clonage reproductif, puis on enchaîne immédiatement en affirmant qu'il

est « vital que les questions de sécurité relatives au clonage soient examinées — il s'agit d'une urgence ». Ou encore : « Sans ces informations (une bonne compréhension des mécanismes du clonage), les tentatives

« On sait que le clonage marche. Mais pour comprendre comment bien le faire, il faut comprendre les mécanismes. »

de cloner des humains à des fins reproductives pourraient au mieux être qualifiées de scientifiquement naïves, et au pire d'irresponsables. »

Comprendre les mécanismes

En d'autres mots, les auteurs de l'article proposent de rendre le

clonage sûr au cas où un savant fou déciderait de faire naître des clones. On peut aussi se demander si une bonne compréhension des mécanismes du clonage n'enlèverait pas certains freins moraux aux scientifiques pour le moment opposés au clonage reproductif : serait-il encore « scientifiquement naïf » et « irresponsable » ? Le professeur Pothier n'avait pas interprété les passages en question de cette manière, mais en les relisant il admet qu'ils sont ambigus.

D'une manière générale, les auteurs estiment que les tares des clones animaux sont attribuables soit au milieu de culture artificiel où ils passent leurs premiers jours, soit à la technique elle-même. Ils proposent un programme d'analyses génétiques à différents moments de la gestation et préviennent qu'il est possible que certaines cellules des embryons clonés soient altérées : les analyses devront donc être répétées de nombreuses fois pour arriver à

une certitude. « En gros, on est à une étape où on veut savoir ce qui se passe dans la boîte noire du clonage, dit M. Pothier. On sait que ça marche, on en a fait la preuve empirique. Mais pour comprendre comment bien le faire, il faut comprendre les mécanismes. »

Vous ne trouvez pas les mots ?

Dites-le presto avec une photo.



- Une fois votre photo prise, vous pouvez l'envoyer instantanément à un autre photo-téléphone TELUS*, à une adresse électronique ou à un album en ligne.
- Toutes vos photos peuvent être accompagnées de sons, de messages vocaux ou de texte.
- De plus, envoyer une photo coûte 25 cents seulement.

Obtenez 30 jours GRATUITS de messagerie photo* PLUS
Jusqu'à 6 mois d'appels locaux illimités au Canada†

TELUS
mobilité^{MC}
le futur est simple^{MD}

Pour en savoir plus, visitez telusmobilité.com ou l'un de nos marchands ou détaillants TELUS Mobilité autorisés.

FUTURE SHOP

ÉVÉNEMENTS

LA MAISON TECHNOLOGIQUE

TELE PLUS

UNION

DRAMA

COMPLÉMENT

Compagnie

Home

WAL-MART

Zellers

Ce téléphone n'est pas offert dans tous les emplacements. La messagerie photo est seulement offerte dans nos zones de couverture numérique 1X. Pour obtenir plus de détails et voir nos cartes de couverture, visitez telusmobilité.com. Nouvelles mises en service seulement. Offres valables jusqu'au 31 décembre 2003. *Seuls les clients de TELUS Mobilité abonnés à la messagerie photo pourront visualiser les messages photos à l'aide de leur appareil. †Toutes les offres incluent la messagerie photo (envoi et réception) gratuite pendant 30 jours à partir de la date de mise en service. ‡Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Offre valable avec les forfaits Parlez 20, Parlez 25, Parlez 50, Parlez 75, Parlez 100, Parlez 150, Parlez 200, Parlez Week-end, Temps libre TELUS 30 et Parlez 40 Plus. © 2003 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE.

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial
Le Boulevard
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
Centre-ville rue Saint-Denis
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary,
bureau GR-2
La Zone SCP
6321, route Transcanadienne
bureau 1470

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent

D2 Technologie
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications inc.
3832, boul. Côte-Vertu

Westmount

La Zone SCP
1308, av. Greene

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radiocommunication inc.
9, boul. de la Seigneurie,
bureau 7

Joliette

Multicom Communications 2000
159, boul. Antonio-Barrette

Laval

Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L.
Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Proxi Télécom inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny

Galeries Rive-Nord
Technicom
346, rue Notre-Dame, bureau C

Rosemère

Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, bureau 102

Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

Terrebonne

Galeries de Terrebonne
SRAD Communications inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno

Belœil

Cellulaire +
559, boul. Laurier

Candiac

D2 Technologie
89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park

Proxi Télécom inc.
3814, boul. Taschereau

Sainte-Julie

Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

MONTRÉAL PLUS

La ville fête l'Halloween



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Les cols bleus et leurs enfants ont installé des décorations de circonstance devant la maison du maire Gérard Tremblay, à Outremont.

Les cols bleus réclament des bonbons au maire Tremblay

TRISTAN PÉLOQUIN

Le maire de Montréal, Gérard Tremblay, a eu à satisfaire beaucoup de petits monstres hier soir. Plusieurs dizaines de cols bleus, accompagnés pour la plupart de leurs enfants, ont tenu leur manifestation « spécial Halloween » devant sa résidence d'Outremont.

Arrivés à bord de neufs autobus d'écoliers, les syndiqués ont rapidement « décoré » la façade de la maison du maire de citrouilles, de banderoles, de paille et de neige artificielle.

Un tombeau à l'intérieur duquel se trouvait un mannequin à l'effigie de M. Tremblay a également été déposé sur place, aux côtés de trois fausses pierres tombales sur lesquelles on pouvait notamment lire « R.I.P. Montréal » et « R.I.P. Caron, Trudeau, Miranda », en référence aux conseillers qui ont récemment quitté l'équipe du maire.

Équipés de puissants haut-parleurs, les cols bleus ont scandé slogans et discours pendant une bonne demi-heure, tandis que le maire, déguisé en croque-mort, distribuait lui-même des friandises aux enfants. Les cols bleus avaient remis à ces derniers des bonbonnes de neige artificielle afin qu'eux aussi participent à la décoration.

Le maire souriait...

Souriant, M. Tremblay a refusé de commenter la situation. Interpellé par un des dirigeants du syndicat, le maire a également refusé de donner son avis sur l'érection, cette semaine, d'une statue de l'ancien président des cols bleus, Jean Lapierre.

Au moins une vingtaine de policiers ont été dépêchés sur les lieux. La rue a dû être entièrement fermée à la circulation.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Vous avez dit « petits monstres » ?...

Même si elle s'est déroulée sans violence et dans un calme relatif, la manifestation n'a visiblement pas fait l'affaire des résidents du quartier. « C'est dégueulasse ! s'est

trouilles et à cause des enfantillages des cols bleus, aucun enfant ne viendra chez nous. »

« Les cols bleus sont lâches et hypocrites. On dirait une réunion du

nuelle Jimenez, une autre voisine.

Sans contrat de travail depuis le 30 avril 2002, les cols bleus de Montréal ont entamé les moyens de pression il y a maintenant près d'une an.

Ailleurs au Québec, aucun incident n'avait été signalé, hier, au moment de mettre sous presse.

Par mesure de prévention, la plupart des municipalités ont renforcé la sécurité dans les rues. À Montréal, 200 policiers du SPVM et 90 cadets ont donné un coup de main aux effectifs normalement en fonction. Des pompiers et environ 250 bénévoles as-



PHOTO PATRICK SANSFAÇON, LA PRESSE ©

Pas mal, cette récolte ! Comme ses copains du centre de la petite enfance Le Petit Palais, Thomas Reddy, âgé de 4 ans, a passé l'Halloween dans les bureaux du palais de justice de Montréal où, exceptionnellement, tous les gros oiseaux, Spiderman et petites princesses étaient les bienvenus, hier.

suraient également la surveillance dans les rues.

L'ex-entraîneuse de l'équipe canadienne féminine de hockey sur glace, Danielle Sauvageau, « déguisée » en porte-parole du SPVM pour l'occasion, a pour sa part déploré que certains médias aient « fait tout un plat » en associant la célébration de l'halloween aux rumeurs de tentatives d'enlèvement qui circulent depuis les dernières semaines.

« Je comprends que les médias veuillent souligner l'importance des mesures de sécurité pour les enfants, mais en même temps, il y a tellement de parents dans les rues, qu'il faut faire attention à ce qui est véhiculé. La soirée de l'Halloween n'est pas plus dangereuse pour les enfants que n'importe quelle autre », a-t-elle dit.

Un tombeau à l'intérieur duquel se trouvait un mannequin à l'effigie de M. Tremblay a été déposé sur place...

insurgée Marcelle Leblanc, une des voisines immédiates du maire. L'Halloween est une fête pour les enfants. Nous avons passé la semaine à décorer des dizaines de ci-

Ku Klux Klan, avec leurs slogans débilés et leurs drapeaux blancs du SFCP (Syndicat canadien de la fonction publique) qui flottent dans les airs », a renchéri Éma-

Suivez vos titres en direct.

www.lapresseaffaires.com, la référence en information économique.
Bourse en direct, forums, portefeuille personnalisé et plusieurs outils indispensables.

LA PRESSE AFFAIRES.com

EN BREF

Procès de Boucher : premières délibérations

À Montréal, le jury a terminé sa première journée de délibérations sans être parvenu à un verdict au procès de Stéphane Boucher, accusé d'avoir tué le policier Benoît L'écuyer il y a un an et demi.

Le jury est séquestre depuis la fin de la journée jeudi après que le juge James Brunton eut donné ses directives. Le juge avait ouvert l'hypothèse d'acquitter l'accusé pour cause de « légitime défense », une notion sur laquelle s'est appuyé Boucher, qui a témoigné dans le procès.

Si le jury rejette la version de l'accusé, il aura à considérer trois possibilités : coupable d'un meurtre au premier degré, au second degré ou d'un homicide involontaire.

— Presse Canadienne

SNC-Lavalin primée

La firme de génie-conseils SNC-Lavalin a été récompensée par des Américains pour les travaux de réfection réalisés sur le pont Jacques-Cartier en 2001 et 2002.

Un organisme de Chicago spécialisé dans le domaine de l'ingénierie, le Precast/Prestressed Concrete Institute, a remis à SNC le prix de la conception 2003.

SNC-Lavalin a dirigé le consortium chargé de reconstruire entièrement le tablier du pont, les travaux de réfection les plus importants jamais entrepris au Canada pour un pont. SNC-Lavalin était chargée de l'ingénierie détaillée, de la conception et de la gestion de la construction, alors que des partenaires fournissaient les services de montage et de préfabrication.

Le pont Jacques-Cartier a été choisi entre 138 dossiers en nomination comme étant le projet de réfection de pont le plus réussi en 2003.— Presse Canadienne

Du colorant cancérigène dans le Tandoori Masala

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) avise la population de ne pas consommer de Tandoori Masala de marque Rajah : il pourrait contenir un colorant non autorisé, le sudan I, considéré comme cancérigène.

Le Tandoori Masala de marque Rajah vendu en sacs de 100 g, de 400 g et de 1 kg, ou en boîtes de 100 g, et portant une date de péremption antérieure au 18 juillet 2005 est visé par le présent rappel.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a rendu une ordonnance qui exige que toute personne qui vend, commercialise ou distribue le produit visé le retire du marché.

Au Canada, il est interdit d'utiliser le sudan I comme colorant alimentaire. Il cause le cancer chez les animaux de laboratoire, et ces résultats pourraient être importants en termes de santé humaine.— Presse Canadienne

TIMBRES EXPO LAVAL

Centre PIERRE-CHARBONNEAU
3000, rue Viau (stade Olympique)
Montréal, Québec

Ven. 7 nov. : 11 h à 18 h
Sam. 8 nov. : 10 h à 18 h
Dim. 9 nov. : 10 h à 16 h

GRANDE EXPOSITION PHILATÉLIQUE des timbres du pape Jean Paul II à l'occasion du 25^e anniversaire de son pontificat.

- Admission **GRATUITE** Timbres Disney pour jeunes **GRATUITS**
- Recevez un coupon de 10% d'escompte à l'entrée avec cette annonce.

Plusieurs marchands du Canada et des États-Unis
Pour plus d'informations, téléphonez au (450) 687-0632 ou voyez notre site Internet : www.topicalsetc.com

« Je n'étais peut-être pas un bon mari, mais j'étais un bon père »

Admet David Schwisberg, contre-interrogé au procès de son ex-femme

ÉVÈNEMENT
Procès devant jury de Lisa Samberg, accusée du meurtre prémédité de sa fillette de 16 mois.

THÉORIE DE LA COURONNE
Samberg a tué sa fille pour se venger de son ex-mari.

THÉORIE DE LA DÉFENSE
Samberg était très malade psychologiquement quand elle a tué sa fille.

CHRISTIANE DESJARDINS

Engueulades, insultes, coups de poing dans les murs et vaisselle qui volait dans les airs. Voilà l'atmosphère qui régnait chez le couple Samberg-Schwisberg, et même après leur séparation, a admis hier David Schwisberg, qui était contre-interrogé dans le cadre du procès de son ex-femme, Lisa Samberg, au palais de justice de Montréal, pour le meurtre de leur fillette de 16 mois.

« On s'insultait, on se criait après, on se rudoyait. Les coups de poing dans les murs, on le faisait les deux. Elle menaçait toujours que je ne venrais plus la petite », a dit l'homme de 37 ans. Il reconnaît qu'il a menti à sa femme. « J'étais contrôlé sur tout ce que je faisais. Je ne pouvais rien faire, rien n'était jamais correct. Une fois, elle m'a demandé si j'avais fumé. J'ai dit non, elle l'a senti sur mes vêtements, elle était fâchée. Elle surveillait tout ce que je faisais. »

Schwisberg reconnaît aussi qu'il a fait

une thérapie pour contrer son agressivité. « Il y a des situations qui m'enrageaient », avoue-t-il. Lisa, dit-il, avait pour sa part un problème d'alcool. Il savait aussi qu'avant de le rencontrer, en 1998, elle avait essayé de se suicider deux fois.

Il concède qu'elle était une très bonne mère pour la petite, mais soutient qu'elle était hyperprotectrice. Après leur séparation, en 2001, elle refusait que le père garde l'enfant à coucher chez lui. Elle refusait aussi que la petite se fasse garder, surtout par la mère de son ex-mari. Enfin, ceux qui étaient autorisés à toucher l'enfant devaient d'abord se laver les mains pendant au moins 30 secondes.

Dans les semaines précédant le drame, ils ont fait une tentative de réconciliation qui n'a pas fonctionné. La mère était tourmentée par l'approche de la quarantaine. Lors d'une dispute, son

Ceux qui étaient autorisés à toucher l'enfant devaient d'abord se laver les mains pendant au moins 30 secondes.

ancien mari lui a dit que son cadeau serait le divorce. Il lui a aussi souligné qu'il était allé voir un avocat et avait appris que ce qu'il devrait lui donner comme pension était beaucoup moins élevé que ce qu'il lui versait. Sa femme a été très affectée.

« Avec ça, Sara-Jade et moi on va vivre dans un trou infesté de rats », a-t-

elle crié. M. Schwisberg reconnaît aussi qu'une fois, « dans un des pires moments », il lui a dit : « Je te déteste, je t'aime, je voudrais que tu sois morte. »

La veille du drame, le 19 juin 2002, Samberg lui a téléphoné pour lui demander de prendre Sara-Jade parce qu'elle ne se sentait pas bien. Comme il n'avait pas de lit pour la petite — son ex-femme n'avait pas voulu qu'il en achète, dit-il — il a préféré la lui laisser pour la nuit. Le lendemain matin, en entendant les menaces qu'elle lui avait laissées sur le répondeur pendant la nuit, entre autres de tuer l'enfant, il s'est rué chez elle et a apporté du lait. Samberg semblait plus calme. Il a joué avec la petite dans le salon avant d'aller travailler. « Je n'étais peut-être pas un bon mari, mais j'étais un bon père », a-t-il dit.

Avant qu'il parte ce matin là, son ex-femme lui a encore demandé de prendre l'enfant parce qu'elle ne se sentait pas bien. Il devait travailler — pour payer la pension de Samberg, a-t-il précisé — et il a offert de demander à sa mère de la garder. Ce qui l'a mise en rogne. « Non, laisse faire, je vais être correcte, va travailler. »

Ce jour-là, Samberg a drogué l'enfant et l'a étouffé avec un sac de plastique. Puis elle a elle-même pris des cachets et s'est tailladé les poignets. Elle a été retrouvée errante et confuse le lendemain matin. Elle voulait se jeter du haut d'un viaduc, mais n'en avait pas la force, a-t-elle dit aux policiers.

Après ce témoignage, la défense a entrepris de présenter sa propre preuve. Des psychiatres viendront témoigner.

Arte Pelle

VÊTEMENTS & MEUBLES DE CUIR DISTINCTIFS

ACCESSOIRE À 1/2 PRIX À L'ACHAT D'UN MEUBLE DE CUIR

Centrepolis, coin St-Martin et autoroute 15 à Laval (derrière le cinéma Colossus) tél.: (450) 978-3030

*À partir du prix régulier et pour un temps limité

Régulier: 1225\$ Solde: 699\$ (MODELE P063)

Régulier: 825\$ Solde: 495\$ (MODELE L391)

Régulier: 1325\$ Solde: 995\$ (MODELE CHEUR600)

Régulier: 3995\$ Solde: 2995\$ (MODELE ARTVABP)

Super tarifs, chaleureusement vôtres !



Réservez aux bas tarifs de notre super solde d'ici le 4 novembre 2003, et voyagez jusqu'en mars 2004.

WestJet réchauffe les cœurs cet hiver et vous aide à vous rapprocher des gens et des endroits que vous voulez voir ou revoir. Profitez-en, simplement en réservant votre vol d'ici le **4 novembre 2003**. Ces tarifs sont offerts sur westjet.com, où vous économisez 6 \$ sur le tarif aller-retour, en plus d'accumuler de précieux milles de récompense AIR MILES™. Nos tarifs sont légèrement plus élevés sur réservations faites par le biais de notre Super Centre des ventes. Et peu importe où et quand vous vous envolerez, comptez sur les collations et boissons gratuites WestJet, autant que sur notre service plaisant et chaleureux, pour vous y rendre... le sourire aux lèvres et le cœur au chaud.

Réservez d'ici le **4 novembre 2003** pour voyager n'importe quel **mardi, mercredi, jeudi** ou **samedi** jusqu'au **11 mars 2004**. Les tarifs « aller » annoncés incluent le rabais internet de 3 \$. Tarifs légèrement plus élevés sur réservations téléphoniques faites par le biais de notre Super Centre des ventes.

LA DESSERTE DE L'AÉROPORT DE DORVAL	À PARTIR DE 64* \$ ALLER SIMPLE VERS HALIFAX	À PARTIR DE 66* \$ ALLER SIMPLE VERS HAMILTON	À PARTIR DE 119* \$ ALLER SIMPLE VERS WINNIPEG	À PARTIR DE 119* \$ ALLER SIMPLE VERS THUNDER BAY	À PARTIR DE 119* \$ ALLER SIMPLE VERS MONCTON	À PARTIR DE 139* \$ ALLER SIMPLE VERS CALGARY	À PARTIR DE 139* \$ ALLER SIMPLE VERS EDMONTON
	À PARTIR DE 172* \$ ALLER SIMPLE VERS REGINA	À PARTIR DE 172* \$ ALLER SIMPLE VERS SASKATOON	À PARTIR DE 174* \$ ALLER SIMPLE VERS VANCOUVER	À PARTIR DE 212* \$ ALLER SIMPLE VERS KELOWNA	À PARTIR DE 222* \$ ALLER SIMPLE VERS COMOX/VICTORIA	À PARTIR DE 232* \$ ALLER SIMPLE VERS GRANDE PRAIRIE	À PARTIR DE 242* \$ ALLER SIMPLE VERS PRINCE GEORGE

Victoria • Comox • Vancouver • Abbotsford • Prince George • Kelowna • Grande Prairie • Calgary • Edmonton • Fort McMurray • Saskatoon • Regina • Winnipeg • Thunder Bay • Windsor • London • Hamilton • Toronto • Ottawa • Montréal • Moncton • Halifax • Gander • St. John's

*Le nombre de places à ces tarifs est limité et ils ne sont pas nécessairement disponibles pour tous les vols. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont un peu plus élevés les autres jours de la semaine. Les taxes, les frais et les surtaxes sont supplémentaires s'il y a lieu. Non remboursable à 100 %. Cette offre peut être combinée avec d'autres tarifs. Achat préalable de 7 jours nécessaire. Les vols pourraient ne pas opérer les jours annoncés de vente. Dates de restriction à partir du 16 décembre au 5 janvier 2004. m/c Marque déposée/de commerce d'AR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Inc. et par WestJet.

SERVICE EN BOEING 737 COLLATIONS GRATUITES

RÉSERVATIONS DE VOITURE ET D'HÔTEL À WESTJET.COM

APPELEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU WESTJET AU 1.877.956.6982

RÉSERVEZ EN LIGNE À **westjet.com**

WESTJET le ciel canadien à bon prix

Grève en vue à la STM

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le syndicat des employés de l'entretien de la Société de transport de Montréal (STM) demandera demain à ses 2000 membres de voter sur une grève qui pourrait être déclenchée dès que les deux parties auront convenu des services essentiels à offrir.

Le président du syndicat, Pierre Saint-Georges, explique que les employés avaient choisi d'entreprendre une négociation intensive lors de la dernière assemblée, à la fin du mois de septembre, et de se prononcer sur un mandat de grève à la fin du mois d'octobre si rien ne bougeait. « Nous négocions depuis un an; s'ils s'entendent à ne pas avancer, on va réagir », ajoute-t-il.

Au début du mois d'octobre, les employés affectés à l'entretien avaient intensifié leurs moyens de pression dans les différents garages de la STM. Plusieurs actes de vandalisme avaient alors retardé le service ou empêché des véhicules de prendre la route.

La STM avait demandé l'intervention du Conseil des services essentiels, qui avait ordonné au syndicat de mettre un terme à ces moyens de pression. Cet épisode s'était dérou-

lé alors que les deux parties avaient entamé un sprint de négociations.

Il y a deux semaines, les discussions ont toutefois été rompues après que les représentants patronaux eurent refusé de s'asseoir avec les dirigeants syndicaux parce qu'ils portaient un t-shirt considéré comme offensant.

La STM a ensuite demandé l'intervention d'un conciliateur, entré en scène en début de semaine. Le syndicat a présenté une nouvelle proposition à la STM. La question pécuniaire se trouve au centre du différend entre les deux parties. Selon M. Saint-Georges, l'offre est identique à celle faite aux chauffeurs et opérateurs du métro, c'est-à-dire 8,7 % d'augmentation en quatre ans.

La STM fait face à d'importants problèmes budgétaires et réclame un meilleur financement du gouvernement du Québec. Il lui manque 56 millions pour boucler son budget 2004.

L'année dernière, la société de transport avait comblé un déficit de 18 millions en augmentant les tarifs et la participation de la Ville de Montréal ainsi qu'en réalisant des économies internes.

Affichage bilingue: Longueuil se conforme à la Charte

SÉBASTIEN RODRIGUE

Montrée du doigt par l'Office de la langue française (OLF), la Ville de Longueuil a modifié ses normes d'affichage des noms de rue dans l'arrondissement de Greenfield Park afin de faire une place prédominante au français par rapport à l'anglais.

Le comité exécutif de la Ville a adopté cette semaine une version remaniée de ses nouvelles normes en matière d'affichage. Le mois dernier, l'OLF lui avait reproché de mettre l'anglais et le français sur un pied d'égalité et de contrevenir à la Charte de la langue française.

À défaut d'obtenir des modifications, l'OLF avait prévenu l'administration du maire Olivier qu'elle inviterait le procureur général du Québec à se pencher sur cette infraction à la loi. Le directeur des communications de la Ville, François Laramée, précise qu'elle attend maintenant de voir si les changements satisfont l'OLF. Le conseil municipal aura ensuite à les approuver.

L'administration municipale conserve néanmoins le design simple choisi à l'origine: le nom de la rue inscrit en noir sur fond blanc et le nouveau logo de la Ville de Longueuil dans le coin supérieur droit. Mais cette fois-ci, le mot « rue » est 25 % plus gros que le mot « street » sur les plaques de l'arrondissement de Greenfield Park.

L'OLF reprochait à Longueuil d'avoir choisi un affichage où la taille des mots « rue » et « street » était identique. Pour être parfaitement en conformité avec la loi, l'affichage aurait dû être doublé (« Rue Springfield » et « Springfield Street ») ou avoir le mot « rue » plus imposant que « street ».

Le porte-parole de l'office, Gérald Paquette, indique pour sa part que les conseillers en francisation se réuniront la semaine prochaine afin de déterminer si le nouvel affichage donne une prédominance suffisante au français.

L'arrondissement de Greenfield Park peut afficher dans les deux langues en raison de son statut bilingue, acquis avant les fusions municipales. Longueuil remplacera les plaques actuelles par les nouvelles au fur et à mesure.

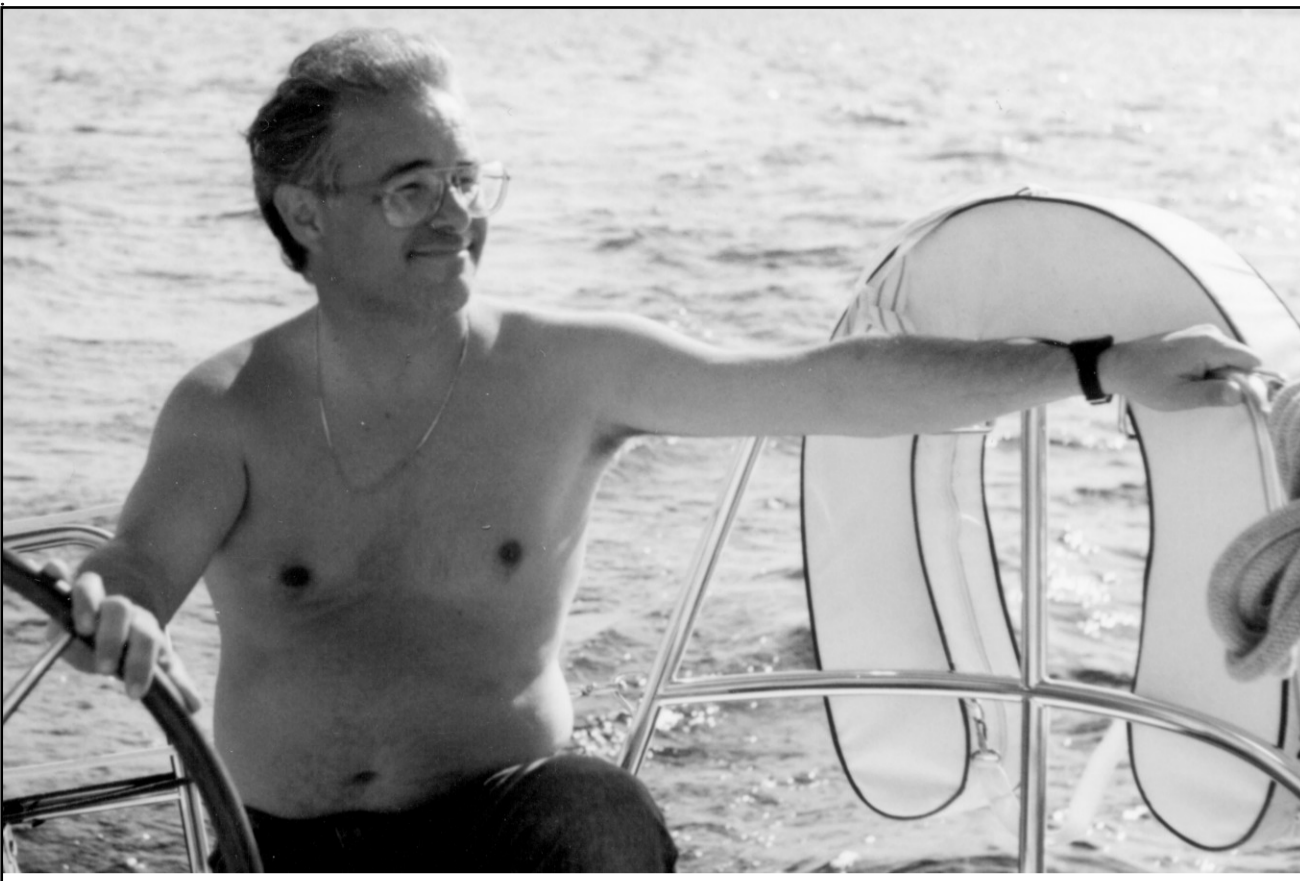
Le Québec fait bonne figure en recherche universitaire

L'Université de Montréal a récolté 383,4 millions en subventions de recherche en 2002, ce qui la place au deuxième rang canadien, après l'Université de Toronto. McGill suit de près avec 316,6 millions, ce qui lui vaut la troisième position du palmarès établi par la firme torontoise Research Infosource.

« Nous avons connu une croissance phénoménale, a commenté Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal. Nous sentons cependant venir un essoufflement, qui arrive au mauvais moment puisque nous sommes en période de recrutement de professeurs partout au Canada. »

Il est vrai que la croissance des subventions de recherche n'a été que de 12 % au pays en 2002, soit la moitié moins que les hausses des deux années précédentes.

— Marie Allard



Yves Fecteau n'a pas l'intention de se faire oublier.

Même s'il a le vent dans les voiles, Yves Fecteau a décidé de laisser un message à ses proches de son vivant. À sa femme Céline, à son fils François, à son jumeau André, à son frère Roger, à tous ceux qui comptent, il laisse l'héritage de sa voix, de ses souvenirs. Parce que chaque vie mérite d'être racontée, célébrée. Jamais oubliée.

SOUVIENS-TOI Un service de vidéo mémoire réalisé en collaboration avec Rita Lafontaine qui recueille vos souvenirs. Offert avec ou sans préarrangement. Pour tous les détails, appelez-nous au 514.MEMORIA (514.636.6742)

Voyez un extrait du vidéo mémoire de Yves Fecteau sur notre site : www.memoria.ca

Alfred Dallaire | MEMORIA

Chaque vie est une histoire.

3183273A

Campagne de vaccination gratuite contre la

GRIPPE

pour les 60 ans ou plus et les personnes à risque
dès le 1^{er} novembre

Pourquoi se faire vacciner ?

Parce que la grippe (ou influenza) est une **infection virale très contagieuse**.

Parce que la grippe peut entraîner de **sérieuses complications** qui peuvent parfois être mortelles pour certaines personnes particulièrement vulnérables.

Parce que le vaccin annuel contre la grippe est **le moyen le plus efficace de se protéger** contre cette infection.

Quand se faire vacciner ?

Le vaccin est offert à partir du 1^{er} novembre. La grippe sévit surtout en hiver. Pour vous protéger efficacement contre la grippe et recevoir le vaccin antigrippal, **prenez rendez-vous dès maintenant** auprès de votre médecin de famille ou à votre CLSC.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux considère que la vaccination est le moyen le plus efficace de se protéger contre la grippe.

www.msss.gouv.qc.ca/grippe

Santé
et Services sociaux
Québec



3179256A

Un projet de condos de huit étages dans une forêt sème la zizanie

LOUISE LEDUC

À l'instar de 258 municipalités au Québec, les citoyens de Lorraine iront aux urnes demain. Au cœur des débats dans ce coin des Basses-Laurentides : l'avenir d'une forêt de 64 hectares, menacée en son cœur par un projet résidentiel dont la hauteur pourrait atteindre huit étages.

Au porte-à-porte des candidats à la mairie s'ajoute depuis des semaines celui du groupe Enviro Mille-Îles, organisme de conservation qui s'est donné pour mission de sauver sept écosystèmes de la région, en commençant par le plus menacé à court terme par la construction immobilière, celui de la forêt du Grand-Côteau.

Depuis des semaines, Enviro Mille-Îles fait circuler une pétition

« On demande l'arrêt immédiat du projet de tours de huit étages et on exige la préservation de ces espaces verts. »

pour que la forêt soit transformée par Lorraine et Rosemère en parc intermunicipal.

Le terrain boisé chevauche les territoires de Lorraine, d'où partent des sentiers pédestres aménagés, et de Rosemère, qui préconise un projet immobilier sur sa partie de la forêt. De là l'urgence pour Enviro Mille-Îles de transformer le terrain, qui appartient actuellement à des particuliers, en parc.

« Nous avons demandé à un biologiste de faire l'évaluation de tout

le terrain, et sa première appréciation a été de dire que la construction en hauteur serait nettement préférable à la construction de maisons unifamiliales, a expliqué en entrevue téléphonique Monique Richer, la mairesse de Rosemère, qui défend ce projet. Au-delà de 50 % du terrain constructible du promoteur serait protégé. »

Plus très bucolique

L'ennui, c'est qu'une forêt de cette taille qui perd la moitié de sa superficie n'est plus très bucolique, souligne François Boivin, porte-parole d'Enviro Mille-Îles.

« Quel sera l'intérêt d'aller se promener dans un boisé où, au lieu de voir des chevreuils, on verra des autos et des condos ? Et je suis prêt à gager que sitôt les propriétaires de condos installés chez eux, ils se plaindront de voir trop de randonneurs passer sous leur fenêtre ! »

Enviro Mille-Îles espère plus de vision de Rosemère et de Lorraine et propose qu'un organisme à but non lucratif axé sur la conservation de la nature acquière la forêt avec l'aide financière des villes touchées et du ministère de l'Environnement du Québec.

La partie est loin d'être gagnée.

« Le maire de Lorraine devra faire montre de plus de volonté politique et Rosemère doit complètement changer de cap », affirme François Boivin.

Inévitablement, les deux candidats à la mairie de Lorraine ont dû se positionner face à l'avenir de la forêt.

« On demande l'arrêt immédiat du projet de tours de huit étages et on exige la préservation de ces espaces verts, à l'instar de 2500 personnes qui ont déjà signé la péti-

tion (d'Enviro Mille-Îles) », dit Jocelyne Belley.

Vaines promesses

Gilles Pelletier, le maire sortant de Lorraine, qui se représente aux élections, soutient qu'il s'agirait là de vaines promesses : Rosemère est souveraine sur son territoire et Lorraine ne peut lui dicter sa conduite ni freiner ses ambitions immobilières. Tout au plus Lorraine peut-elle refuser à Rosemère la voie d'accès qu'elle recherche pour son projet de condos.

« Et à cette voie d'accès, nous avons opposé un non catégorique à la mairesse de Rosemère. Jamais nous ne le permettrons, et la mairesse Richer cherche maintenant à obtenir cet accès du côté de Blainville. »

Blainville se dit obligée d'accorder l'une des voies d'accès recherchées par Rosemère.

« Légalement, on ne peut pas enclaver un territoire », précise le maire de Blainville, Pierre Gingras. En fait, poursuit M. Gingras, « vu le nombre important de familles qui s'installeraient dans la forêt, la mairesse de Rosemère estime qu'il lui faudrait deux voies d'accès. Elle nous en demande donc une deuxième, qui passerait par nos rues résidentielles. Pour nous, c'est hors de question. »

Fait à noter, Lorraine, qui a pourtant payé l'aménagement des sentiers forestiers au fil des ans, y compris sur la portion de Rosemère, ne sait pas exactement combien d'hectares de cette forêt lui appartiennent.

« Nous n'avions jamais cru que cette forêt, avec son sol argileux et ses ravins, puisse un jour être l'objet d'un lotissement immobilier », s'étonne aujourd'hui le maire Gilles Pelletier.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Depuis des semaines, Enviro Mille-Îles fait circuler une pétition pour que la forêt soit transformée par Lorraine et Rosemère en parc intermunicipal.

UN HONNEUR QUI NOUS HONORE!

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

L'Ordre national du Québec constitue la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec.

Il met en lumière les réalisations et l'excellence de citoyens du Québec.

Le 28 octobre dernier, à la salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement, à Québec, le premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, remettait l'insigne de l'Ordre national à 29 personnalités qui, par la ferveur de leur engagement, ont contribué de façon remarquable au prestige et au rayonnement du Québec.

À tous, félicitations!



Grands officiers



Maurice Couture



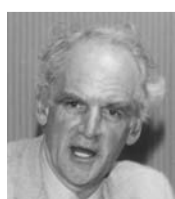
Robert Després



Emmett Johns



Ethel Stark



Charles Taylor

Officiers



Yves Beauchemin



Michel Brault



Richard Cruess



Marie-Hélène Falcon



Vincent Lemieux



Louise Otis



Denise Ouellet-Grenier

Chevaliers



François A. Auger



Bernard Beugnot



Germain Brisson



Melvin Charney



Yvan Desgagnés



Marcel Deslauriers



Jean-Pierre Ferland



Paul-Émile Langevin



Guy Latraverse



Jacques Laurin



Ghislain Picard



Madeleine Plamondon



Guy Provost



Rémi Quirion



Alain Stanké



Helen (Eleni) Stavridou



Dora Wasserman



MONTRÉAL PLUS

Transports Québec achète la cour Turcot au CN

BRUNO BISSON

Le ministère des Transports du Québec (MTQ) a acquis le mois dernier une ancienne gare de triage du Canadien National au coût de 18 millions en prévision de la reconstruction probable de l'échangeur Turcot, un chantier cauchemardesque qui durera au moins sept ans au milieu d'un carrefour routier où s'entrecroisent chaque jour 320 000 véhicules.

Le directeur régional du MTQ à Montréal, Paul-André Fournier, a confirmé les révélations du journal *The Gazette*, qui annonçait l'achat de ces 800 000 mètres carrés de terrains striés de vieilles voies ferrées, qui forment une sorte d'immense zone fantôme entre

le centre-ville et les vieux quartiers du sud-ouest de la métropole.

Ces terrains bordent l'autoroute 20 sur près d'un kilomètre entre le viaduc Angrignon, surplombant le canal de Lachine, et l'autoroute 15 où s'élèvent les plus imposantes structures de ce vieil échangeur, inauguré en 1967. Le ministère ne sait pas encore exactement ce qu'il fera de l'échangeur Turcot, qui subit de plus en plus mal l'outrage des ans. Et il ne sait surtout pas comment pourront se réaliser ces travaux sans trop gêner la circulation dans un carrefour névralgique pour le réseau routier de Montréal.

Il affirme toutefois que la décision sera arrêtée d'ici deux ans et

que la gestion de la circulation jouera un rôle déterminant dans l'organisation du chantier, qui coûtera au moins 500 millions et qui durera au moins six ou sept ans.

« L'achat de la cour Turcot est comme une police d'assurance, a expliqué M. Fournier. Si on veut ramener les structures surélevées de l'échangeur vers le sol, il aurait fallu acheter une partie de la cour, de toute façon. En la sécurisant, nous pourrions aussi planifier plus à l'aise la disposition et la logistique du chantier que nous allons mettre en place. On pourrait y entasser des matériaux, par exemple, ce qui permettrait d'éviter énormément de circulation de camions qui, autrement, devraient faire des milliers de voyages entre la carrière et

notre chantier. »

Selon lui, l'achat de la cour Turcot permettrait aussi au MTQ de déplacer une voie ferrée du CN et de corriger une aberration de la circulation qui fait qu'à la sortie de cet échangeur, une partie du trafic filant vers l'ouest doit rouler à gauche de l'autoroute, plutôt qu'à droite. Enfin, le MTQ aimerait reconfigurer l'échangeur Angrignon aux portes du Sud-Ouest, qui ne fournit pas à écarter la circulation actuelle.

Après plus de 35 ans de service, l'échangeur Turcot, un des carrefours stratégiques les plus importants du réseau autoroutier de la métropole, est bien fatigué.

La Presse révélait il y a quelques mois que l'enveloppe de béton ex-

terieur des saisons qui soutiennent ces voies surélevées est en train de s'effriter, et que ce problème est devenu irrémédiable. Le MTQ doit inspecter visuellement la structure deux fois par année pour en faire tomber les morceaux de béton devenus friables et qui pourraient tomber sur des secteurs fréquentés, des dizaines de mètres plus bas.

Le MTQ affirmait alors que la reconstruction de l'échangeur ne serait pas complétée avant 10 ans. Le directeur régional a assuré hier que depuis le printemps, l'échéancier n'a pas été rapproché, même si on parle maintenant d'une attente de deux ans avant de lancer les travaux, et d'un chantier qui durerait six ou sept ans.

un à zéro



0\$*

LG TM250

Mobilité

Un téléphone à zéro dollar avec l'un des forfaits Tout-en-un:

- aucuns frais d'activation
- aucuns frais cachés

En prime, trois mois d'appels locaux illimités

Magasins Espace Bell et Bell Mobilité
1 888 4MOBILE www.bell.ca/mobilite



Et bien simple.™

Espace Bell

Anjou Les Galeries d'Anjou (514) 353-0257	Montréal-Nord Place Bourassa (514) 322-3202
Beloil Mail Montenach (450) 446-7176	Mont-Tremblant 517, rue de St-Jovite (819) 681-0404
Brossard Mail Champlain (450) 465-8759	Pointe-aux-Trembles 12530, rue Sherbrooke Est (514) 645-4455
Châteauguay Centre régional Châteauguay (450) 691-7665	Pointe-Claire Fairview Pointe-Claire (514) 630-4992
Coaticook 18, rue du Manège Pl. J.R. Lefebvre (819) 849-9997	Repentigny 309, rue Notre-Dame (450) 585-4455 Les Galeries Rive-Nord (450) 657-4455
Cowansville Domaine du Parc (450) 263-4444	Rosemère 232, boul. Curé-Labelle (450) 979-3838 Place Rosemère (450) 435-0024
Delson 5, route 132 (450) 635-9999	Salaberry-de-Valleyfield Centre commercial Valleyfield (450) 377-1256
Dollard-des-Ormeaux 3352, boul. des Sources (514) 684-6846 3699, boul. St-Jean (514) 626-8888	Sherbrooke 2700, rue King Ouest (819) 823-9994 Carrefour de l'Estrie (819) 565-1605
Dorion-Vaudreuil 84, boul. Harwood (450) 424-1416	Sorel Les Promenades de Sorel (450) 742-6789
Dorval Les Jardins Dorval (514) 631-1222	St-Bruno-de-Montarville Les Promenades St-Bruno (450) 441-1535
Drummondville 2265, boul. St-Joseph (819) 478-5178 Promenades Drummondville (819) 474-4433	St-Agathe-des-Monts 80A, boul. Morin (819) 321-0265
Gatineau Promenades de l'Outaouais (819) 246-2355	St-Eustache Place St-Eustache (450) 623-8550
Granby Galeries de Granby (450) 777-4058	St-Hubert 5190, boul. Cousineau (450) 676-9919 3879, boul. Taschereau (450) 926-2020
Hull Galeries de Hull (819) 771-2716	St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe (450) 778-1749
Joliette Les Galeries Joliette (450) 755-5533	St-Jean-sur-Richelieu 391, boul. Séminaire Nord (450) 348-5210 Carrefour Richelieu (450) 349-4400
LaSalle Carrefour Angrignon (514) 364-3071	St-Jérôme Le Carrefour du Nord (450) 431-3926
Laval 1655, boul. St-Martin Ouest (450) 680-1010 Carrefour Laval (450) 681-3344 Carrefour Laval (kiosque) (450) 978-7133 Centre Laval (450) 680-2355	St-Laurent La Place Vertu (514) 335-2355
Longueuil Place Longueuil (450) 679-4558	St-Léonard 6050, boul. Métropolitain Est (514) 257-9292 Centre Le Boulevard (514) 376-2288
Montréal Boul. Décarie (angle Jean-Talon) (514) 739-7777 9280, boul. de l'Acadie (514) 385-0770 5187, avenue Papineau (angle Laurier) (514) 526-2020 892, rue Ste-Catherine Ouest (514) 866-6686 Centre Rockland (514) 340-1269 Les Ailes de la Mode (kiosque) (514) 843-8458 Place Alexis-Nihon (514) 939-2439 Place Dupuis (514) 844-1313 Place Versailles (514) 353-8847 Plaza Côte-des-Neiges (514) 342-5444 Tour Jean-Talon (Rez-de-chaussée) (514) 270-1155	Terrebonne Les Galeries Terrebonne (450) 964-7985
	Tracy 604, route Marie-Victoria (450) 746-7777
	Trois-Rivières 5691, boul. Jean-XXIII (819) 376-6849 Les Rivières (819) 691-0482
	Victoriaville 567, boul. des Bois-Francis Sud (819) 357-7777 La Grande Place des Bois-Francis (819) 357-5776

FUTURESHOP

Dumontin



Aussi offert chez les agents autorisés et dépositaires Bell Mobilité.